



Le dialogue israélo-arabe va s'engager

Enfin !

ENTRE les hammes, aucune guerre n'est éternelle. Encore leur faut-il, pour faire la paix, consentir à se parler. Ainsi, au Proche-Orient, l'impensable hier bientôt se produira : les vieux ennemis s'apprêteront à dialoguer. Quarante-quatre ans après le début du drame, dix ans après la mort d'Anwar el Sadat - qui le premier osa défer les haïnes - Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens vont s'asseoir à la même table pour imaginer enfin comment vivre ensemble.

Cinq guerres, tantôt tant de morts, la douleur de l'œil, l'humiliation et la colère, le cycle sans fin des vengeances : les peuples de cette région sont reclus d'avoir payé une si forte rançon au destin qui leur impose de cohabiter sur la même terre. Mais la fatigue ne pouvait suffire à leur inspirer la sagesse. Incapables, seuls, de se réconcilier, il leur fallait se voir contraints d'obéir à des parrains pressants et pressés d'en finir avec ce combat sans fin devenu si anachronique dans le monde nouveau de l'après-guerre froide.

La détente confirmée entre Moscou et Washington grâce à l'opalescente diplomatie gorbatchévienne, la guerre du Golfe et ses renversements d'alliances, l'écroulement du système communiste, ont créé peu à peu les circonstances historiques dont l'inséparable secrétaire d'Etat américain James Baker vient de tirer profit, à force de patience et d'imaginer. Rien sans doute n'eût été possible - du moins si tôt - sans la convergence d'intérêts entre Moscou et Washington, que consacrent, le même jour, le coparrainage américano-soviétique du processus de paix et la réconciliation entre l'URSS et l'Etat juif.

Mais les principaux intéressés ont, eux aussi, évolué en fil des ans. Depuis plusieurs années déjà, la majorité des Palestiniens se sont faits à l'idée qu'Israël survivrait. Sans toujours le reconnaître dans leur discours, les dirigeants arabes se sont résolus à envisager l'avenir au côté de cette « entité sioniste » dont le nom même leur écorchait la gorge. La Syrie s'est ralliée au vieux projet d'une parité stratégique avec Israël qui lui eût permis d'espérer reconquérir par la force le Golan, perdu en 1967. Et l'on a cru rêver vendredi en attendant l'intétable Itzhak Shamir admettre pour la première fois - fût-ce du bout des lèvres - que l'« OLP existe quelque part » et qu'on ne peut le nier.

Si les adversaires en présence se sont décidés, après d'utiles marchandages et moyennant plusieurs astuces diplomatiques, à envisager de s'asseoir à la même table, c'est aussi parce qu'ils n'avaient pas de véritable autre choix. Redoutant par-dessus tout le statu quo - car le temps travaille contre eux - l'OLP ne pouvait offrir le luxe de pratiquer la politique de la chaise vide. Ayant besoin d'argent américain pour réussir l'intégration des Juifs soviétiques, Israël ne pouvait, quant à lui, entrer en révolte ouverte contre les Etats-Unis.

Dans dix jours, une partie décisive s'ouvrira à Madrid. Elle sera longue et difficile, tant sont éloignées les positions de départ. Mais, aujourd'hui, seule compte la perspective de ce face-à-face historique si longtemps attendu.

M0146 - 10210 - 6.00 F



Pour la première fois depuis 1947, l'Etat juif, ses voisins arabes et les Palestiniens ouvriront, le 30 octobre à Madrid, des négociations de paix, en présence de MM. Bush et Gorbatchev

Pour la première fois depuis 1947, Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens vont engager un dialogue direct : le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé vendredi 18 octobre, au cours d'une conférence de presse

conjointe, à Jérusalem, avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, une conférence de paix sur le Proche-Orient. Celle-ci s'ouvrira le 30 octobre à Madrid en présence des présidents Bush et Gorbatchev. Les

Palestiniens participeront à cette conférence au sein d'une délégation jordanopalestinienne. Israël devait donner formellement sa réponse définitive dimanche. D'autre part, Israël et l'URSS ont rétabli leurs relations diplomatiques.

« L'OLP existe quelque part... »

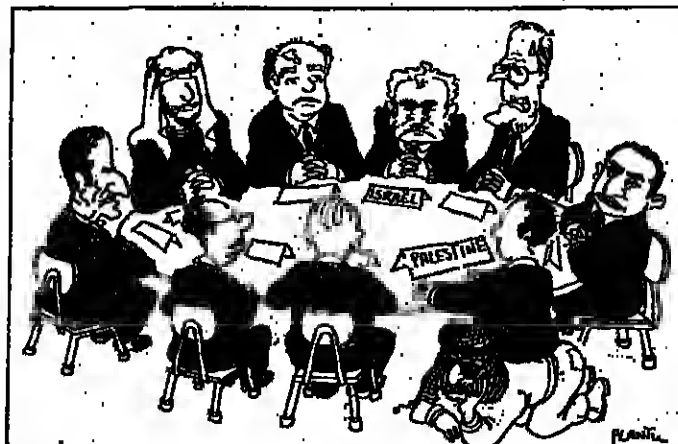
JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les invitations sont lancées. Amman a déjà accepté, l'OLP a donné son feu vert aux Palestiniens de l'intérieur. Et « Israël partiellement », a affirmé, vendredi soir 18 octobre, M. Itzhak Shamir. Le 30 octobre 1991, à Madrid, et pour la première fois depuis le partage manqué de la Palestine il y a quarante-quatre ans, des représentants de l'Etat juif et des dirigeants de trois pays arabes officiellement en guerre avec lui - Syrie, Liban, Jordanie - devraient donc se retrouver, d'abord tous ensemble, pour une grande cérémonie d'ouverture, présidée par MM. Georges Bush et Mikhaïl Gorbatchev, ensuite en tête-à-tête, pour des négociations bilatérales qui seront sans doute - tout le monde est d'accord sur ce point - à commencer par M. Shamir - « longues et difficiles », mais qui permettront, peut-être, de faire la paix au Proche-Orient. Dans un

troisième temps, soit deux semaines après l'ouverture de la conférence de Madrid, des discussions multilatérales devraient réunir Israël et tous les pays arabes qui le souhaitent.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 4



Le pari gagné de M. Baker

WASHINGTON

de notre correspondant

Quand, au mois de mars, M. James Addison Baker prit, pour la première fois de sa vie, la route du Proche-Orient, les spécialistes de la région joutèrent les

sceptiques. On voulait bien reconnaître au secrétaire d'Etat d'habituels talents de négociateur : il en avait largement fait preuve dans les pourparlers sur le désarmement avec les Soviétiques. On savait que cet ami personnel de M. George Bush, depuis trente ans était un tacticien hors pair ; une longue carrière en témoignait qui l'a mené d'un cabinet d'avocat d'affaires de Houston au département d'Etat, en passant par le secrétariat général de la Maison Blanche (sous M. Ronald Reagan) et le département du Trésor. Mais du Proche-Orient, « Jim » Baker ne savait rien, sinon que nombre de ses prédécesseurs, de M. Cyrus Vance à M. George Shultz, n'y avaient gagné que des bosses. A priori, ce patricien, héritier d'une des plus vieilles fortunes du Texas, n'éprouvait aucune sensibilité particulière pour la région.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

Etre Serbe en Croatie

Le rétablissement du dialogue entre les deux communautés semble de plus en plus difficile, même aux yeux des plus pacifiques

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Etre Serbe aujourd'hui à Zagreb - la capitale de la Croatie - nécessite des nerfs solides face à une situation où l'irrationalité est omniprésente. C'est particulièrement patent chez ceux qui, opposés à la « politique de conquête » menée par les dirigeants de Serbie, veulent vivre dans une République indépendante de Croatie et tentent, con-

tre vents et marées, de concilier des points de vue plus souvent dictés par la peur de l'autre et les reminiscences du passé que par la raison.

« Tout Serbe [ici] se sent menacé par tout le monde, par les extrémistes serbes comme croates », explique G., une Serbe de Croatie qui refuse d'être identifiée, ne serait-ce que par son prénom. La Croatie compte près de 12 % de Serbes, dont quelque 100 000 vivent à Zagreb. Intel-

lectuelle issue d'un couple mixte, elle-même a épousé un Croate.

Elle a vu son univers familial bouleversé à mesure que la crise s'est envenimée, son mari glisser vers le chauvinisme croate et « se retourner » contre elle, tandis qu'elle sentait ses enfants s'éloigner.

JEAN-YVES HELLER
Lire la suite et l'article d'ALAIN DEBOVE et CHRISTIAN CHARTIER page 5

Sang et scandale

Parviendra-t-on à faire la lumière sur les affaires liées à la transfusion sanguine ?

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

Jusqu'où faudra-t-il aller pour mesurer avec exactitude l'ampleur du scandale de la transfusion sanguine française ? Combien faudra-t-il encore attendre avant de pouvoir situer précisément les responsabilités politiques, médicales et administratives ? Jour après jour, une

révélation suivant l'autre, tout cela prend les dimensions d'une affaire d'Etat, l'immobilisme de l'actuel gouvernement ne faisant que précipiter le cours des choses.

La première erreur politique fut sans doute ici de sous-estimer - d'ignorer - le drame vécu par les hémophiles contaminés par le virus du sida à partir des produits sanguins infectés.

Lire la suite page 13

Mode fin de siècle

Pour la semaine du prêt-à-porter, créateurs et couturiers fixent les images de l'époque

Deux mille cinq cents projections, quinze kilomètres de câbles, deux cents miroirs... La semaine des collections de prêt-à-porter féminin des créateurs et couturiers (16-23 octobre) a commencé sous le signe de la foule et du ralliement. Deux mille journalistes et photographes de quarante-deux pays retrouvent, cette saison, la cour carrée du Louvre, « lieu provisoire » concédé par Jack Lang à la Chambre syndicale en 1981. Dix ans plus tard, Paris s'affiche comme une vitrine internationale : après les Japonais, les Italiens (Romeo Gigli, Valentino), l'Américain Oscar de la Renta, les Anglais (Galliano, Westwood, Hammet) : ce sont plus de cent maisons qui organisent des défilés à Paris, en comptant de nouveaux venus comme les Belges, moins médiatiques, donc plus dispersés.

C'est en mars 1993 qu'un nouveau lien détié à la mode et aux métiers d'art sera forgé. 7 500 m² en sous-sol entre l'Arc de Triomphe du Carroussel et la Seine. Le projet, financé par la SARL, est ambitieux : salles de projection, laboratoires photo et vidéo et même soixante boutiques de luxe autour des salles, prestige oblige. Mais l'abondance (près de quatre-vingt-dix défilés aux quatre coins de Paris) et l'opulence officielle cachent un changement de ton : plus radical, plus jusqu'au-boutiste dans la manière de déchirer et de fixer les images de l'époque. La misère chic, les haillons fin de siècle ont naturellement fait leur apparition sur les podiums de l'été 1992.

LAURENCE BENAÏM
Lire la présentation des collections page 15

BURKINA FASO

LA DEMOCRATIE TRANQUILLE

BLAISE COMPAORE
REALISME ET INTEGRITE

DE JEAN R. GUION
PREFACE DE STEPHANE HESSEL

De sa rencontre avec BLAISE COMPAORE, en 1976, l'auteur écrit : « Comment ne pas se souvenir de cet africain de 25 ans, lecteur de Lénine et de De Gaulle qui parlait, 15 ans avant la chute du mur de Berlin et le Sommet de la Baie, de la faillite des régimes de l'Est et de la démocratie comme remède aux maux de l'Afrique ».



BLAISE COMPAORE
REALISME ET INTEGRITE
Préface de Stéphane HESSEL

Mondos en devenir - LIVRE DOCUMENTS ET ESSAIS - 14 Rue de Valenciennes

HEURES LOCALES

Auvergne : les vertus de l'antiroute

Continuant son tour de France des régions, le Monde présente aujourd'hui l'Auvergne et ses quatre départements. Le démission de M. Roger Guilleud, maire de Clermont-Ferrand, e, ces jours derniers, attiré l'attention sur cette région isolée et d'un accès difficile. Ses responsables ont donc donné la priorité à son désenclavement. Elle retrouve avec l'ouverture de l'autoroute de nouvelles chances, mais doit imaginer les moyens de relayer des industries traditionnelles défilantes et une agriculture bien souvent inadaptée. La tâche est ardue.

Lire pages 10 et 11
l'enquête de Gilles Paris

Egalement au sommaire : Notre dossier sur le projet de statut des élus locaux : Les départements suient aux Japonais. Pages 9 et 12

« Le grand jury RTL-le Monde » M. Edouard Belledun, invité dimanche à 18 h 30.

هكذا من الناحية

ETRANGER

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et Israël

La fin d'une longue brouille

Israël et l'Union soviétique ont décidé, vendredi 18 octobre, de rétablir leurs relations diplomatiques, qui avaient été rompues par Moscou en 1967, lors de la guerre des Six jours.

L'histoire des relations israélo-soviétiques est un mouvement descendant, avec beaucoup plus de bas que de hauts. Dès deux fois rompus par le passé, voilà les liens diplomatiques renoués au plus haut niveau parce que l'URSS a jugé que tel était, de nouveau, son intérêt. Le geste est conforme au comportement observé par l'URSS depuis novembre 1947, date du plan de partage de l'ONU donnant naissance à Israël : c'est toujours Moscou qui décide de l'opportunité d'entretenir ou non des relations avec l'Etat juif et qui en établit le niveau et la qualité.

Les critères ont varié. La nouvelle ligne de la diplomatie soviétique, profondément de l'empire, la priorité accordée au sauvetage économique de l'Union, tout cela a sans doute présidé à la reprise des relations avec Jérusalem. Avec la pression supplémentaire exercée cette fois par Israël, qui a fait de cette décision une condition sine qua non à son acceptation du parrainage soviétique de la conférence de paix. Le contexte était évidemment bien différent à la fin de l'année 1947. Si Staline ordonne alors à son représentant à l'ONU, Andreï Gromyko, de voter en faveur de la création d'Israël, c'est à dire en faveur du plan de partage de l'ONU. Staline, encore sous le choc britannique, c'est d'abord dans l'espoir de s'assurer un point d'appui lui permettant de contrebalancer l'influence de la Grande-Bretagne au Proche-Orient.

D'une certaine façon, l'idéologie s'accommode assez bien de cette vision stratégique : après tout, la majorité des sionistes se veulent socialistes - avec même un fort courant stalinien - et ils sont en butte à l'hostilité de régimes arabes « réactionnaires » soutenus par « l'impérialisme » britannique. A la tribune de l'ONU, Andreï Gromyko fit valoir que le prétexte de l'URSS va à la création dans l'ancienne Palestine mandataire d'un « Etat démocratique juif-arabe indépendant » et « l'homogénéité », mais qu'elle soutiendra le plan de partage en deux Etats - un juif, un palestinien - si la première formule ne peut se concrétiser.

La décision entraîne aussi le vote des satellites européens de Moscou et evoque la Tchecoslovaquie à livrer des armes à l'armée juive alors que les Etats arabes refusent le plan de partage et déclarent la guerre. Au Conseil de sécurité, Gromyko défend « les aspirations des juifs à établir leur propre Etat ». Il évoque « leurs liens historiques avec la Palestine » et dénonce « l'agression arabe ». Les armes tchécoslovaques vont contribuer à la victoire de la Hagannah sur la coalition des armées arabes ;

dès les premiers jours, le jeune Etat israélien peut se prévaloir du patronage du bloc soviétique.

A vrai dire, Staline ne nourrit aucune sympathie pour le sionisme - et pas seulement par antisémitisme virulent. « Pour des raisons de politique intérieure et extérieure », explique l'orientaliste britannique Bernard Lewis, « Moscou a toujours combattu les mouvements basés à l'étranger susceptibles d'attirer à eux un nombre non négligeable de citoyens soviétiques. Ainsi, les autorités (soviétiques) ont-elles dénoncé, condamné, réprimé le panislamisme, le panarabisme et le panarabisme afin d'éviter que les communautés musulmanes, les populations turcophones et turcomanes d'URSS, séduites par ces mouvements, se

viennent ainsi en 1953, en pleine répression anti-juive à Moscou : c'est l'affaire du « complot des binages blancs » où des médecins juifs sont faussement accusés de conjuration contre les maîtres du régime.

Moscou choisit le prétexte d'une bombe soviétique lancée contre l'ambassade d'URSS à Tel-Aviv pour rompre. Les relations ne seront renouées qu'après la mort de Staline mais resteront peu chaleureuses et peu développées. Aucun premier ministre d'Israël ne fut jamais invité à se rendre à Moscou ; toutes les rencontres ministérielles eurent lieu en terrain « neutre ». Dès le milieu des années 50, le Kremlin avait forgé des alliances privilégiées avec des hommes comme Nasser dans la perspective de constituer une zone

Syrie), dont plusieurs clauses secrètes traitent de la coopération militaire. En 1974, l'URSS reconnaît l'OLP et invite M. Yasser Arafat à Moscou, où se succèdent, plus tard, les dirigeants des groupes les plus radicaux de la centrale palestinienne.

Cela ne veut pas dire que tous les ponts sont rompus avec Israël. On ne compte plus les rencontres prétextuelles « secrètes » qui ont lieu entre les deux pays : à Vienne, à Washington, à l'ONU à New-York, le dialogue se poursuit, quelquefois au niveau le plus élevé. En 1975, deux hauts fonctionnaires soviétiques, MM. Primakov et Kotov, se rendent même en Israël pour y rencontrer le premier ministre Itzhak Rabin ; ils reviendront deux ans plus tard pour discuter cette fois avec Menachem Begin, nouveau chef du gouvernement, qui propose, en vain, de se rendre à Moscou. Les résultats sont maigres mais les contacts s'étaient guère plus développés lorsque les deux pays entretenaient des relations diplomatiques.

Dès le début de ces années 70, la détente soviéto-américaine se fait sentir au Proche-Orient. Elle permet aux Israéliens d'obtenir partiellement satisfaction sur un sujet qui leur tient particulièrement à cœur : l'émigration des juifs soviétiques. Moscou entrouvre les portes et, par milliers, les juifs quittent l'URSS pour les Etats-Unis. Le plus gros départ a lieu en 1979, avec 51 300 personnes. Il est vrai que le Sénat des Etats-Unis a fait adopter, en 1974, l'amendement Jackson-Vaoh ; un texte qui interdisait l'octroi d'avantages commerciaux à l'URSS tant que celle-ci ne libérait pas l'émigration des juifs soviétiques. La détente s'éclate avec la fin des années 70 et l'émigration est de nouveau réduite à quelques dizaines, au mieux quelques centaines de personnes par an.

Un bilan décevant

Pour le Kremlin, le bilan reste décevant. Sa politique arabe n'a pas porté tous les fruits escomptés - il s'en faut. Dès 1971, le président égyptien, Anouar el Sadate, avait défilé les liens tissés du temps de Nasser et renvoyé chez eux des milliers de conseillers militaires soviétiques détestés par la population pour s'être comportés en pays conquis. Les amoncellements de troupes radicales, pour étroites qu'elles fussent, n'ont jamais permis à l'URSS d'obtenir un début de front arabe uni et c'est même, au contraire, chez les protégés que les rivalités sont les plus fortes : Irak contre Syrie, Syrie contre OLP, etc. Souvent, les Soviétiques parviennent à réduire au rôle de fournisseur d'armes... pas toujours payé. C'est malgré pour une diplomatie qui cherche à être partie prenante à tout règlement au Proche-Orient et pour un pays qui a un intérêt stratégique évident dans la région : après tout, les missiles Jericho d'Israël peuvent atteindre le sud de l'URSS. Mais l'absence de relations diplomatiques avec Israël empêche les Soviétiques de parler aux deux camps - comme le font les Etats-Unis - et de se présenter en puissance médiatrice. C'est contre l'URSS que se fait un début de paix israélo-égyptienne de Camp David ; le Kremlin poussera son allié israélien sur les théâtres les plus médians jusqu'à dénoncer l'éphémère accord conclu à Amman en 1986 entre le roi Hussein de Jordanie et M. Arafat (aux termes duquel l'OLP devait reconnaître les résolutions de l'ONU sur un règlement pacifique du conflit avec Israël).

La seule initiative diplomatique du Kremlin est de proposer en 1984 un règlement global du conflit au sein d'une conférence internationale réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Israël, les pays arabes concernés et l'OLP refusent, au moins les gouvernements dominés par la droite nationaliste. La promesse de l'URSS de reprendre les relations diplomatiques dès lors que l'Etat hébreu accepterait le principe d'une telle conférence ne décida pas le gouvernement israélien. La situation ne commença à évoluer qu'avec l'arrivée de M. Michail Gorbatchev au pouvoir et la volonté de préférer les réformes internes au maintien d'une gigantesque zone d'influence qui épuise les ressources de l'Union. M. Gorbatchev le dit à ses hôtes arabes. En avril 1987, il explique à M. Arafat qu'il faudra que l'OLP reconnaisse Israël et prévienne que l'URSS, si elle défend toujours le droit des Palestiniens à l'autodétermination, met dorénavant sur le même pied « les impératifs de sécurité d'Israël ». Un an plus tard, M. Gorbatchev déclare au Syrien Hafez el Assad qu'il est « aberrant » que l'URSS n'ait pas de relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Il signale que Damas doit privilégier la

perspective d'un règlement politique et abandonner son vieux rêve - jusqu'à présent - de Moscou, ou presque - d'atteindre la parité stratégique avec son voisin israélien. L'évolution n'est pas seulement rhétorique. Les échanges touristiques, culturels, scientifiques s'intensifient avec Israël ; en juin 1987, une mission consulaire soviétique s'installe à Tel-Aviv et les Israéliens font de même à Moscou un an plus tard. L'émigration des juifs soviétiques reprend largement. Retrouvant leur pleine souveraineté, les pays d'Europe centrale renouent les relations diplomatiques avec Israël à partir de 1989.

Depuis, rien n'est venu modifier le nouveau profil de la diplomatie du Kremlin au Proche-Orient. L'at-

titude extrêmement prudente de l'URSS durant le conflit du Golfe en a témoigné. L'échec du coup d'Etat militaire en 1982 et l'affaiblissement considérable du pouvoir de « centrisme » à Moscou n'ont fait que confirmer l'évolution en cours depuis le milieu des années 80 : l'URSS - la Russie, notamment - estime toujours avoir des intérêts stratégiques au Proche-Orient mais n'en fait plus une affaire de rivalité avec les Etats-Unis. Cela modifie la nature des relations qu'elle entend entretenir avec les pays arabes comme avec Israël.

ALAIN FRACHON

(1) In Bernard Lewis, *Stalin et antisémitisme*, p. 322, Fayard 1987.

Le communiqué commun soviéto-israélien Les deux pays souhaitent « l'établissement d'une paix durable »

Voici le texte du communiqué commun annoncé, vendredi 18 octobre, le rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et l'Union soviétique. Le texte a été diffusé en russe, en hébreu et en anglais.

« Désirant favoriser la coopération et la compréhension mutuelle dans l'intérêt des deux nations, l'Union des républiques socialistes soviétiques et l'Etat d'Israël ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques au jour de la publication de ce communiqué commun et ont décidé d'échanger des représentants diplomatiques au niveau des ambassades ».

« Les deux parties affirment qu'elles sont prêtes à maintenir des relations bilatérales dans le cadre de la Charte des Nations unies, des règles du droit international et sur la base de l'égalité, du respect mutuel de leur souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires internes de chacun. Les deux parties croient fermement que le rétablissement de relations diplomatiques complètes entre l'URSS et l'Etat d'Israël sert complètement les intérêts d'un règlement global au Proche-Orient, l'établissement d'une paix durable et le soutien dans la région ainsi que les développements à venir de la coopération internationale » - (AP)

dénoûment de Moscou et placent ailleurs leur allégeance. Les sionistes, quant à eux, ont une forme de panislamisme. Il ne peut davantage être joint (1). Dès 1948, Staline, gromykoïste, inquiet de l'accueil enthousiaste que la communauté juive de Moscou a réservé à l'ambassadeur israélien dépeché en URSS - une certaine Golda Meïr. Mais un s'arrange encore sans trop de frictions. C'est l'époque - 1948-1950 - où l'Etat hébreu lutte avec le mouvement ouvrier des non-alignés. Les camps ne sont pas encore fixés, ni figés, qui verront se constituer un bloc soviéto-juif-moscovite et un autre pro-occidental. Il peut y avoir convergence d'intérêts. Très vite, pourtant, les relations israélo-soviétiques vont subir les conséquences de celles qu'entretenaient les autorités bolchéviques avec les juifs d'URSS. Le Kremlin fait passer des phases de relative tolérance avec la police de fer. La première rupture entre les deux pays inter-

viens l'influence soviétique dans le monde arabe. Les armes du bloc de l'Est prennent cette fois le chemin du Caire. La rhétorique soviétique se fait de plus en plus anti-israélienne. La crise culmine au lendemain de la guerre de six jours - en juin 1967 - avec une nouvelle rupture des relations diplomatiques. Moscou entraînant dans son sillage l'ensemble des pays du pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie. Le Kremlin justifie sa décision en dénonçant « l'agression israélienne contre les pays arabes » et l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par l'Etat hébreu. Les armées arabes défilent, notamment celles de la Syrie et de l'Egypte, seront rééquipées par les Soviétiques ; il en ira de même au lendemain de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Moscou a clairement choisi son camp et s'aligne sur les « durs » du monde arabe avec lesquels sont conclus des « traités d'amitié et de coopération » (Irak et

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : après le vote favorable de la commission du renseignement

La nomination de M. Gates à la tête de la CIA est pratiquement assurée

WASHINGTON
correspondance

Par onze voix contre quatre, la commission sénatoriale spécialisée dans les affaires de renseignement a approuvé la nomination de M. Robert Gates comme directeur de la Central Intelligence Agency (CIA). La décision finale appartient au Sénat qui, la semaine prochaine, sera saisi des recommandations de la commission. Le vote favorable à M. Gates, intervenant après plusieurs heures de débats difficiles (voir le Monde du 9 octobre), était assuré dès l'annonce du sénateur démocrate Boren, président de la commission, avait annoncé qu'il n'hésiterait pas à appuyer la nomination de M. Gates. M. Boren a justifié son vote en soulignant que la recherche d'un autre homme au commandement des problèmes de renseignement aurait pris beaucoup de temps, mais surtout il a insisté sur l'engagement de M. Gates de coopérer étroitement avec la commission-chargée de superviser les activités des services de renseignement. Dans le passé, en effet, les directeurs de la CIA avaient tenté de fuir la commission.

L'argument a également provoqué le ralliement de trois autres démocrates, dont notamment celui du sénateur Nunn, membre influent de la commission du renseignement ainsi que de celle des forces armées. En 1989, le sénateur Nunn avait joué un rôle décisif dans l'échec de la nomination de l'ex-sénateur Tower comme secrétaire à la défense.

L'administration peut maintenant raisonnablement escompter que le Sénat en séance plénière approuvera les recommandations de la commission. Ainsi, dans la foulée de la confirmation du juge Thomas, le président Bush devrait remporter un nouveau succès.

Il est évident que les circonstances ont favorisé M. Gates. D'abord, parce que les auditions publiques sur la nomination du juge Thomas ont monopolisé et détourné l'attention du public sur les accusations portées contre M. Gates, qui a eu du mal à expliquer le peu de souvenirs qu'il conserve de son rôle dans le scandale des armes livrées à l'Iran pour payer les « Contrats » au Nicaragua. Ensuite, les démocrates ayant été passablement malmenés dans la bataille engagée autour du juge Thomas, hésitent à livrer un nouveau combat. Enfin, puisque le juge Thomas a obtenu le bénéfice du doute, pourquoi serait-il refusé à M. Gates.

HENRI PIERRE

Blanche, il y a le bonheur », a déclaré M. Thomas après que le juge Byron White, l'un des neuf membres de la Cour suprême, lui ait fait prêter serment lors d'une cérémonie dans les jardins de la présidence. Le président Bush, de nombreux membres du gouvernement et du Congrès, plusieurs centaines d'amis et collègues du juge Thomas et autres invités, dont l'acteur Sylvester Stallone, ont assisté à cette cérémonie. - (AFP)

Deux interruptions en quarante-quatre ans

1947

27 novembre. - A l'ONU, l'URSS soutient le plan de partage de la Palestine prévoyant la création de l'Etat d'Israël.

1948

17 mai. - L'Union soviétique reconnaît l'Etat hébreu et les deux pays procèdent à un échange des missions diplomatiques le 10 août.

1953

12 février. - Après les accusations portées contre des médecins juifs soviétiques (« Complot des blouses blanches »), Staline utilise le prétexte de l'explosion d'une bombe à la légation d'URSS à Tel-Aviv pour interrompre les relations avec Israël.

20 juillet. - Cinq mois après la mort de Staline, le Kremlin ouvre sa représentation diplomatique qui sera élevée au rang d'ambassade en juin 1954.

1967

10 juin. - Moscou coupe tout lien avec l'Etat hébreu au moment de la guerre de six jours.

1971

Décembre. - Les Soviétiques accordent plus facilement des visas d'émigration à quelques milliers de juifs. Les départs sont à nouveau limités à la fin de 1973 puis reprennent irrégulièrement pour atteindre un chiffre maximum de 51 300 personnes en 1979.

1973

6 octobre. - L'URSS soutient militairement les pays arabes impliqués dans la guerre du Kippour et menace d'intervenir.

1974

4 août. - Lors d'une visite de M. Yasser Arafat, le Kremlin reconnaît officiellement l'OLP qui ouvre un bureau à Moscou.

1975

Avril. - Deux émissaires soviétiques rencontrent à Jérusalem le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui refuse d'abandonner les territoires occupés en échange du rétablissement des relations diplomatiques et de la garantie des frontières.

1986

18 août. - A Helsinki, les premières consultations officielles israélo-soviétiques depuis 1967 achoppent sur la question des juifs d'URSS, dont l'émigration a nettement décliné depuis 1980.

1987

13 juillet. - Une mission consulaire soviétique s'établit à Tel-Aviv et l'émigration des juifs soviétiques reprend.

1988

28 juillet. - Les Israéliens convient à leur tour une délégation consulaire à Moscou.

1989

22 février. - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, rencontre au Caire son homologue israélien, M. Moshe Arens.

1990

4 juin. - M. Gorbatchev menace de suspendre l'émigration pour protester contre l'installation d'immigrants soviétiques dans les territoires occupés. A la fin de l'année, ils sont 200 000 à s'être établis en Israël.

1991

3 janvier. - Le consulat d'Israël est rouvert à Moscou.

10 mai. - Le nouveau chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, rend une visite « historique » aux dirigeants israéliens à Jérusalem pour s'entretenir du règlement du conflit israélo-arabe.

18 octobre. - Israël et l'URSS rétablissent leurs relations diplomatiques.

VACHERON CONSTANTIN
Depuis 1755



WEMPE
13, RUE ROYALE 75002 PARIS TEL. 1 42 60 21 77 - 42 60 23 73
FAX 42 60 24 67

هناك ان الشغل

EUROPE

YUGOSLAVIE : à la conférence de La Haye

La Serbie a rejeté le plan européen de règlement de la crise

La Communauté européenne a obtenu vendredi 18 octobre à La Haye des parties yougoslaves en conflit un nouvel ordre de cessez-le-feu, le dixième, et l'accord de cinq Républiques sur six sur une proposition de remède de la fédération, rejetée par la Serbie. Les négociations se poursuivent : les groupes de travail de la conférence de La Haye se réuniront mercredi 23 octobre et les présidents des six Républiques vendredi 25. Dans un communiqué commun publié vendredi à La Haye, les Etats-Unis et l'URSS réaffirment leur soutien aux efforts de la Communauté européenne et se déclarent prêts à soutenir des mesures restrictives de la CEE pour aboutir à un succès de la conférence sur la Yougoslavie. (Nos derniers éditions du 19 octobre).

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux

On pouvait s'attendre : la Serbie a rejeté, poliment mais fermement, la proposition de règlement politique en douze points présentée vendredi 18 octobre à La Haye, par la présidence de la conférence de paix sur la Yougoslavie. Selon le leader serbe, M. Slobodan Milosevic, ce plan, qui n'est qu'une « chose de discussion », est inacceptable parce que les Européens ont l'audace d'entretenir l'indépendance définitive de la fédération yougoslave et d'envisager un nouveau modèle constitutionnel pour ce pays.

« Les mesures proposées pour résoudre la crise suspendent l'ordre constitutionnel et légal en vigueur en Yougoslavie (...) et abolissent la Yougoslavie elle-même en tant qu'Etat ».

Etre serbe en Croatie

Suite de la première page

Un recensement de 1981 tous les membres de la famille s'étaient déclarés Yougoslaves, mais, en 1991, son mari et ses enfants se sont enregistrés comme Croates. G., elle, se sent aussi Serbe que Yougoslave. Elle a toujours vécu et dort elle dit qu'il n'y a pas d'autre solution (au conflit actuel) que de reconnaître l'indépendance de la République de Croatie ; il s'agit d'un choix rationnel, pas émotionnel.

« Votre Croatie de Zagreb ne vous aime plus », Milica a choisi l'humour pour résister à l'ambiance de passion dévastatrice qui a gagné jusqu'à sa famille. Celle-ci, serbe, habite Belgrade, alors qu'elle-même a choisi de vivre à Zagreb, où elle est née, et c'est par ces mots — ou avec ceux-ci : « Votre seule Croatie de la famille... » — qu'elle a répondu aux messages alarmistes de ses parents, « soumis à la propagande serbe » et inquiets de la voir rester seule au milieu de l'ennemi. Chez Milica, fille d'officier fédéral ayant passé toute son enfance à démentir de République en République et élevée dans le « rêve aujourd'hui brisé de la Yougoslavie », cette notion d'ennemi n'apparaît pas encore. Ne dit-elle pas qu'elle a « ressenti plus de discrimination en tant que femme qu'en tant que Serbe » ? Elle assure n'avoir jamais senti d'animosité tournée contre elle personnellement par le simple fait de son origine serbe, et avoue avoir, jusqu'à ce que les problèmes liés à la crise se manifestent, considéré la question des nationalités comme du « folklore ». Mais si Milica peut affirmer ne pas se sentir « mal à l'aise » aujourd'hui, elle avoue craindre un avenir qui a toutes les chances d'être marqué de façon indélébile par cette guerre et de rendre réellement impossible toute cohabitation entre Serbes et Croates.

Pour G., tout est déjà « cassé ». « J'ai peur, dans la rue, d'être reconnue comme Serbe », avoue-t-elle. Quant à l'avenir, il est à l'extérieur, on ne peut plus compter : « Il s'est passé trop de choses. Dans le meilleur des cas, si la guerre s'arrête maintenant, les Serbes auront une position subalterne en Croatie ; dans le pire des cas, ils seront exterminés ».

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

Ce statut s'appliquerait « en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Allemands de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assurait qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De lavis général, cette sédition s'annonce s'être déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ». Cela explique peut-être les commentaires prudents et relativement optimistes — mais peut-être obligés — de M. van den Broek et de Lord Carrington, le président de la conférence.

« Dans les frontières actuelles »

La réunion de La Haye était, pour reprendre les termes de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, d'une « importance critique », en raison notamment de l'escalade des combats ces derniers jours et de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations. Les médiateurs avaient donc élaboré et soumis aux présidents des Républiques ainsi qu'à la direction collégiale un ensemble de propositions « pour un règlement général » de la crise.

Il prévoit notamment le droit à l'indépendance des Républiques qui le désirent « dans les frontières actuelles, sans changements concrets », et la reconnaissance de cette indépendance dans le cadre d'un accord général ; la création d'une libre association de Républiques ; des accords détaillés pour la protection des droits de l'homme et l'attribution d'un « statut spécial » à

« certains groupes ethniques et zones de population ». En ce qui concerne ces minorités ethniques ou nationales, qui dans certaines régions forment en fait une majorité, les auteurs du texte recommandent l'autonomie, un organe législatif propre, une force de police, un système judiciaire.

Ce statut s'appliquerait « en particulier aux Serbes majoritaires dans certaines provinces de Croatie ». En revanche, les médiateurs ne font pas mention des Allemands de souche au Kosovo, sous tutelle serbe. Au cours d'une conférence de presse, le président croate, M. Franjo Tudjman, assurait qu'il était prêt à garantir « tous les droits des Serbes et des autres minorités vivant en Croatie » et, si besoin était, « sous contrôle international ».

De lavis général, cette sédition s'annonce s'être déroulée dans une atmosphère moins glaciale que la réunion de lundi dernier des ministres des affaires étrangères. Selon des participants, M. Milosevic, après son intervention plutôt dure du début de séance, aurait participé ensuite aux débats de façon « constructive ». Cela explique peut-être les commentaires prudents et relativement optimistes — mais peut-être obligés — de M. van den Broek et de Lord Carrington, le président de la conférence.

Le dixième cessez-le-feu

« Nous avons le sentiment, disait le chef de la diplomatie néerlandaise, d'avoir établi une bonne base pour continuer à négocier. » Pour sa part, l'ancien secrétaire au Foreign Office estimait que « des petits pas en avant ont été faits ». On est loin de la parole politique que certains médias ont pu laisser entendre, à savoir que le cessez-le-feu n'est qu'un accord politique global n'ayant pas été formel. Quant à M. Milosevic, il a souligné que ce n'est pas des hostilités qui ont été conclues « en sa présence et avec son accord personnel », une façon de dire qu'il ne répond pas de tout.

Cela n'est pas vraiment surprenant, puisque le président serbe a toujours affirmé que « la Serbie n'est pas en guerre contre la Croatie » et qu'elle ne peut donc pas être directement partie prenante dans des cessez-le-feu. A ses yeux, le conflit met aux prises les Serbes de Croatie et le régime qui les opprime, les « fascistes » de Zagreb.

CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN DEBOVE

Le Forum s'est également tenu pour tâche, tout aussi ambitieuse, de rallier les Serbes de Croatie à l'empire des partisans du président M. Tudjman. Les intellectuels qui sont à l'origine du Forum, M. Milosevic a tout autant profité des craintes des autorités croates que des réactions serbes à ces maladroites pour mener une guerre de coquetterie et d'assurance par la force, l'« émergence » d'une Grande Serbie englobant des territoires où vivent des Serbes.

Ces errements croates sont principalement de deux ordres, selon M. Pupovac. D'une part, le régime de M. Tudjman, issu des élections d'avril 1990 consécutive à la défection du pouvoir communiste, « a annulé la loi constitutionnelle de la nation serbe en Croatie et défini la souveraineté ainsi que les conditions de sécession de la République de Croatie sur la seule base de la majorité croate ». Autrement dit, sans tenir compte des droits de la minorité serbe à bénéficier elle-même d'une « souveraineté » et d'une autonomie au sein d'un Etat croate « multinational ». D'autre part, le gouvernement croate a adopté des symboles — notamment l'échiquier à damier rouge et blanc — également utilisés par l'Etat oustachi — ainsi qu'une certaine rhétorique qui ont réveillé des « craintes historiques » parmi les Serbes de Croatie : « Les autorités croates ne se sont pas nettement distinguées, distancées de l'Etat oustachi, permettant toutes les interprétations sur le plan des symboles et suscitant une réaction irrationnelle des Serbes de Croatie ». Avant d'être utilisées par le régime serbe voisin de M. Milosevic, ces réactions n'ont rencontré que rigidité de la part d'un gouvernement croate « maladroite et incapable de faire face à la situation », estime M. Pupovac.

Accusations d'hégémonie

A écouter tous ceux qui militent en faveur d'une solution pacifique au conflit, les chances de voir s'établir un dialogue véritable et constructif entre Croates et Serbes de deux peuples qui s'accusent mutuellement d'hégémonie et se présentent tous deux comme les victimes de l'autre — paraissent très minces. « Serbes et Croates, disent-ils, n'ont jamais vécu dans un Etat unique où ils auraient pu régler d'eux-mêmes leurs relations sans intervention extérieure. » Et la situation est telle, explique M. Milorad Pupovac, président du Forum démocratique, qu'il « est impossible que Serbes et Croates règlent leurs problèmes d'ensemble sans médiateur ». Un universitaire serbe de Zagreb, M. Pupovac fait partie de la délégation croate à la conférence de paix de La Haye. Il n'en est pas moins en danger, menacé physiquement à plusieurs reprises par des extrémistes.

Le Forum démocratique serbe, créé en juillet dernier et dont les membres reconnaissent eux-mêmes qu'il arrive bien tard, s'est fixé pour but de peser sur l'« modération » du gouvernement croate afin de contraindre les « radicaux » et de tenter de sortir de l'impasse actuelle.

Des « contacts fréquents » ont lieu, mais, dit M. Pupovac, le gouvernement — divisé — du président Franjo Tudjman doit compter avec un Parlement à l'écoute d'une opinion publique en processus constant de radicalisation anti-serbe à mesure que la guerre apporte son lot d'hor-

(Monténégro), a demandé à lire une déclaration au nom du « bloc serbe » (Serbie, Monténégro, Kosovo, Voïvodine), qui a fait main basse, début octobre, sur certains pouvoirs fédéraux. Les Douze ayant condamné ce coup de force, Lord Carrington a refusé de donner la parole à M. Kostic, lequel a quitté la salle avec ses alliés. C'était quelques minutes avant la fin des travaux.

D'entrée de jeu, vendredi, M. van den Broek avait réuni la présidence collégiale et les présidents croate et serbe, qui ont signé un nouvel accord de cessez-le-feu — le dixième depuis le mois de juin — « inconditionnel et immédiat ». Les Croates s'engageant, par ce texte, à lever sur le champ le blocus des casernes fédérales. Parallèlement, les militaires s'engageaient à évacuer leurs installations ainsi libérées, première étape vers l'évacuation totale de la Croatie, selon un calendrier à définir à Zagreb entre les représentants de l'armée fédérale et les forces croates et la mission des observateurs européens.

Reste à savoir si ce cessez-le-feu aura plus d'effets que les précédents, car le Monténégro Branko Kostic déclarait avant de quitter La Haye : « L'armée n'évacuera pas les zones de Croatie où vivent des Serbes tant qu'un accord politique global n'aura pas été formé. » Quant à M. Milosevic, il a souligné que ce n'est pas des hostilités qui ont été conclues « en sa présence et avec son accord personnel », une façon de dire qu'il ne répond pas de tout.

Cela n'est pas vraiment surprenant, puisque le président serbe a toujours affirmé que « la Serbie n'est pas en guerre contre la Croatie » et qu'elle ne peut donc pas être directement partie prenante dans des cessez-le-feu. A ses yeux, le conflit met aux prises les Serbes de Croatie et le régime qui les opprime, les « fascistes » de Zagreb.

CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN DEBOVE

« République de Croatie souveraine et indépendante », membre d'une « Union d'Etats » englobant des Républiques de Yougoslavie, le peuple serbe de Croatie soit considéré comme une « nation souveraine », disposant d'une autonomie et d'une égalité de droits. Une « souveraineté dans la souveraineté » difficile à accepter pour un peuple qui a lui-même subi la puissance de l'« impérialisme » serbe (auxquels ils reprochent de s'être notamment manifestés sous le régime communiste) et qui a déjà proposé un système d'autonomie pour sa minorité serbe.

Menacés par les extrémistes de tous bords, qui polluent par ces temps de guerre et de passion, les Serbes de Croatie travaillent à une solution négociée, de plus en plus désespérée. Ainsi, M. Pupovac et M. Milan Djukic s'ignorent-ils superbement, bien que les idées qu'ils expriment se rejoignent sur de nombreux points. Membre de la commission du Parlement croate sur les relations interethniques, M. Djukic, Serbe de la Krajina — cette région de Croatie à population serbe qui a proclamé unilatéralement son « autonomie » et est entrée en guerre contre les forces croates — se présente comme l'un des fondateurs du Parti démocratique serbe (SDS), dont il a été exclu en même temps que de sa province d'origine. « Milosevic, dit-il, est un danger pour les Serbes ». L'un des dirigeants du SDS, M. Milan Babic, est aujourd'hui chef du gouvernement de cette « région autonome ».

Le statut des Suédois de Finlande

M. Djukic a fondé, en mai dernier, à Zagreb, le Parti populaire serbe (SPS), accusé par ses détracteurs d'être une création du régime du président Tudjman. Il n'est pourtant pas avare de critiques contre ce régime, et les erreurs qu'il lui attribue recourent celles énumérées par M. Pupovac, comme la maladroite avec laquelle le régime de Zagreb a choisi ses symboles, « en vue du peuple serbe le droit de faire valoir les siens », de même que la méconnaissance par le gouvernement des Serbes de Croatie. Des erreurs « qui ne justifient pas l'agression », mais dont Belgrade a pu profiter. Il est cependant vrai que M. Djukic réclame moins que le Forum. S'il exige l'égalité, le respect de l'autonomie culturelle et une représentation politique au niveau national, il ne parle pas de la « souveraineté » évoquée par M. Pupovac.



L'armée fédérale renforce ses positions en Croatie

L'armée yougoslave a renforcé ses positions en Croatie, vendredi 18 octobre, malgré le dixième cessez-le-feu conclu à La Haye. Un convoi de Médécins sans frontières est parvenu jusqu'à Vukovar.

L'armée fédérale a pris dans la soirée de vendredi la localité de Lipik (100 km au sud-est de Zagreb), considérée comme un des « plus forts » retranchements des forces croates, a indiqué le commandement du corps d'armée de Banja-Luka (Bosnie-Herzégovine), cité par l'agence Tanjug. « Le convoi yougoslave s'est dirigé sur Lipik », indique un communiqué de l'armée, ajoutant que les forces croates « n'ont laissé derrière elles que désolation et cadavres ». La ville, selon elle, est menacée d'épandements. De violents combats ont eu lieu.

« toute la journée » de vendredi à Vukovar (Slavonie, 150 km à l'est de Zagreb) et dans les villages environnants. L'armée a pris la gare de Borovo-Naselje, à proximité immédiate de Vukovar, ce qui, selon des sources militaires citées par Tanjug, « va faciliter la prise » de Borovo-Naselje, autre point fort de la résistance croate.

L'organisation Médécins sans frontières a tenté samedi une opération d'évacuation des blessés les plus graves de Vukovar. Un convoi, formé de quatre ambulances, huit camions et deux voitures transportant douze médecins et infirmières et six techniciens de Mikano, à 30 km de Vukovar, est entré dans la ville en fin de matinée. Une trêve s'achevait dimanche à minuit à été négociée vendredi à Zagreb entre forces croates et armée fédérale pour permettre le passage du convoi.

D'autre part, les autonomistes serbes ont attaqué au matin, vendredi, les villes de Karlovac et Duga-Resa (80 km et 90 km au sud-ouest de Zagreb), selon la radio croate, qui ajoute que plusieurs personnes ont été tuées ou blessées. L'agence croate, Hina, a annoncé pour sa part qu'une personne a été tuée et une autre blessée à Sisak (60 km au sud-est de Zagreb) lors d'une attaque au mortier au cours de laquelle une raffinerie de pétrole a été incendiée.

La situation en Bosnie-Herzégovine a été qualifiée d'« explosive » vendredi par la police de Banja-Luka. Un communiqué des autorités policières de cette ville, cité par Tanjug, indique que dix-huit personnes ont été tuées et « au moins » quarante autres blessées lors d'attaques au mortier par des forces croates contre les villes bosniaques de Sanski-Most, Gradiska, Bosanska-Dubica, Bosanski-Navli et Srac, toutes riveraines de la Una, face à la Croatie. — (AFP).

■ SUISSE : un hôtelier refuse d'héberger deux clients juifs — La section suisse de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a protesté, vendredi 18 octobre, contre l'attitude de M. Jakob Aregger, un hôtelier d'Engelberg (centre de la Suisse), qui a refusé, mardi, d'héberger un couple juif américain de Buxton qui avait réservé une chambre par téléphone dans son établissement, l'hôtel Bankalp. Selon l'hôtelier, un adepte de folklore suisse et de musique populaire, les habitudes et la tenue des juifs traditionnels froissent la clientèle ordinaire de l'hôtel, qui vient en majorité de Suisse et d'Allemagne. — (AFP).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

■ TURQUIE : deux morts dans un attentat à Istanbul — Un policier et un membre des services de sécurité ont été tués, vendredi 18 octobre à Istanbul, dans un attentat à l'explosif contre un bureau du Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir. Les élections législatives ont lieu dimanche en Turquie. — (Reuter).

EUROPE

URSS : huit Républiques ont signé le pacte économique

Une proclamation de bonnes intentions

Le traité économique signé vendredi 18 octobre par huit Républiques soviétiques - parmi lesquelles ne figurent pas l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Géorgie - ne répond pas à toutes les questions qui se posent concernant l'avenir de la nouvelle communauté.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce devait être, à en croire le porte-parole de M. Gorbatchev, « un événement historique de l'époque de la perestroïka ». Ce ne fut qu'une cérémonie de signatures vite expédiée, un acte symbolique dont Boris Eltsine donna un peu plus tard le détail : « Le président Bush m'a dit au cours d'une récente conversation téléphonique que cet accord était indispensable pour que l'aide (occidentale) puisse être déterminée. » Il s'agit bien en effet, avant tout d'une proclamation de bonnes intentions et d'un signal destiné à rassurer les Occidentaux, plus que d'un traité en bonne et due forme.

Le texte qu'ont approuvé vendredi 18 octobre les représentants de huit Républiques d'État soviétiques n'est pas seulement prêt à être signé, et sa ratification, à plus forte raison son application, reste aléatoire. M. Eltsine n'a d'ailleurs pas manqué de le rappeler au cours d'une conférence de presse commune qui a suivi la cérémonie : « Il ne faut pas nous laisser tromper par la teneur du traité, nous devons encore signer dix-huit à vingt accords » (énumérés dans le traité mais qui ne sont toujours pas au point). Le président russe rappelle aussi que, par le passé, certains accords d'entente n'ont pas été appliqués, par exemple le texte sur l'approvisionnement alimentaire en date du 1er janvier dernier, appliqué « seulement à 40 % ». Les Républiques qui ont boudé la cérémonie de la salle Saint-Georges - l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Géorgie, sans compter les trois pays baltes, pourtant invités à adhérer - avaient d'abord affirmé que la Russie ne signerait pas avant que tous les textes annexes soient prêts.

L'essentiel en suspens

Mais le président russe avait fini par changer d'avis, cédant selon toute apparence aux arguments conjugués de MM. Bush et Gorbatchev, et obtenant au passage du président soviétique des amendements confirmant ses exigences. Ces modifications de dernière minute ont d'ailleurs l'une des raisons majeures invoquées par l'Ukraine et la Moldavie pour ne pas signer un texte dont elles n'auraient même pas eu connaissance vingt-quatre heures avant l'échéance.

Quant à l'Azerbaïdjan - qui a d'ailleurs confirmé vendredi son indépendance, proclamée le 30 août dernier - c'est à la suite d'un vote de son Parlement qu'il a décidé, à une écrasante majorité, de ne pas adhérer à ce stade à la nouvelle communauté économique. Le traité, ont expliqué les députés azéris, ne pourra être conclu qu'entre États indépendants dotés d'une monnaie, d'un système bancaire et de données propres.

Dans sa forme actuelle, le texte est d'ailleurs rédigé de la manière la plus caractéristique de l'actuelle époque de transition : il ne « des États indépendants » (alors même que la Russie, par exemple, n'a toujours pas formellement proclamé son indépendance) et il est contresigné par Mikhaïl Gorbatchev, « président de l'Union des Républiques soviétiques », c'est-à-dire d'un pays dont le traité

confirme, après tant d'autres événements, l'acte de décès.

Par ailleurs, les points laissés en suspens concernent les domaines essentiels que la répartition de la dette extérieure, le système bancaire, l'introduction de monnaies nationales, l'émigration intérieure, sans oublier l'essentiel : les statuts de la communauté. Il ne s'agit donc de rien d'autre que d'une ébauche, mais les signataires se sont tout de même appliqués à exprimer leur satisfaction. M. Eltsine lui-même n'a parlé de « grands événements » et M. Gorbatchev, qui a fait de méritoires efforts pour rester en retrait et laisser la parole aux dirigeants républicains, a exalté ce « premier pas ».

Le président soviétique s'est aussi déclaré « convaincu » que plusieurs autres Républiques adhèreraient sous peu à la communauté. Un représentant ukrainien a d'ailleurs souligné que son pays n'avait pas claqué la porte et que l'Ukraine jugerait le traité « indispensable », mais ne souhaitait le signer « qu'après avoir conclu des accords bilatéraux avec chacune des Républiques ». (Un traité russo-ukrainien est actuelle-

ment négocié et devrait, selon M. Eltsine, être conclu dans les quinze jours.)

En théorie, le texte adopté vendredi consacrerait le principe de l'égalité absolue de droit entre les signataires. « Nous sommes tous des États égaux, souverains », a déclaré avec force M. Eltsine, tandis que son homologue ouzbèke, Islam Karimov, ajoutait une proclamation de foi : « Personne ne réussira à nous braver avec la Russie. » Mais rien n'est dit à ce stade sur la manière dont seront prises les décisions, ni sur les moyens qu'auront les petits pour résister aux pressions des grands (la possibilité de quitter la communauté avec préavis de douze mois est cependant prévue).

Quant à savoir si la tâche des partenaires occidentaux de l'ex-URSS sera vraiment facilitée par le nouveau traité, tout dépend du sens que l'on voudra donner à cette réponse de M. Eltsine : « L'Occident pourra discuter des questions macro-économiques avec le centre et les programmes économiques concrets avec les États souverains ».

JAN KRAUZE

Les principaux points du traité

Les États indépendants, anciens membres de l'URSS (...) considèrent avantageuse une intégration économique (...), concluent le présent traité de Communauté économique.

Le traité est signé pour une durée de trois ans (...). Un État-membre est en droit de quitter la communauté, avec préavis de douze mois. Les domaines de la politique commune sont : l'entreprise, le marché des biens et des services, les transports, l'énergie, l'information, le système bancaire et monétaire, les finances, les impôts et les prix, le marché du capital et des valeurs mobilières, le marché du travail, les règles douanières et tarifaires, les relations économiques extérieures et la politique des devises. (...) La base de l'essor économique est la propriété privée, la liberté d'entreprendre et la concurrence.

Finances. - Les pays membres reconnaissent qu'il faut conserver la rouble comme monnaie commune d'un système monétaire unique. (...) Ils autorisent l'introduction de monnaies nationales. (...) Ils instituent une Union bancaire comprenant les banques centrales des États-membres et créent une banque d'émission inter-républicaine. (...) Jusqu'à l'adoption des statuts de l'Union bancaire, la gestion du système est assurée par une

direction provisoire, créée à partir de la Gosbank (Banque d'État soviétique) et des banques centrales des États-membres.

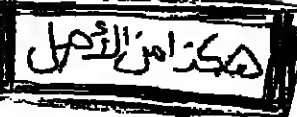
Droit du travail. - Les membres n'admettent pas les discriminations contre des citoyens pour raisons nationales. (...) Ils instaurent un régime de déplacement sans visa de leurs citoyens sur le territoire de la Communauté.

Relations économiques extérieures. - La Communauté, héritière légale des devoirs de l'URSS et des devoirs d'autres pays envers l'URSS, garantit leur application. Les membres créent une banque, héritière de la Banque du commerce extérieur soviétique, et, à travers elle, tiennent les comptes liés à l'amortissement de la dette extérieure. (...) Un objectif immédiat est de parvenir à la convertibilité du rouble. (...) Un territoire douanier unique est conservé.

Institutions. - Le Conseil des chefs d'État et de gouvernement des États-membres, organes suprême de coordination. La Commission économique inter-États, organes exécutif. L'Union bancaire. La Cour d'arbitrage.

Accords annexes, à signer d'ici à trois mois.

D'ici à un an, la Communauté doit mettre en place : un budget, une politique fiscale concertée, une politique et des tarifs douaniers communs. Sont prévus un statut de « membre associé » et un statut d'« observateur ». - (AFP)



ASIE

JAPON : prochain premier ministre

M. Kiichi Miyazawa affirme que Tokyo est « conscient de ses responsabilités internationales »

S'exprimant vendredi 18 octobre devant des représentants de la presse étrangère à Tokyo, M. Kiichi Miyazawa, qui succédera à la fin du mois d'octobre à M. Toshiki Kaifu à la tête du gouvernement japonais, a déclaré que son pays était « conscient de ses responsabilités internationales ».

TOKYO

de notre correspondant

« Le Japon est conscient de ses responsabilités internationales et il ne doit plus être attentif. Nous devons désormais prendre les initiatives qui nous permettent d'être à la hauteur de nos obligations ». S'exprimant devant des représentants de la presse étrangère à Tokyo, vendredi 18 octobre, M. Kiichi Miyazawa, qui deviendra à la fin de ce mois le nouveau premier ministre nippon, semble déterminé à sortir son pays de l'ornière des altermo-

ments. Très à l'aise mais prudent dans ses réponses, M. Miyazawa estime que l'économie nationale « n'est pas en bonne condition », et que si le Japon entend faire face à ses responsabilités - et notamment contribuer davantage financièrement à la stabilité internationale, - des mesures de stimulation doivent être prises.

Cet expert en questions financières rappelle qu'il a toujours été favorable à une politique de dépenses publiques. « Tant cette année qu'en 1992, les rentrées fiscales ne permettront pas une telle politique. Nous devons donc nous employer à relancer l'activité économique afin de disposer de ressources financières nous permettant d'assumer nos obligations ».

Une justification des excédents commerciaux ? « Le problème existe. Mais je pense qu'en ce domaine nous avons fait tout ce que nous pouvions. En ce qui concerne les relations économiques entre le Japon et les États-Unis, elles sont aujourd'hui si profondément intégrées, non seulement pour ce qui est des produits de consommation mais

aussi des pièces essentielles pour l'industrie d'armement américaine, que si les exportations japonaises étaient soudainement arrêtées, cela entraînerait de graves problèmes à l'économie américaine ».

« Une question d'éthique »

Avocat d'un renforcement des liens avec les États-Unis, M. Miyazawa espère que, lors de la visite du président Bush au Japon en novembre, une déclaration de Tokyo sera signée. Elle devrait sceller, peu avant le cinquantième anniversaire de l'attaque japonaise sur Pearl-Harbor, les liens entre deux pays qui, estime M. Miyazawa, « partagent en bien des domaines les mêmes orientations en termes de valeurs ». Le futur premier ministre n'en souligne pas moins l'importance de l'Asie dans la politique étrangère du Japon.

« Beaucoup de Japonais », estime-t-il, « n'ont pas encore pris conscience que, depuis la révolution du yen, nos investissements dans la région se sont multipliés. Compte tenu de l'industrialisation rapide de cette partie du monde, au cours des prochaines décennies, du vingt et unième siècle, les produits nationaux cumuleront des pays de l'ASEAN, des pays nouvellement industrialisés et du Japon pourraient dépasser ceux de l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) ou de la Communauté européenne ».

Interrogé sur son implication dans le scandale Recruit, qui le contraignait à abandonner ses fonctions de ministre des Finances en 1989, M. Miyazawa se déclare déterminé à mener à bien une réforme du système politique « minimisant les jeux d'argent ». « L'estime en ce qui me concerne que la réforme politique est une question d'éthique », ajoute-t-il.

Bien que parlant en anglais parfait, M. Miyazawa s'est exprimé cette fois en japonais, contrairement à son habitude lorsqu'il s'adresse à des étrangers. Pour quoi ? « C'est pas très populaire de parler en anglais en ce moment », a-t-il répondu inconsciemment, en anglais cette fois. Allusion sans doute à la colère rentrée qu'il avait suscitée chez l'ex-premier ministre Takeshita lorsqu'il s'était adressé en anglais au dirigeant de Singapour, M. Lee Kuan Yew, obligant l'homme fort du parti conservateur, pourtant ancien professeur d'anglais, à se faire traduire en japonais la conversation.

PHILIPPE PONS

CAMBODGE : le congrès de l'ex-parti communiste

Le programme change, les hommes restent

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Le parti au pouvoir à Phnom-Penh a fait peu de bruit, vendredi 18 octobre, en adoptant comme plate-forme le multipartisme, la démocratie libérale et l'économie de marché, ainsi qu'en changeant de label et en se ralliant au prince Sihanouk (le Monde du 19 octobre). Mais, tout en comptant exploiter l'ouverture ainsi acquise pour renforcer l'assise de leur mouvement, rebaptisé Parti du peuple (PPC), les hommes à la barre demeurent les mêmes.

Le numéro un de l'ancien Parti populaire révolutionnaire (PPRK), M. Heog Samrin, un marxiste bon teint, est relégué dans les fonctions de président honoraire du PPC, ce qui laisse penser qu'il abandonnera assez vite la présidence du Conseil d'État. Mais M. Chea Sim, ancien président du PPC, est considéré, depuis longtemps, comme le véritable patron du mouvement. Que M. Hun Sen, premier ministre, accède à la vice-présidence, souligne que les deux hommes ont décidé de faire encore un bout de chemin ensemble.

Le PPC, qui a donc abandonné les oripeaux du communisme, fait figure de première formation politique cambodgienne. Il tient une administration qui, si faible soit-elle, gère au moins 80 % de la population et sur laquelle le

Conseil national suprême (CNS) présidé par le prince Sihanouk et les Nations unies devront bien s'appuyer, au moins dans un premier temps. Il reste au PPC à prouver, ce qui ne s'annonce pas une mince affaire, qu'il peut opérer sa mue, en changeant ses méthodes et en attirant à lui des gens de l'extérieur ou des dissidents qui viennent d'être remis en liberté.

Entre-temps, les États-Unis ont annoncé qu'ils lèveraient l'embargo économique imposé au Cambodge depuis 1975, une fois l'accord de paix signé à Paris le 23 octobre. Les Américains se sont également joints au concert des pays qui veulent empêcher des rapatriements forcés de réfugiés par les Khmers rouges. Ces derniers ont assuré la Thaïlande, sur le territoire de laquelle se trouvent les camps de réfugiés, qu'ils n'obligent pas des civils à gagner, au Cambodge, les zones sous leur contrôle. Affaire à suivre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ INDE : les séparatistes du Cachemire affirment avoir enlevé un ingénieur français. - Un groupe séparatiste musulman du Cachemire, Al Fatah, a affirmé, vendredi 18 octobre, avoir enlevé un ingénieur français, M. Antoine Silva, âgé de quarante-trois ans, habitant la région de Grenoble. La disparition de ce dernier, près du chantier de la centrale hydro-élec-

trique de Dulhasti avait été annoncée la veille par le groupe Dames-Bros-SAE (DBS). Al Fatah exige, en échange de M. Silva, la libération de onze de ses militants et l'envoi d'une mission d'Amnesty International pour enquêter sur les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre indiennes. - (AFP)

AFRIQUE

Réunis au Zimbabwe

Les dirigeants du Commonwealth conviennent d'une levée partielle des sanctions contre Pretoria

Tous les pays du Commonwealth s'accordent sur une levée des sanctions à l'encontre de l'Afrique du sud, le seul différend portant sur le « vitasse » à laquelle cette évolution doit se faire, a indiqué vendredi 18 octobre le premier ministre britannique, M. John Major, à Harare, à l'occasion du sommet du Commonwealth.

HARARE

de notre envoyé spécial

M. Frédéric de Klerk a bien joué son coup. Sans quitter son pays, le président sud-africain s'est longuement adressé à la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, réunie à Harare. Dans son édition du vendredi 18 octobre, le quotidien national zimbabwéen The Herald publie en effet sur trois pages un entretien avec M. De Klerk.

Le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, secrétaire général du « club », et plusieurs chefs de délégation ont eu beau rabâcher que l'Afrique du Sud, cette année, ne serait pas le principal sujet d'intérêt, cette interview et la présence à Harare de M. Nelson Mandela et Clément Makwet, les « patrons » du Congrès national africain (ANC) et du Congrès pan-africain (PAC), ont remis les pendules à l'heure.

L'Afrique du Sud, l'apartheid et les sanctions sont revenus, bon gré mal gré, au cœur de préoccupations de la conférence.

La première décision de ce sommet - qui devait être officialisée dimanche - concerne les sanctions, qui seront levées selon les recommandations de la réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth à New-Delhi, au mois d'août dernier, en parfait accord avec l'ANC. M. Mandela avait séduit par son humour et son sens de la formule quelques centaines de journalistes devant

lesquels il avait expliqué ses positions.

Le vieux militant nationaliste avait appelé que son organisation était favorable à la levée des sanctions de « peuple à peuple », c'est-à-dire celles concernant l'éducation, la culture, les arts, les liaisons aériennes, les visas et le tourisme.

Il avait précisé que les sanctions politiques et économiques resteraient subordonnées à « la mise en place d'un gouvernement intérimaire », et que toutes les autres, concernant notamment « les armes et le pétrole », ne devraient être levées qu'après « l'adoption d'une nouvelle Constitution ». M. Makwet, à la tête d'une organisation beaucoup plus radicale, avait fermement réaffirmé l'opposition du PAC à tout assouplissement, même partiel, tant que le pays ne serait pas doté « d'une nouvelle Constitution ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'avenir du Sahara occidental

Le Front Polisario ne veut pas de référendum « dans les conditions actuelles »

Le référendum d'autodétermination sur le Sahara occidental, au début de 1992, ne pourra avoir lieu si le Maroc continue à violer le plan de paix de l'ONU, a déclaré, vendredi 18 octobre, à Paris, M. Mohamed Sidi, ambassadeur de l'information du Front Polisario. A son avis, « jamais l'opération de colonisation du Sahara occidental n'a été aussi massive et dangereuse que depuis la venue des Nations unies sur le territoire ». Il a ajouté que 35 000 Marocains y avaient déjà été transférés et que 170 000 autres y étaient attendus à l'occasion de la visite de Hassan II, le 6 novembre.

« C'est un camoufler pour les Nations unies et pour la commu-

nauté internationale. Cette attitude montre une volonté de violer le plan, a dit M. Sidi. Nous demandons au Conseil de sécurité d'agir pour mettre un terme à cette nouvelle marche du roi. Pour nous, le référendum ne saurait avoir lieu dans ces conditions ».

Rabat a affirmé que 120 000 Sahraouis se trouvaient sur son territoire et devaient donc être autorisés à participer au référendum. Pour le Front Polisario, le nombre des « votants omis » dans le recensement espagnol de 1974 qui doit servir de base de calcul pour l'identification du corps électoral, ne saurait dépasser « 5 % à 10 % » des 74 000 personnes alors comptabilisées. - (Reuters)

■ BURKINA : l'opposition refuse de participer à l'élection présidentielle. - Les cinq candidats de l'opposition à l'élection présidentielle de décembre ont décidé, vendredi 18 octobre, de ne pas se présenter tant qu'une conférence nationale souveraine n'aura été convoquée. Cette décision laisse le président Blaise Compaoré seul en lice. L'élection présidentielle doit avoir lieu les 1er et 15 décembre, les législatives en janvier 1992. - (AFP, Reuters)

■ NIGÉRIA : le couvre-feu a été levé à Kano. - L'armée ayant rétabli l'ordre à Kano, dans le nord du Nigeria, le couvre-feu qui avait été instauré après les violences perpétrées par des musulmans à l'encontre de la population chrétienne (le Monde du 16 octobre), a été levé jeudi 18 octobre. La journée de prière musulmane du vendredi s'est déroulée dans le calme, sous le contrôle étroit des forces de l'ordre. - (AFP)

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

هناك من النقص

POLITIQUE

• Le Monde • Dimanche 20 - Lundi 21 octobre 1991 7

Engageant la responsabilité de son gouvernement

M^{me} Edith Cresson juge le projet de budget « lucide et réaliste »

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a engagé la responsabilité de son gouvernement, samedi 19 octobre à 0 h 50, sur la première partie du projet de loi de finances pour 1992, consacré aux recettes. Celle-ci sera considérée comme adoptée, dans la nuit de samedi à dimanche, à la même heure, dans la mesure où l'opposition a renoncé à répliquer à l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par le dépôt d'une motion de censure.

Pour protester contre la fixation au lundi du débat de censure, les présidents des trois groupes de l'opposition ont préféré reporter au mardi 22 le dépôt d'une motion de censure « sanctionnant à la fois l'ensemble de la politique économique du gouvernement et le projet de loi de finances actuellement en discussion », et, cette fois, au titre de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

La traditionnelle « nuit d'équilibre » du budget n'a pas eu lieu. Dès avant 19 heures, vendredi 18 octobre, tout était fait, ou presque : il ne restait plus qu'à examiner trois articles, parmi les plus importants : il est vrai, dont la discussion avait été réservée. Et, pour cet « acte essentiel » qu'est le vote d'un budget, il ne restait aussi que douze députés dans l'hémicycle.

Depuis la veille, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, avait maintenu la réserve du vote sur l'ensemble des articles et des amendements, et, surtout, laissé peu d'espoir aux multiples propositions formulées par les députés. M. Jean-Louis Massot (RPR, Moselle) pour ainsi se vanter d'être l'un des rares députés de l'opposition, sinon le

seul, à avoir reçu un avis favorable du ministre pour un amendement destiné à étendre aux musées départementaux ou gérés par des groupements de communes les avantages fiscaux réservés jusqu'à présent à ceux qui effectuent des dons aux musées nationaux ou municipaux.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, pourra de même revendiquer la paternité de la mesure, obtenue au prix d'un amendement deux fois corrigé puis sous-amendé par le gouvernement, selon laquelle les transports publics locaux seront exonérés, en 1992, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers s'ils utilisent, en substitution du gazole, de l'essence d'huile de colza ou de tournesol.

« Un impact psychologique »

On trouve de tout, en effet, dans un projet de loi de finances, et le plus important vient généralement à la fin du débat. Soulignant qu'il s'agissait là d'une « concession importante », M. Charasse a ainsi proposé que les prochaines hausses du prix du tabac, prévues en février et en septembre 1992, soient regroupées à une même date, le 20 avril prochain, pour créer « un impact psychologique plus fort ». Désireux de décharger des recettes nouvelles pour se donner une marge de manœuvre dans ses ultimes négociations avec le groupe socialiste, le ministre a, de la même façon, annoncé toute une série d'augmentations concernant la délivrance des cartes d'identité, des cartes de séjour, du permis de conduire, et la taxe payée par les messages roses (lire encadré ci-dessous).

Muni de ces recettes de poche, le ministre délégué au budget a pu ainsi répondre favorablement, en partie du moins, aux vœux des députés socialistes, partagés par l'ensemble des groupes, qui refusaient de voir la dotation de com-

pensation des allègements de la taxe professionnelle réduite de 4,2 milliards de francs (le Monde du 19 octobre). Le maintien d'une telle mesure, à la veille des élections régionales et cantonales, aurait constitué « une erreur politique pour le gouvernement », « un mauvais choix de gestion des finances locales », a expliqué M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise). Quant à la méthode employée pour subtiliser au dernier moment des crédits aux collectivités locales, ce n'était qu'« une feinte de balayeur », a ajouté sévèrement le rapporteur général du budget.

Selon le compromis proposé par le gouvernement, la réduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ne sera que de 2,2 milliards de francs et les collectivités locales les plus pauvres

n'en seront pas affectées. « On ne comprend rien à votre amendement. Il n'a pas été soumis à la commission des finances. C'est le degré zéro du travail parlementaire », s'exclama le porte-parole de l'UDC, M. Edmond Alphandéry - et son Claude, comme nous l'avons baptisé par erreur dans nos précédentes éditions, - avant de réclamer une simulation financière pour la seconde lecture du budget. « Combien cela va coûter à Paris ? », s'inquiéta M. Gilbert Gantier (UDF).

Ultimes calculs

Le ministre ne put que donner le nombre des collectivités affectées par la mesure : quatre mille cent soixante-sept communes, trente-huit départements et quatre

régions. Les députés socialistes se montraient, en revanche, assez satisfaits d'avoir pu faire fléchir le gouvernement.

Anticipant sur les explications de vote finales, M. Fabien Thénès (PC, Nord) confirmait alors l'opposition de son groupe au projet de budget : celui-ci, expliqua-t-il, « s'oppose frontalement au mouvement social qui s'exprime dans le pays ». L'opposition, de son côté, avait trouvé la parade à donner à la décision prise, quelques heures plus tôt, lors d'une réunion extraordinaire de la conférence des présidents et consistant à avancer au lundi - jour où les députés travaillent dans leur circonscription - le débat de censure initialement prévu pour le mardi. Un communiqué conjoint du RPR, de l'UDF et de l'UDC annonça que le dépôt

de la motion de censure serait reporté au mardi 22 octobre, « à l'issue d'une réunion plénière de l'intergroupe ». Elle pourrait être ainsi discutée le jeudi suivant.

Après d'ultimes calculs, et assuré de ne pouvoir trouver de majorité, M. Charasse put alors commencer, à la vitesse d'un cheval qui sent l'écurie, selon sa propre expression, la lecture de l'article d'équilibre du budget. Parmi les surprises que livre toujours ce type d'exercice : une majoration de 800 millions de francs du prélèvement opéré sur le fonds de garantie des caisses d'épargne et l'inscription de 3 290 millions de francs pour le financement du plan en faveur de l'emploi. Au total, les recettes nettes de l'Etat augmentent de 438 millions de francs et le déficit budgétaire s'établit à 89,580 milliards de francs, soit une augmentation de 45 millions par rapport au projet initial.

Comme souvent dans ce milieu très masculin qu'est l'Assemblée nationale, l'arrivée, peu après minuit, de M^{me} Edith Cresson fut marquée par un quolibet d'un goût douteux : « Elle a vu de la lumière », lança un député.

En engageant, pour la deuxième fois depuis le début de la session d'automne du Parlement, la responsabilité de son gouvernement, le premier ministre a estimé que le budget était « lucide et réaliste » et « adapté à notre situation économique, financière et sociale ». « Cette loi de finances témoigne de la conduite claire et précise que s'est fixée le gouvernement : renforcer les atouts de notre pays pour le mettre en situation de profiter pleinement de la reprise économique et, au-delà, lui permettre d'aborder avec confiance le marché européen », a-t-elle ajouté. Le gouvernement n'a pas des recettes trompeuses de la démagogie. Ce projet de budget convient au pays, puisqu'il s'est fixé comme priorités l'emploi et la lutte contre le chômage. »

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales modifications apportées

• Agriculture : la dégrèvement fiscal sur les parts départementales et régionales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties affectées aux herbages et aux pâturages a été relevée de 45 % à 70 %, à compter du 1991. Il s'agit là d'une aide indirecte aux éleveurs, d'un montant total évalué à 470 millions de francs.

• Taxe professionnelle : la dotation de compensation de la taxe professionnelle versée par l'Etat aux collectivités locales est augmentée de 2 milliards de francs par rapport au projet de loi initial. Ces crédits seront affectés en priorité aux collectivités locales dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne, et aux communes et départements qui bénéficient des mécanismes de solidarité financière institués par la loi du 13 mai 1991.

• Tabac : les hausses du prix du tabac, qui devaient être échelonnées en 1992, interviendront en une seule fois, le 20 avril prochain, à hauteur de 10,25 %. Cette mesure devrait rapporter 370 millions de francs supplémentaires à l'Etat.

• Droits de timbre : à compter du 15 janvier prochain, les timbres fiscaux passeront de 115 francs à 150 francs pour la carte d'identité, de 160 francs à 200 francs pour la carte de séjour, de 160 francs à 200 francs pour le permis de conduire. Les timbres perçus sur les actes des huissiers seront d'autre part relevés de 40 francs à 50 francs.

• Œuvres d'art : à compter du 1^{er} octobre 1991, la taxe de TVA est ramenée à 5,5 % pour les achats d'œuvres d'art originales dont l'auteur est vivant.

• Droit au bail : la taxe de la taxe additionnelle au droit au bail payée par les propriétaires bailleurs est harmonisée à hauteur de 2,5 % pour tous les logements vieux de quinze ans et plus. Cette mesure doit abonder le budget de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat de 470 millions de francs. Le seuil d'exonération du droit au bail est par ailleurs porté à 12 000 francs de loyers annuels.

• Fraie professionnels : le ministre délégué au budget a, enfin, annoncé qu'il ferait des propositions d'ensemble concernant la déduction des frais professionnels dont bénéficient près d'une centaine de professions. Mais, examinées lors de la discussion des articles non ratifiés, en seconde partie du projet de loi de finances, celles-ci ne pourraient pas entrer en application avant 1993.

Un débat à Ajaccio

La Corse face à ses défis

Les chefs de file des opposants au nouveau statut particulier de la Corse, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée de Corse, et François Giacobbi, président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse, ont boycotté la colloque organisé, jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio, par l'Institut de la décentralisation sur le thème « La Corse demain ». Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, qui a clôturé les débats, a affirmé : « Être pour ou contre le statut est un combat d'arrière-garde. Cette loi a été votée, c'est la loi de tous. »

AJACCIO

de notre envoyé spécial

A la veille de l'entrée en vigueur de son nouveau statut, la Corse s'apprête-t-elle à vivre une « révolution tranquille » à la mode méditerranéenne ? S'agit-il d'une conquête hybride forgée par la coexistence de deux cultures, selon M. Georges Ravin-Giordani, professeur à l'université d'Aix-en-Provence, « modernité » et « archaïsme » ? Préviendra-t-elle à « vaincre le tabou d'impunité que nous portons en nous », selon l'expression de M. Jacques-Henri Balbi, président de l'université de Corse ?

M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud, a rappelé les lignes de force du nouveau dispositif institutionnel : « La reconnaissance de la différence corse » à travers l'octroi

d'un statut particulier, l'accroissement des compétences transférées aux élus et, surtout, le renforcement de l'écoulement.

Quelles peuvent être, demain, les réactions de ce nouveau paysage institutionnel ? Pour M. Jean-Paul Pastorel, maître de conférences à l'université de Corse, il ne peut y avoir la voie au niveau européen : « Le statut sera ratifié par d'autres régions d'Europe et deviendra le droit commun » ou « il restera le statut des territoires périphériques de la CEE ». Pour M. Thierry Michalon, maître de conférences à l'université de Pau, pense que le législateur a souhaité mener, à travers ce nouveau cadre, « une véritable pédagogie républicaine ».

En revanche, M. Alain Orsoni, conseiller régional et dirigeant du Mouvement pour l'autodétermination (nationaliste modéré), s'est montré sceptique. Selon lui, la fracture majeure à laquelle on assiste « l'accélération de l'effacement du système clanique » - est due non « à des bouleversements institutionnels » mais « à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté ». Plus sévère, M. Jean Bianucci, secrétaire national de l'Accolta nazionalista (nationaliste « dur »), a mis l'accent sur « l'inculture de l'Etat en matière de minorités nationales » et estimé qu'une solution au problème corse passait par des « actes de rupture ».

En conclusion, M. Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt, et organisateur du colloque, a affirmé que la Corse « peut être un exemple pour le grand défi à relever en cette fin de siècle : concilier la logique de la différenciation avec la nécessaire appartenance à un ensemble plus vaste ».

FREDERIC BOBIN

PUBLICATION JUDICIAIRE

La COUR D'APPEL DE PARIS a rendu le 20 décembre 1990 un arrêt confirmant la décision du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS du 4 novembre 1988.

Ce jugement déclarait que les SOCIÉTÉS FEUDOR et DRUGSTORE PUBLICIS étaient redevables de contrefaçon des marques « J'AI ME PARIS » et « J'AI PARIS » appartenant à Monsieur Laurent ZILBERBERG, en apposant ces marques sur les briquets fabriqués par FEUDOR et vendus par DRUGSTORE PUBLICIS.

Ces deux sociétés se sont vu interdire de reproduire ces marques et de continuer leur commercialisation sous astreinte et ont été condamnées à payer à Monsieur ZILBERBERG 150 000 F de dommages et intérêts.

M^{re} Serge HOFFMANN, avocat.

SCP BOLLET BASKAL, avocat à la cour.

Devant le « comité de suivi » des accords de Matignon

Le premier ministre prend l'« engagement solennel » de poursuivre l'œuvre calédonienne de M. Rocard

La troisième réunion du « comité de suivi » des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, qui a lieu les 17 et 18 octobre au ministère des DOM-TOM, a donné à M^{me} Edith Cresson l'occasion d'affirmer sa volonté d'agir, sur ce terrain, dans la continuité de l'œuvre engagée par son prédécesseur, M. Michel Rocard.

Depuis que M. Michel Rocard avait quitté l'hôtel Matignon, les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et ceux du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) éprouvaient des doutes sur l'intérêt personnel de M^{me} Edith Cresson pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Ils avaient relevé que, lorsqu'elle avait évoqué pour la première fois, en juin dernier, la signature des accords de Matignon, elle n'avait même pas mentionné le nom de son prédécesseur. Ils avaient aussi noté que son cabinet ne comprenait aucun responsable des affaires d'outre-mer.

M^{me} Edith Cresson a dissipé ce soupçon, vendredi 18 octobre, en prononçant, devant les membres du « comité de suivi », des accords de Matignon, réunis pour la troisième année consécutive, un discours inspiré des principes qui avaient guidé la démarche de M. Rocard, auquel elle a rendu hommage. Elle a affirmé sa « fidélité à l'esprit et à la lettre » de ces accords, pris « l'engagement solennel de continuer à bâtir selon la méthode du dialogue la Nouvelle-Calédonie de demain », et trouvé les mots qu'il fallait pour donner « un second souffle » à l'entreprise de réconciliation amorcée au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand à la présidence de la République.

« Elle » notamment réponds à l'attente du président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, qui avait mis en garde le gouvernement contre le risque de voir une partie de la population exclue de l'application des accords. « Mon gouvernement sera très vigilant pour éviter qu'une

part de la population mélanésienne ne regarde avec scepticisme et, plus tard, avec hostilité, ceux qui participent aux institutions et à certains projets de développement si elle-même ne voit pas son sort changer sensiblement, et si elle n'est notamment déçue. Ces hommes ont plus particulièrement le cas des jeunes, qui ils soient mélanésiens ou originaires de Wallis-et-Futuna, ceux par exemple qui vivent dans les banlieues de Nouméa et qui risquent d'échapper à toute aurore ».

Rôle majeur des communes

M^{me} Cresson, qui a accepté l'invitation des députés à se rendre bientôt sur le territoire, a ainsi rassuré les uns et les autres sur sa volonté, et la promesse de la nomination, à son cabinet, aux fonctions de conseiller en charge des DOM-TOM, de M^{me} Geneviève Bertrand, ancien conseiller technique de M. Louis Le Penec, a confirmé que le premier ministre se trouve désormais armé pour rester en phase avec ses interlocuteurs calédoniens.

Les délégués indépendantistes ont été les principaux bénéficiaires de cette mise au point. Comme l'avait souhaité M. Néaoutyine, ils ont obtenu la reconnaissance du rôle « majeur » des communes (une dotation spéciale d'équipement sera réservée aux communes autres que Nouméa dans le budget du territoire) et la promesse d'une « modernisation de la fiscalité du territoire », sujet tabou aux yeux du président du RPCR, M. Jacques Lafleur. Celui-ci a obtenu les garanties financières qu'il réclamait sur plusieurs projets et notamment pour la construction de nouveaux collèges dans la province sud du territoire.

Les incertitudes qui subsistent sur l'issue du référendum d'autodétermination prévu en 1998 n'ont pas été directement évoquées au cours de ces deux journées, mais elles ont pesé sur l'attitude des deux délégations. En marge des débats, M. Lafleur a répété qu'il serait préférable de voir les partenaires des accords de Matignon parvenir avant cette échéance à une « solution consensuelle » sur le statut définitif de la Nouvelle-Calédonie, qui per-

mettrait de faire l'économie d'un scrutin dans la perspective risque de faire rénaître de dangereux chivages manichéens.

Divergences au sein de l'Union calédonienne

Mais si cette approche semble convenir à certains dirigeants de l'Union calédonienne (UC), en particulier au président de la principale composante de la coalition indépendantiste, M. François Burck, et au président de la province Nord, M. Léopold Jorédié, tous deux soucieux de pragmatisme, elle suscite de plus en plus de défiance, non seulement auprès des autres formations indépendantistes, mais à l'intérieur même de l'état-major de l'UC. Le numéro deux de ce parti, M. Rock Wamytan, notamment, ne cache plus ses appréhensions sur le décalage existant désormais entre le sonnet et la base de l'UC.

ALAIN ROLLAT

NORD - SUD

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN
L'EMPEREUR ET LES NOUVEAUX BARBARES

L'un des essais les plus brillants des derniers mois.
Jérôme Dumoulin - L'Express

99 F 252 p.

POLITIQUE

Ancien dirigeant communiste

M. Konopnicki adhère à Génération écologie

Ancien président de l'UNEF et ancien membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes (1968-1972), ancien collaborateur de France nouvelle (1974-1977), habdomadaire, aujourd'hui disparu, du comité central du PCF, parti qu'il a quitté en octobre 1978, M. Guy Konopnicki, écrivain et journaliste, vient d'adhérer à Génération écologie, que préside M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement. Il sera candidat de ce mouvement aux élections régionales et cantonales dans les Hauts-de-Seine. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il expose les raisons de sa démarche.

«Trois ans après avoir quitté le Parti communiste, vous décrivez de vous engager à nouveau dans un mouvement politique. Que se passe-t-il ?

«La décomposition d'une gauche qui, désormais, gouverne sans vraiment le désirer, l'effacement attendu du communisme stalinien, laissent s'installer l'idée d'une vanité de la politique et, tandis que la démocratie se fraye péniblement un chemin à l'Est, elle s'éloie, en France, à mesure de la désertion des électeurs et de l'effrayante nullité du débat politique. Le conservatisme hausse chaque jour le niveau de ses exigences. Vaineuse d'avance, bonteuse, la gauche baisse la tête et gère les affaires du pays avec le moral d'un bidasse qui attend la quille.

«Pour expliquer votre geste en 1978, vous aviez rédigé, à l'intention de vos camarades,

un texte intitulé A bientôt, l'espérance. Vous pensez que tous les contestataires communistes finiront écologistes ?

«L'écologie est une manière de revisiter l'utopie, autrement dit de penser les rapports des hommes en société en même temps que leurs rapports aux ressources. Elle s'impose comme nécessité, dans une société dont l'urbanisme est désurbanisant et dont les mécanismes de régulation par le mouvement social sont brisés. Il s'agit de savoir si l'on peut encore prétendre maîtriser l'organisation sociale ou s'il faut accepter cette loi sauvage qui s'impose dans les quartiers pauvres de Los Angeles, dans tous les faubourgs de la société d'abondance. Si l'on croit qu'une telle ambition n'est pas vaine, si l'on ne se résigne pas à l'ordre naturel, alors, oui, on peut se réclamer de l'écologie comme d'une nouvelle expression des valeurs de progrès et de solidarité.

«C'est pourquoi vous rejoignez le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, dans Génération écologie ?

«Génération écologie présente une version altérée de l'écologie, comme la social-démocratie, dans ses meilleurs moments, présentait une version altérée du socialisme. Un mélange d'écologie et de démocratie bourgeoise, ce n'est pas si mal.

«On peut s'étonner que vous ne cherchiez pas la pureté chez les Verts, comme l'ancien porte-parole du PCF, M. Pierre Juquin.

«Les Verts ont une supériorité sur le mouvement ouvrier : ils ont dégénéré beaucoup plus vite. La rédaction d'un texte antisémite par Jean Brière n'est pas le seul signe de cet itinéraire. Le tract qui tra-

itait Pierre Juquin de «déchirer non recyclable» était de la même veine. Il faut croire que mon ami Pierre est nostalgique des couleurs qu'il a tant aimées. Le parti vert est devenu une décharge où l'on trouve un peu de tiers-mondisme, quelques restes de régionalisme, beaucoup de technocratie, le tout dégageant des effluves de naturalisme.

«C'est une survivance du totalitarisme de prétendre être le seul parti pur et honnête, de refuser toute écoute des autres, tout compromis, toute alliance. Je n'adhère plus jamais à un parti de la vérité, encore moins à une version verte du «parti de type nouveau». L'angélisme n'est d'aucune utilité en politique, l'histoire vient insistent de démontrer la supériorité de l'impureté démocratique, du régime de la pluralité des partis où l'on ne peut jamais gouverner sans tenir compte de l'opposition, où les majorités absolues sont rares et les alliances inévitables.

Propos recueillis par OLIVIER SIFFAUD

Dans la région Rhône-Alpes

M. Carignon sera candidat à la présidence du conseil régional

LYON

de notre bureau régional

M. Alain Carignon, maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, en congé du RPR, a annoncé, dans «le Monde Rhône-Alpes» du 19 octobre, qu'il se portait candidat à la présidence de l'assemblée régionale Rhône-Alpes à l'issue des élections de 1992. Pour parvenir à son but il propose de fédérer autour de lui une nouvelle majorité régionale constituée sur la base du refus de tout compromis avec le Front national.

Organisée autour du RPR et de l'UDF, elle rassemblerait des élus écologistes, des représentants de la «gauche ouverte» et des non-inscrits, qui signifieraient un contrat de gestion de six années pour leur région.

Le maire de Grenoble estime que l'UDF et le RPR, qui soutiennent l'actuel président du conseil régional, M. Charles Millon (UDF-PR), ne pourront pas, à eux seuls, constituer une majorité. Il redoute donc que la région soit «paralysée par des majorités relatives s'appuyant sur la neutralité du Front national ou du Parti communiste». «Nous savons très bien, a-t-il ajouté, que dans d'autres régions, la droite devra s'allier avec l'extrême droite pour bâtir des majorités de rencontre. Je pense que Rhône-Alpes est capable d'innover.» A l'occasion de sa déclaration de candidature, M. Carignon a tenu à réaffirmer son appartenance à l'opposition et à la «famille gauchiste», répondant ainsi à ceux qui, comme M. Charles Millon, voyaient dans son projet de Front républicain «une initiative de défense du socialisme».

CLAUDE FRANCILLON

Le colloque d'Amiens sur la régionalisation

La réussite des régions repose sur le partenariat

Le colloque sur la régionalisation, organisé jeudi 17 et vendredi 18 octobre, à Amiens, n'a pas été seulement l'occasion, pour les présidents de droite des conseils régionaux, de se plaindre de l'attitude des gouvernements socialistes successifs (le Monde du 19 octobre). Il a permis aussi aux scientifiques présents de rappeler aux praticiens de la régionalisation que la réussite de celle-ci reposait avant tout sur le «partenariat» avec les autres instances administratives - départementales, nationales, européennes.

AMIENS

de notre envoyé spécial

L'autocongratulation se pènetre de faire progresser la connaissance. Les présidents de droite s'étaient retrouvés entre eux pour célébrer «les vingt ans des régions». M. Henri Rouanet, préfet de la Picardie, et son représentant de l'Etat présent au colloque, les a invités à la modération : «L'Etat a droit à votre considération, comme lui-même doit traiter avec considération les régions. En France, il est démocratique, et donc légitime. Il faut se garder de la caricature et du manichéisme». Une mise au point qui a trouvé un écho chez M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-PR) du conseil régional de Poitou-Charentes : «Nous ne devons pas combattre le gouvernement et l'Etat, a-t-il dit. Nous avons besoin d'un Etat fort pour bâtir un véritable partenariat avec lui».

La tonalité générale des interventions scientifiques a été donnée par M. Pierre Sadran, directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, qui a affirmé : «Les régions ont connu une effluence chétive, parfois tarabiscuée, elles furent vaines pour mes dans l'accomplissement grâce aux lois de 1982 et 1983 ; elles sont aujourd'hui entrées dans l'âge adulte, mais il n'est pas sûr qu'elles aient atteint la

THIERRY BRÉNIER

Député UDF-PR des Pyrénées-Orientales

M. Farran est inculpé

M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales et président de la chambre de commerce et d'industrie, a été inculpé, vendredi 18 octobre, d'ingérence et d'abus de confiance (le Monde daté 6-7 et 13-14 octobre). La procédure engagée par le parquet avant l'ouverture de la session parlementaire avait empêché que M. Farran ne soit couvert par l'immunité.

L'article 26 de la Constitution du 4 octobre 1958 précise qu'un «membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf en cas de flagrant délit». Une formule reprise dans le statut du parlementaire, qui indique dans son article 17 qu'en période de session parlementaire, ordinaire ou extraordinaire, «aucune poursuite ne peut être engagée sans que l'autorisation en ait été préalablement demandée

à l'Assemblée dont le parlementaire intéressé est membre», sauf en cas de flagrant délit.

Ces dispositions ont été précisées par la jurisprudence. En la matière, l'arrêt le plus souvent cité est un arrêt de la Cour de cassation rendu le 11 avril 1973. A propos de M. Henri Modiano, alors député.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait donné raison au juge d'instruction. «Le demandeur a été inculpé pendant la cours d'une session parlementaire», estimait alors la cour d'appel de Paris, mais les poursuites dont il est l'objet ont été engagées contre lui pendant une période où l'Assemblée nationale n'était pas en session, l'acte initial de ces poursuites étant le réquisitoire du 16 septembre 1972 et non pas son inculpation du 20 octobre 1972. Opinion partagée par la Cour de cassation, qui, le 11 avril 1973, a «Le réquisitoire dérivé par le parquet normalement, contre le demandeur, en un temps où l'Assemblée nationale n'était pas en session (...), donnait au demandeur la qualité d'inculpé. Bien que l'inculpation ne lui ait été notifiée qu'en cours de session».

A. C.

COMMUNICATION

Situation tendue à la Réunion

La polémique reprend à propos de Radio Free-DOM

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Huit mois après les émeutes qui ont causé la mort de huit personnes, la situation de Radio Free-DOM fait de nouveau monter la température dans le Chaudron, ce quartier de la banlieue de Saint-Denis, alors que M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, est attendu à la Réunion le 21 novembre.

Depuis l'annonce, cette semaine, du licenciement collectif des animateurs de la radio privée, les responsables de Free-DOM diffusent en continu des messages d'auditeurs qui appellent à la paralysie de l'île, à l'abandon aux prochaines élections, voire à la destruction des bâtiments de RFO et d'autres établissements publics.

Les messages reprochent à la classe politique de vouloir aujourd'hui la mort de Tété Free-DOM alors que les élus avaient soutenu la télévision pirate, en février, avant les émeutes. Les animateurs - bénévoles - brandissent pour leur part la menace d'une mise des émetteurs de Radio Free-DOM et accusent d'avance les autorités de vouloir bâillonner les Réunionnais.

Les commentaires les plus acides vont au maire PS de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, coupable, selon M. Camille Sudre, président de Radio Free-DOM, de vouloir appliquer financièrement la radio pirate. Des outrances qui rappellent celles du début de cette année et celles de 1989, à l'époque où l'ancien maire de Saint-Denis, M. Auguste Legros (député non inscrit), et ses collaborateurs étaient traités de «nazis» qu'il fallait chasser de la mairie. M. Sudre était alors sur la liste de M. Annette. Il en est aujourd'hui l'ombralement troisième adjoint. Il accuse notamment le maire de «vouloir créer une radio municipale avec des deniers publics alors qu'il n'a rien fait pour sauver Radio Free-DOM».

AUX DIOUX

En Grande-Bretagne

Vives critiques contre la mise aux enchères des télévisions d'ITV

Le renouvellement des licences des chaînes régionales du réseau privé britannique ITV (Independent Television), selon un système d'enchères à huis clos très controversé (le Monde du 18 octobre), a ravivé le débat politique sur la télévision et provoqué la réapparition sur scène de M. Margaret Thatcher, l'ancien premier ministre instigateur de la réforme en cours.

La nouvelle loi sur la télévision (Broadcasting Act), affirmant la primauté des franchises régionales constitue la première étape, est fortement critiquée par la presse, y compris conservatrice. Les «perdants» estimant que les critères de cohérence et de qualité retenus par la Commission de la télévision indépendante (ITC) étaient empreints de subjectivité.

«Cette affaire est politique, elle remonte à 1988», affirment des salariés de Thames Television, qui vient de perdre sa licence après vingt-trois ans d'exploitation. Il y a trois ans, dans un reportage, la chaîne avait démenti la version donnée par le gouvernement de M. Thatcher de la mort à Gibraltar de trois militants de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) abattus par des soldats d'élite britanniques.

Le gouvernement avait tenté d'empêcher la diffusion du reportage, finalement parvenu par l'autorité audiovisuelle de l'époque. La réforme gouvernementale présentée ensuite remplaçait l'autorité en question et visait à libéraliser la télévision. Mais elle avait aussi pour but de démanteler les syndicats. Ainsi, au cours d'une grève des techniciens dans une autre chaîne d'ITV, TV-am, M. Thatcher avait soutenu le patron de la chaîne qui venait de licencier deux cent cinquante grévistes. Ultime ironie de cette bataille, TV-am, qui a perdu sa licence au profit de Sunrise TV, a reçu des excuses de M. Thatcher. Dans une lettre au président de TV-am - qui emploie la fille de l'ancien premier ministre - elle se dit «douloureusement consciente» d'être à l'origine de la loi qui a signé l'arrêt de mort de la chaîne.

«Erratum. - C'est le vendredi 18 octobre qu'a paru le vingt-septième numéro d'«Asterix», le Ross et le Gladius, et non le 28, comme une erreur nous l'a fait écrire dans nos éditions du 19 octobre.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

La difficulté avec l'histoire, c'est qu'elle est imprévisible. Elle passe, mais on ne connaît d'elle que les traces de son passage. Pas question de la convoquer à date fixe, de prendre rendez-vous pour une confrontation directe avec elle, comme le font les astronomes avec les comètes et les éclipses.

Plusieurs spécialistes avertis ont tenté de tourner l'obstacle en se préparant à observer sur le vif, sinon un véritable événement historique, du moins un rebond programmé de l'histoire, en l'occurrence le Bicentenaire de la Révolution française. Leur idée était de mesurer l'impact de cette commémoration et de voir comment il pourrait infléchir un système de représentations. A travers l'image de la Révolution, ils traquaient les reflets du changement social et, à travers l'événement de la commémoration, les modifications éventuelles de cette image.

Exercice très sophistiqué, on le voit, réalisé en équipe à partir de deux vagues d'enquête sous forme d'entretiens semi-directifs, la première dans l'ensemble de la France en février 1988, la seconde auprès de participants au Forum de la Révolution, organisé au Centre Georges-Pompidou en 1989. Patrick Garcia, historien, Jacques Lévy et Marie-Flore Mattet, géographes, ont, avec la collaboration de Marie-Hélène Leclercq, sociologue, et Jean-Claude Pompidou, philosophe, tenu la plume au terme de cette entreprise collective. Leur essai est préfacé par Michel Vovelle et postfacé par Christian Ruby.

Le générique est aussi chargé que celui de la moindre émission de télévision, mais il a le mérite de produire un document qui justifie ces divers concours : le maître du sujet, la capacité d'investigation, d'analyse et d'interrogation, donnent, en effet, leur plus-value aux résultats secs de l'expérimentation in vivo. S'agissant de mieux comprendre les mutations des sociétés contemporaines, il ne suffisait pas de sonder, fût-ce au cours d'entretiens approfondis, la mémoire collective et la culture issues de la Révolution. Les auteurs ont apporté leur propre contribution, en ayant conscience des limites de la méthode et des reproches qu'elle encourait. Ils y répondent en soulignant la richesse de ce genre d'approche pour étudier la tempa présent. «Le refus d'ap-

De la place de la Révolution à celle de l'Utopie

prétendre le présent suivant une démarche idéologique nous semble... un sésu pour produire sans contraintes de l'idéologie», écrit-il. Cependant, pour éviter de privilégier ce qui bouge par rapport à ce qui demeure, ils ont d'abord voulu établir un état des lieux, ce qu'ils ont fait lors de la première vague de l'enquête. Après ce regard tourné vers le passé, ils ont davantage interrogé l'avenir dans la seconde vague.

Avant même d'analyser le contenu des entretiens, ils recensent les mutations enregistrées depuis 1789, telles que la baisse de la prépondérance des groupes et des communautés au profit de la montée de l'individualisme, «la sortie de la domination d'élites monétaires», voire la désaffection à l'égard de l'économisme et, même, la relativisation du politique par rapport aux autres aspects de l'action humaine.

L'image de la Révolution a, parallèlement, changé depuis deux siècles. En 1988 et 1989, la rupture intervenue en 1789 est perçue comme «un épisode éphémère positif», symbole d'une libération qui a ouvert la voie à la République et à la modernité. Des nuances apparaissent dans l'appréciation de la Terreur, illustration d'une violence «qui répugne aux hommes de notre temps». Les enquêteurs notent, comme «un élément-clé de ce complexe de représentations», que la Révolution «invite toujours à prendre la parole». Elle donne lieu à débat car elle n'est presque plus défendue au bloc. Elle est dénoncée, décapée. Et cette distanciation s'affirme d'une enquête à l'autre. «Si la Révolution reste «majoritairement légitime», la dénonciation de la Terreur n'est plus perçue comme une trahison à son égard.

La filiation révolutionnaire est plus nettement attribuée à la gauche et au Parti socialiste, mais la droite, à l'exception du Front national, n'en est pas exclue. Ces jugements interviennent dans une conjoncture idéologico-culturelle

qui voit s'effondrer des mythes révolutionnaires et se brouiller les valeurs politiques de référence. L'idée même de commémorer la Révolution ne paraît pas évidente à tout le monde et il a fallu le défilé-opéra de Jean-Paul Goude pour que la commémoration prenne toute son ampleur médiatique : le mythe y était célébré sous toutes ses facettes et étours, loin de l'événement fondateur mais près de l'émotion. Distancés avec l'histoire «à laquelle notre culture ne permet plus guère de s'identifier» et proximité d'aspirations, d'un élan, qui restent en phase avec le message venu d'une autre époque : l'esprit de la commémoration correspondait à ce qui ressortait des entretiens analysés par les auteurs. «La Révolution française s'installe plus solidement que jamais comme socle fondamental des valeurs actuelles, mais elle subit le mouvement double et complémentaire de démythification et d'historicisation», écrivent-ils. Il va de soi que leur travail va bien au-delà, quantitativement et qualitativement, des quelques notations retenues ici.

Elles permettront, espérons-le, de mieux lire le titre de l'ouvrage, Révolutions, fin et suites. Dans les titres, en effet, la Révolution est terminée, du moins en tant qu'événement historique qui a continué d'agir dans l'histoire et dans la culture collective bien au-delà de sa durée propre, mais des aspirations révolutionnaires demeurent. La difficulté est de les relier à une forme d'utopie qui n'est pas fait faillite et qui est crédible. Patrick Garcia et Jacques Lévy n'ont pas perdu tout espoir d'en voir naître de nouvelles qui viseraient au bonheur dans l'humanité et le progrès, sans pour autant fuir la réalité sociale, «en confrontation permanente avec la demande réelle du futur».

On pensera qu'ils rêvent jusqu'au moment où se précisent ces cauchemars : renoncer à inventer l'avenir avec la rigueur qu'imposent les déconvenues d'hier, ce serait laisser le champ libre aux utopies régressives, politiques et religieuses, dont on connaît les fruits. Et qui fleurissent encore.

Révolutions, fin et suites, par Patrick Garcia, Jacques Lévy et Marie-Flore Mattet. Espace-Temps Résonance, Bibliothèque publique d'information, Centre Georges-Pompidou, 334 pages, 190 F.

مركز التوثيق

Le Monde

HEURES LOCALES

Le Monde • Dimanche 20 - Lundi 21 octobre 1991 9

Les départements sourient aux Japonais

Les aléas des relations franco-nippones n'empêchent pas les conseils généraux de multiplier les démarches pour attirer les investisseurs d'Extrême-Orient

LES déclarations de M. Cresson au mois de juillet sur la vie de «journis» des Japonais ont provoqué une certaine inquiétude dans les départements qui recherchent des investisseurs au-delà des mers. Bien que près de vingt mille emplois aient été créés ces dix dernières années en France par des entreprises nippones, M. Marie-Louise Borgeaux, directrice du bureau des investissements étrangers à la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), regrette que près de dix ans après le voyage à Tokyo du président Mitterrand «les relations entre la France et le Japon suscitent un contexte émotionnel qui rappelle celui des relations avec les États-Unis dans les années 60».

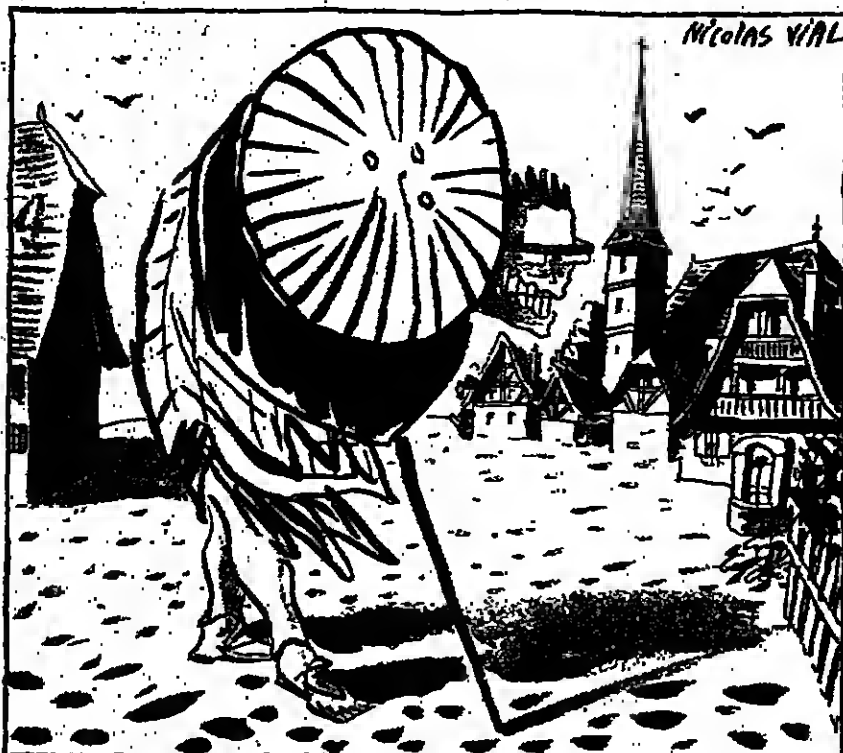
L'Alsace est la région où les investissements japonais ont créé le plus d'emplois : plus de deux mille ces dix dernières années. L'entreprise Sony a embauché plus de mille cinq cents personnes dans la région de Rixheim. Ricoh, Sharp, Toden, Yamahat, se sont installés sur la Route du vin et emploient plusieurs centaines de salariés. Les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et le conseil régional ont organisé la prospection en s'appuyant sur des associations comme l'Association pour le développement industriel de la région Alsace (ADIRA) et le Comité d'action pour le développement du Haut-Rhin (CAHR).

Un feuilleton télévisé, tourné dans la région, a imposé l'image de l'Alsace au Japon. Notre ciel bleu a été vu par près d'un million de japonais sur écran. M. André Klein, directeur du CAHR, reconnaît que l'initiative de son association a presque autant fait connaître l'Alsace au Japon que le travail d'information du bureau à Tokyo sur la situation géographique, le bilinguisme et la qualité de la main-d'œuvre.

Des régions à forte identité culturelle

L'école japonaise de Kientzheim, qui reçoit deux cents enfants dans des locaux prêtés par le conseil général du Haut-Rhin, constitue un autre point qui a permis de faire connaître l'Alsace au Japon. L'Association pour l'expression industrielle de la Lorraine (APEILOR) a pu obtenir l'implantation de onze sociétés japonaises importantes (Clarinn, Matsushita-Panasonic, JVC, Minolta...) en soulignant la proximité d'un vaste marché européen, l'existence d'un réseau de communications et une tradition de savoir-faire dans les relations sociales. Le Comité d'aménagement et de promotion de Meurthe-et-Moselle (CAPEMM) s'appuie sur une charte de coopération avec le réseau des banques indiennes au Japon pour détecter des entreprises désireuses d'investir en Europe.

Comme l'APEILOR, qui associe un commissariat à l'industrialisation de la DATAR, les collectivités locales et près de deux cent



cinquante industriels, l'association Ouest-Atlantique, chargée de l'industrialisation des régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, est une extension de la DATAR. Ses actions de prospection ont permis l'implantation dans l'Ouest de dix-sept entreprises japonaises depuis 1983 et la création de trois mille six cents emplois. Le développement de la société Cason en Ile-et-Vilaine est exemplaire. Son usine de production emploie sept cents personnes à Lifford, et Cason vient de décider d'installer son centre de recherche et de développement, pour l'Europe, à Rennes, où se trouve le Centre commun d'études de télédistribution et de télécommunications.

M. Marc Michel, chargé de mission pour la prospection en Asie, reconnaît cependant que si l'association Ouest-Atlantique a montré son efficacité dans les filières électroniques et mécaniques, il n'en est pas encore de même pour l'agroalimentaire, qui est une des activités importantes de la région. «Nous n'avons pas encore su trouver de complémentarité avec les Japonais».

Alsace, Lorraine, Bretagne, ont en commun d'avoir des identités culturelles fortes. M. Jacques Le Gall, conseiller des directions de Canon en Ile-et-Vilaine, après avoir été

chargé du développement économique au conseil régional de Bretagne, puis chargé de mission à la DATAR, rappelle que «les Japonais recherchent l'espace, les paysages, la qualité de la vie, ce qui exclut de leur proposer des sites en milieu urbain».

Lorsque l'Agence de développement du Doubs (ADEDD) invite une délégation d'industriels japonais à visiter le département, elle ne montre ni Besançon ni la campagne jurassienne, mais des entreprises où leurs compatriotes ont pris des participations. La société SMZE, par exemple, détenue à 73 % par des capitaux japonais depuis l'automne 1989. Un contrôle qui a permis à cette entreprise, qui fabrique des circuits imprimés, non seulement de faire face à une sous-capitalisation chronique mais de trouver aussi des débouchés commerciaux. Une visite qui permet aux industriels nippons de mesurer la «japonisation» de l'entreprise. En quelques mois, les méthodes et l'organisation du travail ont été bouleversées. Dans la moitié des ateliers, déjà réaménagés selon le concept d'«usine blanche» en vigueur au Japon, les ouvriers ont pris l'habitude de quitter leurs chaussures pour fouler un sol laqué. «Nous avons divisé par deux les temps de production, et nos

actionnaires prévoient déjà 500 millions de francs de chiffre d'affaires en 1994 avec un effectif de cinq cents personnes. Un objectif qui sera atteint avec la construction d'une usine sur un nouveau site puisque l'unité actuelle emploie déjà deux cent cinquante personnes», explique M. Gérard Gensetier, directeur général de SMZE.

Ne pas jouer les conquérants à l'américaine

M. Claude Girard, vice-président de l'ADEDD, ne mentionne jamais au cours de cette visite sa qualité de vice-président du conseil général. «J'ai senti au cours de mes voyages au Japon une méfiance pour la politique», L'ADEDD met en valeur la tradition industrielle de la région (microtechniques et technologies de précision) et la qualité de la main-d'œuvre. Au cours du traditionnel échange de cadeaux qui conclut la visite, M. Ichim Abe, le responsable de la délégation japonaise, déclare : «Nous attachons une importance essentielle à la qualité des rapports humains avec nos amis français».

Les relations personnelles de tel ou tel élu sont quelquefois à l'origine de l'intérêt d'une collectivité locale pour le pays du Soleil-Levant. Ainsi M. René Ballayer, président du conseil général de la Mayenne, était début octobre à Tokyo pour remettre la croix de chevalier de l'ordre du Mérite au président d'une société qui distribue des produits français. M. Ballayer connaît depuis de nombreuses années le vice-président de cette société. Très impressionné par son voyage, M. Ballayer suit avec intérêt la démarche du comité d'expansion de la Mayenne qui vient de confier à un cabinet de consultants une étude de faisabilité pour savoir si le département peut accueillir des investisseurs nippons.

Tous les spécialistes de la prospection vers le Japon insistent sur les erreurs à ne pas commettre. «Ne pas faire de courbettes, ne pas jouer les conquérants à l'américaine», explique M. Le Gall. M. Gérard Mahieu, responsable des investissements asiatiques pour l'APEILOR, souligne le soin à mettre dans la présentation des documents distribués au Japon. «Il faut les faire traduire en japonais, et ne pas oublier que les couleurs n'ont pas la même signification là-bas».

Enfin, tous ces observateurs rappellent aux collectivités locales que le patient est indispensable dans toute négociation avec des responsables japonais. M. Nicolas Regnini, chargé de mission au CAPEMM, décrit la fameuse théorie des 4-6 : «Une entreprise japonaise va réfléchir quatre ans avant de prendre une décision. Elle peut alors créer une petite unité qui elle va tenter d'intégrer dans le paysage local pendant six ans. Ce n'est qu'au bout de dix ans qu'elle s'implantera définitivement».

CHRISTOPHE DE CHENAY

Enfin un statut pour les élus !

ENFIN. Voilà le seul commentaire que mérita la décision du gouvernement de soumettre au Parlement un projet de statut de l'élu local. Enfin, parce qu'il est grand temps que la France, et surtout les Français reconnaissent que la satisfaction de se dévouer pour la collectivité ne peut suffire à compenser les complications professionnelles et familiales créées, inévitablement, par le temps consacré à la gestion de la cité. Tout travail mérite salaire. Et celui de maire, de président de conseil régional, de président de conseil général est au moins aussi, si ce n'est plus, prenant que beaucoup d'autres.

Enfin, parce qu'il n'est guère compréhensible qu'il faille dix ans pour qu'aboutisse une réforme que chacun juge indispensable, et sur les modalités de laquelle, de surcroît, se dégage, assez facilement, un consensus. On ne peut donc que féliciter M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, d'avoir convaincu M. Edith Cresson de mettre l'autorité du gouvernement dans cette bataille, d'avoir ainsi réussi à ne pas échoquer Gaston Defferre avec M. Pierre Mauroy, M. Pierre Joxe avec M. Laurent Fabius et avec M. Michel Rocard.

Les puristes regretteront que l'acte soit venu un peu tard, un peu loin, et tout particulièrement en matière de retraite des maires de petites communes, que ce qu'avait proposé, en son temps, M. Marcel Debarge, le sénateur socialiste, véritable père de cette réforme. Mais parfois le mieux est l'ennemi du bien, même si l'été est normal que l'Etat mette lui aussi la main au portefeuille au lieu de laisser la totalité de la charge financière aux collectivités locales. Il est vrai aussi que certaines indemnités sont calculées bien chèrement. Il est ainsi surprenant qu'un maire de grande ville, d'un président d'assemblée départementale ou régionale reçoivent un salaire inférieur à celui d'un député. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit, au bout du compte, d'un travail à temps plein. Et dans un pays aux pouvoirs éparpillés, ce que la décentralisation a heureusement fait de la France, la gestion d'une collectivité locale est une responsabilité aussi lourde que la fabrication de la loi, que le contrôle de l'activité du gouvernement.

Mais enfin, il ne faut pas faire la fine bouche. Avec cette réforme, après l'adoption d'une législation sur le financement des partis et des campagnes électorales, les Français vont pouvoir mieux appréhender les différents rapports de l'argent et de la politique, la France devant une démocratie civilisée, c'est-à-dire une vraie démocratie.

THIERRY BRÉHER
Lire page 12

De nouvelles missions pour l'Association des maires de France

Dans les coulisses du congrès qui se réunit à Paris du 22 au 25 octobre il sera sans doute beaucoup question de réforme de structures

VOICI deux ans qu'une commission de réforme, présidée par M. Marcel Lucotte (UDF-PR), vice-président de l'Association des maires de France (AMF), réfléchissait à une réforme des statuts de cette institution octogénaire. La tâche s'étant révélée pour le moins délicate, le bureau de l'AMF vient de décider, sur les conseils de cette commission, de faire appel à un cabinet d'audit. Bernard Krief consultant, M. Michel Giraud, président (RPR)

de l'AMF, devrait en faire l'annonce à l'occasion du 74^e congrès de l'association, qui débute mardi 22 octobre à Paris.

L'Association des maires de France ne répond plus qu'imparfaitement aux attentes de ses 37 000 adhérents. Créée en 1907 pour «étudier (...) les questions qui intéressent l'administration des communes» et «créer des liens de solidarité entre tous les maires de France», cette ancienne amicale a vu ses mis-

sions changer avec la décentralisation. Les élus, confrontés à de nouvelles responsabilités, se tournent vers elle lorsqu'ils ont besoin de conseils financiers, juridiques ou administratifs. Or, la structure administrative de l'AMF, qui dispose de cinquante salariés et d'un budget de 40 millions de francs, ne la dispose guère, actuellement, à jouer le rôle d'un prestataire de services ni d'une permanence téléphonique d'urgence.

Les pions du AMF

Les élus attendent aussi de l'AMF qu'elle défende leurs intérêts et devienne une véritable force de proposition. «Pour l'instant, nous sommes à la remorque des pouvoirs publics, comme l'a montré l'affaire du protocole d'accord sur les régimes indemnitaires», constate M. René Regnault (PS), membre de la commission de réforme et vice-président de l'Association. «Notre capacité de réaction est insuffisante, nous ne faisons pas assez de prospective», admet M. Gilbert Calamarte, directeur de l'AMF, qui aimerait voir se développer un service d'experts.

Le cabinet d'audit devra aussi se prononcer sur le rôle des associations départementales, qui ont une importance stratégique au sein de l'Association des maires de France. «Nous sommes les courroies de transmission entre la base et Paris», assure le président de l'Union des maires de l'Oise, M. Alain Vasselie (RPR). De plus, c'est nous qui récupérons les cotisations. Nous méritons mieux qu'un simple statut de mem-

bres consultatifs auprès des instances dirigeantes. Nous voulons 30 % des voix délibératives au comité directeur et la moitié des sièges du bureau».

M. Michel Giraud, qui considère ces associations comme «les pions du AMF», se montre favorable à leur proposition, dont ne veulent pourtant pas les élus de gauche. «Les associations départementales ne sont pas pluralistes. Elles reflètent la composition politique des départements», constate M. Regnault, qui assure avoir rencontré des difficultés pour constituer celle des Côtes-d'Armor. Pour M. Vasselie, il est temps, toutefois, que les choses changent. «Les associations départementales ne peuvent s'exprimer que dans les commissions. Or, leurs avis sont systématiquement édulcorés lorsqu'ils sont soumis au comité directeur et au bureau, qui sont composés de façon paritaire».

Les consultants du cabinet Bernard Krief ne devront pas se prononcer sur la question éminemment politique du mode de représentation des diverses catégories de communes au sein de l'AMF. La commission de réforme souhaite conserver le principe «un maire, une voix», parce que, «les communes, ce sont des hommes et de l'espace». Après avoir, en vain, tenté de changer ce système qui aboutit à une sur-représentation des élus ruraux et de la droite, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER) demande aujourd'hui que le président ne soit plus élu par l'ensemble des adhérents, mais par le bureau de l'AMF, et qu'il y ait une volonté affirmée d'alternance

politique. La FNESER a renoncé à proposer une confédération de collèges (grandes villes, villes moyennes, petites villes, banlieues, communes rurales), qui, panachant représentation démographique et politique, lui serait plus favorable. Il est vrai que les associations concernées ont aujourd'hui leur vie propre et qu'elle souhaitent rester indépendantes pour mieux défendre leurs intérêts sans que leurs adhérents viennent pour autant quitter l'AMF.

RAFAËLE RIVAIS

"A l'écoute de ses jeunes,
Monsieur le Maire entendait déjà
le groupe de Jazz
dans la future salle de spectacle..."



...Tout naturellement,
il a rencontré le Crédit Foncier."

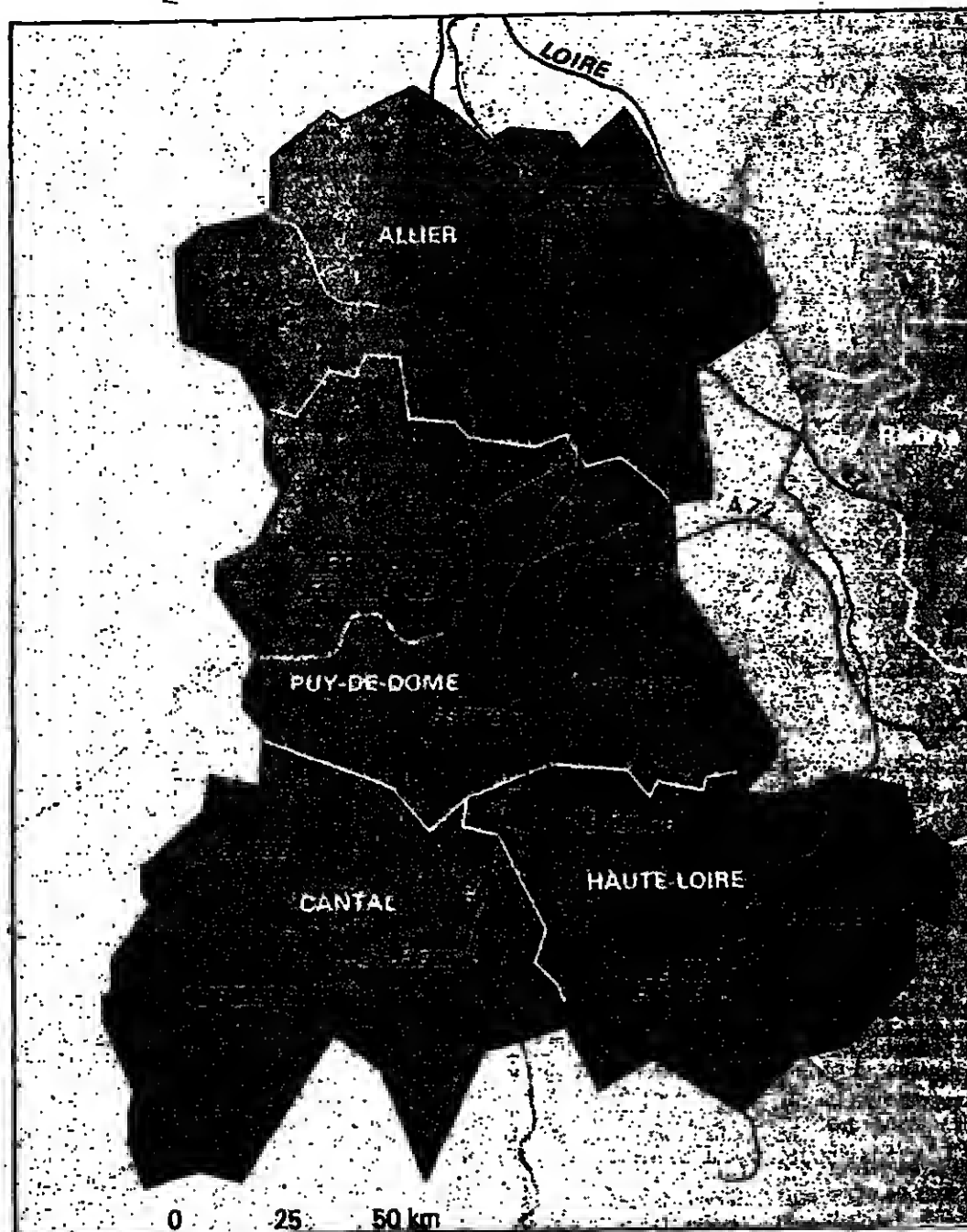
CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.





UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

AUVERGNE : les vertus



Préfecture :
Clermont-Ferrand
Départements :
Allier
(préfecture : Moulins)
Cantal
(préfecture : Aurillac)
Haute-Loire
(préfecture : La Puy)
Puy-de-Dôme
(préfecture : Clermont-Ferrand)
Superficie :
29 988 km²
Population :
1 321 214 habitants
Principales
agglomérations :
Clermont-Ferrand
(254 000 habitants)
Montluçon
(63 000 habitants)
Vichy
(62 000 habitants)
Moulins
(42 000 habitants)

La beauté des parcs
naturels des Volcans
n'y changera rien,
les Auvergnats
sont moroses.
Malgré la belle autoroute
qui les met à un jet
de pierre de Paris,
les mauvaises nouvelles
continuent à s'égrener :
déclin démographique,
restructurations
industrielles,
négligences de l'Etat.
De guerre lasse,
M. Roger Quilliot, maire
de Clermont-Ferrand,
a même démissionné
de ses fonctions.
Il y a décidément
en Auvergne,
comme l'écrivait
Alexandre Vialatte,
« plus de côtes
que de descentes ».

L'Auvergne peut d'autant mieux se flatter de cette position centrale qu'elle est en mesure, aujourd'hui, de banir de son vocabulaire un mot épouvantable, qui la caractérisait naguère au même titre que ses volcans, ses fromages ou sa soupe au chou : l'enclavement. « Pompidou ne raconte souvent que pour des Parisiens, « descendre » en Auvergne, c'était quasiment aller dans l'Himalaya », se souvient M. Valéry Giscard d'Estaing. Qu'y a-t-il de changé aujourd'hui ? Pourtant, depuis l'ouverture de l'autoroute Clermont-Ferrand-Paris, et avec le prolongement, en bonne voie de réalisation, vers Montpellier et l'Espagne, l'Auvergne se greffe sur un axe prometteur, conforté par le projet autoroutier Clermont-Ferrand-Bordeaux, qui s'ajoute à la liaison existante avec Saint-Étienne et Lyon.

Une agriculture à deux visages

Vingt bonnes années après la majeure partie des régions françaises, les Auvergnats se découvrent donc soudain désenclavés. Le retard veut, hélas, pour les bonnes comme pour les mauvaises nouvelles. L'ouverture autoroutière coïncide en effet avec un sévère passage à vide qui fait ressortir les déséquilibres de la région. L'Auvergne, c'est avant tout Clermont-Ferrand, qui pèse bien plus sur la région que Paris sur la France. Et Clermont-Ferrand, c'est évidemment Michelin. Michelin qui, avec plus de vingt mille « Bites », représente encore près de 20 % des effectifs de l'industrie régionale. Michelin qui a perdu en dix ans près de dix mille salariés. Michelin, enfin, qui a annoncé au printemps un cinquième plan social accompagné d'une nouvelle réduction d'effectifs au-dessous de la barre symbolique de vingt mille personnes.

L'Auvergne, qui s'est longtemps félicitée de compter un nombre de grands groupes industriels supérieur à la moyenne nationale, plâtré maintenant, avec retard, du mouvement de reconcentration qui a accompagné la crise économique. Les restructurations successives de Michelin surviennent après celles qui ont touché les bassins mono-industriels de Montluçon, également spécialisés dans le pneumatique, et d'Issoire, touché par la crise de l'équipement automobile. Comme le pourcentage de personnes employées dans l'industrie est supérieur à la moyenne nationale, l'Auvergne a perdu en tout de 1982 à 1989, trente-trois mille postes, et occupe, en chiffres absolus, la quatrième place du triste palmarès national des pertes d'emplois.

Ajouter à ce déclin rythmé par les plans Michelin l'inquiétante situation agricole. L'agriculture à deux visages

Une juxtaposition de bastions départementaux

En panne de leader, les socialistes ont assisté au retour de Valéry Giscard d'Estaing sur ses terres. Si Michel Charasse acceptait le duel en Puy-de-Dôme, la situation pourrait peut-être changer.

« Les élections régionales, mais vous pensez que les gens s'y intéressent, aux élections régionales, vous pensez qu'ils les connaissent leurs conseillers régionaux ? » Venu en coup de vent à Clermont-Ferrand pour une inauguration en banlieue et une remise de décorations dans les salons de la préfecture, Michel Charasse bougonne. Qu'on s'étonne après de lui de cette soudaine assiduité régionale, et le ministre du budget pousse alors des cris d'orfèvre avant d'en appeler au préfet de région qui salue entre les invités. « Mais moi, je suis là tout le temps ! N'est-ce pas monseigneur le Préfet que je suis toujours là ? ». Le préfet n'en disconvient pas et opine gravement du chef. Les élections, de toute façon, sont encore loin, et l'Auvergne politique, qui se limite encore à une juxtaposition de bastions départementaux, se laisse encore désirer.

« Vous savez, je suis avant tout orléanais », assure le président centriste du conseil général, Jacques Barrot. « Le Bourbonnais, ça n'est pas tout à fait l'Auvergne », vaudrait Jean Cluzel, son homologue de l'Allier. Pour la gauche, qui a perdu en 1986 la présidence de la région, le contexte n'est pas très favorable. M. Giscard d'Estaing « tient » l'Auvergne par la périphérie. Au sud, dans les deux « petits » départements du Cantal et de la Haute-Loire, tout est simple puisque la droite l'emporte invariablement depuis qu'on y vote. Mais, conseillers généraux, conseillers régionaux, députés, sénateurs, rien, ou presque, n'échappe à sa tranquille boulimie. Aux dernières élections régionales, alors que dans l'Allier et le Puy-de-Dôme la droite et la gauche se neutralisaient, ce sont ces deux départements qui ont fait la différence.

Dans le Cantal post-pompidolien, un socialiste, René Souchon, secrétaire d'Etat, puis ministre délégué de l'Agriculture, de 1983 à 1986, a pourtant effectué une percée spectaculaire

en ravissant la mairie d'Aurillac, en 1977. Ce succès a fait du Parti socialiste, réduit alors à une poignée de onze adhérents, une véritable force politique au niveau de l'agglomération. Mais M. Souchon n'est jamais parvenu pour autant à élargir son influence au-delà de la capitale régionale. Il enregistre, un rien éccarté, les déboires électoraux en constatant qu'il pourrait difficilement en être autrement.

En Haute-Loire, aussi UDF que le Cantal est RPR, les socialistes devaient également se contenter de la portion congrue. En dépit des bons résultats obtenus lors des dernières élections municipales, ils se cantonnent dans leurs villes et dans d'anciennes « poches parcellaires ». Pour le président centriste du conseil général, Jacques Barrot, maire d'Yssingeaux, les motifs d'agacement ne viennent d'ailleurs pas de l'absence de l'Union républicaine, mais de l'absence de son pignon rocheux, la Vierge du Puy-en-Velay. Qu'un candidat du Front national réussisse dans ce département rural, à la faveur d'une élection cantonale partielle, à capter plus de 20 % des suffrages, voilà en revanche qui fait s'interroger !

Le « système » Cluzel

Il y a aussi et surtout les écologistes, gonflés à bloc après leur bataille victorieuse contre le projet de barrage de Serre-de-la-Fure en faveur duquel le président du conseil général s'était totalement engagé. Pour autant, M. Barrot est convaincu que les Verts et le Front national ne troubleront qu'à la marge ce quasi-monopole. Il ne leur accorde guère qu'un siège ou deux et souligne que les écologistes chasseraient nécessairement sur les terres socialistes.

Tout au nord de la région, dans l'Allier, la boussole politique s'affaie.

Les quatre députés y sont à gauche (deux communistes et deux socialistes), alors que les deux sénateurs, eux, sont à droite. Cette vieille terre républicaine, réfractaire, en 1852, au coup d'Etat de Napoléon III, et qui connaît tant de plus tard, en 1882, à Commeny, la première municipalité socialiste du monde, demeure un des derniers bastions du communisme aggravié. André Lajoinie devrait d'ailleurs emmener la liste communiste pour l'élection régionale. Pourtant, après un long règne « rouge », le conseil général est désormais détenu par Jean Cluzel, sénateur centriste, politicien et octogénaire, qui le mène « à l'ancienne », parcourant sans relâche son département, visitant ses châtellenies année après année, canton par canton.

Le « système » Cluzel, qui résume l'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB), au nom de laquelle il adoube ses conseillers généraux, joue des divisions ancestrales entre des communistes encore puissants et des socialistes en perte de vitesse qui, de plus, n'ont pas de leader incriminé. Il est cependant pas infallible puisqu'il n'a pas empêché l'implantation à Vichy, contre son gré, de Claude Malhuret, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, proche de François Léotard, qui l'a emporté aux municipales de mars 1989 contre le ticket constitué du maire sortant, Jacques Lacarrin, et d'un fils de M. Cluzel.

Le président du conseil général n'entretient pas, par ailleurs, les meilleures relations avec Giscard d'Estaing qu'horripillent les termes de l'équation personnelle du « patron » de l'Allier, lequel s'accommode à sa manière des alibis nationaux pour faire passer ses budgets. « Mais je m'entends très bien avec M. Giscard d'Estaing : pour preuve, nous nous rencontrons régulièrement, tous les trois ou quatre ans », ironise M. Cluzel.

Au cœur de l'Auvergne, dans le Puy-de-Dôme, c'est la gauche, et sin-

gulièrement le Parti socialiste, qui monopolise depuis longtemps le jeu politique et occupe les postes importants ainsi que le conseil général. Valéry Giscard d'Estaing ne s'est risqué, en vain, qu'une seule fois à Clermont-Ferrand, en 1929. La région était alors solidement détenue par Gabriel Montpied, socialiste bon teint, qui s'y était installé benoîtement à la Libération. En 1973, le maire s'était fait au profit d'un auvergnat d'adoption, Roger Quilliot, futur ministre du logement, qui depuis s'est toujours fait redire confortablement.

« La guerre des Maurice »

Grands bagarreurs, les socialistes du Puy-de-Dôme, qui n'ont pas attendu que l'on invente le congrès de Rennes pour se lancer dans d'innombrables combats de chefs, ne sont pourtant pas si mieux. Déjà, en 1986, M. Quilliot, à la requête pressante de l'Élysée, avait dû arbitrer « la guerre des Maurice » entre le maire de Thiers, Maurice Adevah-Pouff, et le président du conseil régional sortant, Maurice Pourchon. Les dernières élections municipales ont mis en évidence un effritement des positions socialistes sur les marches de l'agglomération clermontoise. Ils ont ainsi perdu les villes d'Issoire et de Riom et n'ont conservé Thiers que d'extrême justesse.

Les socialistes sont aujourd'hui en peine de londer. La démission surprise de M. Quilliot, lundi 14 octobre, a encore ajouté à la confusion et révélé un vide politique au cœur même du système auvergnat, dans cette forteresse que constitue la capitale régionale. Ils comptent pourtant parmi eux un ministre délégué au budget, M. Châtelier, solidement implanté à Puy-Guillaume, et sensible de surcroît aux demandes élyséennes.

« Tout dépend de ce qu'on veut faire de ces élections : soit on banalise et on trouve bien quelque chose, soit on en fait une confrontation majeure, et Charasse y va », estime Catherine Guy-Quint, maire socialiste de Combon.

M. Charasse, qui lorgne depuis longtemps vers le conseil général, ne veut pas, pour l'instant, en entendre parler, et énumère ses conditions. « Il faudrait vraiment que mes amis soient dans la mouise », « il faudrait que les gens qui me présentent d'y aller et qui ne sont pas de mon camp me soutiennent réellement », il faudrait, il faudrait... Un duel avec M. Giscard d'Estaing, serait pourtant tellement pittoresque.

G. P.

TENDANCES

• PIB

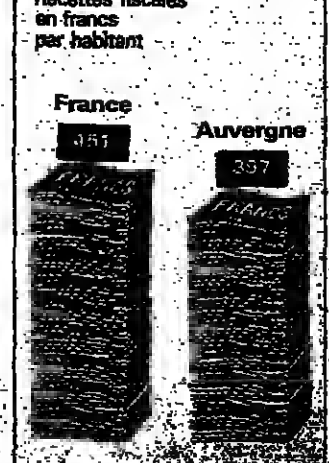
par habitant en 1988



(Source : INSEE)

• Budgets régionaux

Recettes fiscales en francs par habitant



(Source : ministère de l'Équipement)

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

les vertus de l'autoroute

est depuis longtemps une réalité en Auvergne. Qu'y a-t-il en effet de commun entre les céréaliers qui occupent le Val d'Allier, sur lesquels s'appuie la recherche agronomique de pointe du groupe Limagrain, et les éleveurs des zones de semi-montagne ou du bocage bourguignon, qui se manifestent de plus en plus violemment de Manilins à Amblise ? Il faut aller le découvrir dans le discours de vérité, tempéré M. René Souchon, ancien ministre délégué à l'Agriculture de 1983 à 1986. « La Loire, qui est dans la même situation que nous, est le département qui a profité le plus de la solidarité nationale et communautaire en 1990, et son agriculture ne s'en porte pas mieux pour autant. Il faut mettre l'argent sur des projets sérieux. En matière de tourisme, par exemple, où tout reste à inventer. »

Ajoutez encore à la grisaille l'effondrement démographique. L'Auvergne fuit de toute part depuis son maximum, un million cinq cent cinquante-sept mille habitants, enregistré en 1886. Entre 1982 et 1990, elle a encore perdu onze mille cinq cents habitants. Une chute qui s'explique par le double

choc de la région, avec un taux de chômage de 11,5 % de la population active, la Haute-Loire (7,9 %) apparaît actuellement comme particulièrement dynamique. Les bassins d'Yssingeaux et de Brioude, dépositaires d'une vieille tradition industrielle, se distinguent par un nombre record d'usines-relais. Thiers, dans le Puy-de-Dôme, possède également une tradition industrielle. Ces bassins d'emploi ont été préservés de l'effet d'attraction des grands groupes, qui ont souvent hâté le déclin des petites industries locales.

Des entreprises frioleuses

Selon M. Daniel Gaillard, directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Brioude, le salut de la région ne passera pas par un développement externe. « Nous sommes plus pauvres que les autres. On peut toujours essayer de mettre la région à égalité avec les autres, mais on a souvent affaire à des échecs de principe. »

On voit mal comment pourrait exploiter le développement interne, notoirement insuffisant. « Le tissu

de commerce d'Issoire, des patrons prenaient la parole pour dénoncer les dangers que représenterait pour nos entreprises encore « protégées » la construction de l'autoroute. Exaspéré par les pesanteurs locales, M. Auliac a même créé une structure alternative, l'Issoire Lombron initiatives, qui s'appuie sur les municipalités pour soutenir les porteurs de projet. »

« Les gouvernements socialistes n'ont jamais rien fait pour l'Auvergne », tranche, péremptoire, M. Giscard d'Estaing. « Il n'y a pas de débat régional, le budget n'affecte aucune priorité », réplique M. Pouchon. Tout oppose l'ancien et l'actuel président de l'exécutif régional. M. Pouchon, farouche régionaliste, « visionnaire mystique », selon ses adversaires, a été sacrifié en 1986 au nom de la rigueur budgétaire. M. Giscard d'Estaing, auvergnat mérité d'inspecteur des finances, avait alors été sa campagne sur ce thème et stoppé le projet, jugé dispendieux, de construction d'un hôtel de région. Une œuvre architecturale de haute volée, conçue par M. Pouchon comme un point d'ancrage régional.

L'idée d'un bâtiment-phare a pourtant été reprise par M. Giscard d'Estaing, qui l'a adaptée au domaine de compétence régionale en réalisant à la périphérie de Clermont-Ferrand, le lycée technique La Fayette, dont chacun apprécie la force architecturale. A ce jour, la critique la plus forte adressée à l'actuel président de la région tient justement dans ce choix, « une position de principe maximaliste », selon un fonctionnaire d'Etat, de s'en tenir strictement aux compétences définies par les lois de décentralisation. « Il faut commencer par bien faire ce qu'on a déjà », affirme M. Giscard d'Estaing.

« Sur le fond, c'est évidemment inéquitable, mais quand on voit ce que font les Pays de Loire ou Rhône-Alpes en matière d'enseignement supérieur par exemple, on se dit qu'on n'est pas près de rattraper notre retard », juge notre fonctionnaire. « Le problème n'est pas là, coupe le maire de Vichy, M. Claude Malburet, le problème c'est qu'il n'y a pas de sous. Moins il y a d'activité, moins il y a de rentrées d'argent. Le budget de la région est d'un peu plus de 1 milliard, c'est à peine celui de la ville de Clermont-Ferrand, c'est moins que celui du conseil général du Puy-de-Dôme, ce n'est pas avec ça que vous pouvez faire des miracles. » Raison de plus pour insister sur la priorité, insiste M. Pouchon. « On ne sait pas avec quel travail. On nous parle de regroupement avec la Loire et la Creuse, je ne vois pas l'intérêt de ce patchwork de misère », souligne-t-il. « La DATAR n'a pas non plus de bilan florissant, elle réfléchit sur la base du Massif central. C'est invendable, ça fait fuir, le Massif central », ajoute M. Souchon.

Des évidences géographiques

« La région n'a pas de politique industrielle, et surtout elle n'a pas conscience du besoin d'en avoir. Le conseil régional considère qu'il a fait son travail quand il a distribué les aides selon des critères qui m'échappent parfois. C'est du saupoudrage idiot », se plaint notre fonctionnaire. « Le saupoudrage, on le fait également au conseil général du Puy-de-Dôme, concède M. Pouchon. On dépense tout notre fric en voirie alors qu'on a déjà plus de 60 % de la population dans les villes. »

Réagissant contre la marasité ambiante, le conseil a commandé, il y a peu, un cabinet Arthur Andersen une étude prospective sur la région. Cette étude a accouché d'un projet, Arvernia, qui souligne les évidences géographiques de l'Auvergne, à savoir l'existence d'un axe nord-sud, renforcé par le réseau routier. C'est de Brioude à Vichy, qui prend avec le soutien du groupe Pernier un nouveau départ dans le thermalisme haut de gamme, en passant par Clermont-Ferrand, que se concentre une bonne partie des énergies. « L'effet autoroute a été immédiat, toutes les entreprises qui se créent s'installent évidemment à proximité de l'axe Montpelliér-Pari », confirme M. Gaillard pour le bassin de Brioude. Le projet Arvernia conduit à la nécessité de renforcer les synergies de ce Val d'Allier pour en faire un pôle de résistance face au déclin. « C'était une bonne base de discussion », estime M. Pouchon. Mais sous la pression des élus « oubliés » par Arvernia, le plan s'est progressivement dilué pour prendre en compte

la plupart des agglomérations de la région. « Des études comme ça, on peut en faire autant qu'on en veut », ironise M. Auliac. « On est obligé de répartir l'effort sur l'ensemble du territoire. Personne ne se fera jamais élire sur un programme pareil, ni eux ni nous », explique M. Claude Liebermann, maire centriste de Riom.

Paradoxalement, le cinquième plan social de Michelin semble avoir au moins un effet positif. Sous le coup de cet électrochoc, les responsables politiques auraient remis leurs querelles habituelles pour tenter d'envisager l'avenir en commun. « Il y a eu un déclin », assure M. Philippe Le Glas, responsable du développement industriel à la direction régionale de l'industrie et de la recherche. « C'est très net à Clermont-Ferrand, qui a vécu depuis toujours dans le confort du géant du pneumatique qui construisait à sa place les écoles, les hôpitaux, les magasins ou les stades. On ose maintenant parler de friches industrielles alors qu'il s'agissait auparavant d'un mot tabou. »

La démission de M. Quilliot, quelles qu'en soient les raisons, sera sans doute l'événement de l'année pour les Clermontois après l'audition, à huis-clos, de M. François Michelin, par l'ensemble du conseil municipal, au lendemain de l'annonce du cinquième plan social. Les missions se sont multipliées, trahissant une volonté un peu désordonnée de réagir contre le déclin. Celle initiée par la DATAR, que conduit le préfet Horel, celle menée par M. Pouchon à la demande de M. Quilliot, celle enfin du groupe Michelin lui-même. « Par chance, le groupe se sent responsable », ajoute M. Le Glas. « Il faut comprendre, insiste M. Liebermann, pur produit Biscendin. Michelin en fait une question de principe et de morale. »

Avant la démission spectaculaire

du maire de Clermont-Ferrand, les démarches associant M. Giscard d'Estaing, Quilliot et Pierre Bouchaud, président du conseil général, quoi qu'en disent les intéressés, n'étaient plus rares. On a pu le vérifier avec la candidature commune au projet d'institut des sciences et techniques du vivant. « C'est bon signe, la région n'aura certainement pas le projet, car avec plus de cinq mille chercheurs et étudiants c'est vraiment un gros dossier, mais on pourra peut-être en avoir une rondelle, et surtout on a fait acte d'existence, ça pourra servir à l'avenir pour un autre dossier », estime le préfet Horel.

« Les ambitions de Montpelliér, l'Auvergne et Clermont-Ferrand, peuvent tout à fait les avoir », ajoute M. Alain Weber, tout jeune directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations. « La région a des atouts : une main-d'œuvre de qualité, un coût salarial modéré et un environnement de qualité », assure le préfet Horel. « Il y a un siècle, Clermont-Ferrand n'était pas la première ville industrielle de la région, et puis il y a eu Michelin, conclut M. Pouchon, soudain soulagé. Qui sait, peut-être qu'aujourd'hui, place des Carmes, il y a à nouveau un type dans un atelier qui bricole un truc qui aura le même effet pour nous que la chambre à air. »

GILLES PARIS

La semaine prochaine LA BOURGOGNE

L'Alsace a été la première étape de ce tour de France des régions (Le Monde daté 6 et 7 octobre), suivie par l'Aquitaine (Le Monde daté 13 et 14 octobre).

Le conseil régional

Président : Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
4 PC; 15 PS; 17 UDF; 9 RPR; 1 div. d.; 1 FN.
Résultats des élections de 1986 par département

ALLIER (13 sièges)

Ins.: 267 377; abst.: 21,39 %; suff. ex.: 199 069.

PC: 22,49 %; 3 élus; PS: 24,68 %; 3 élus; MRG: 4,83 %; Un. opp.: 38,57 %; 6 élus; FN: 6,67 %; 1 élu; Altern.: 2,73 %.

CANTAL (8 sièges)

Ins.: 125 505; abst.: 18,46 %; suff. ex.: 98 484.

PC: 6,42 %; PS: 35,36 %; 2 élus; Un. opp.: 54,63 %; 4 élus; FN: 3,57 %.

HAUTE-LOIRE (8 sièges)

Ins.: 156 213; abst.: 19,28 %; suff. ex.: 120 908.

PC: 5,45 %; PS: 27,10 %; 2 élus; Un. opp.: 54,77 %; 6 élus; FN: 7,63 %; Div. d.: 5,03 %.

PUY-DE-DÔME (20 sièges)

Ins.: 396 950; abst.: 19,15 %; suff. ex.: 308 158.

LO: 1,32 %; PC: 7,65 %; 1 élu; PS: 34,72 %; 8 élus; MRG: 1,28 %; Un. opp.: 45,82 %; 10 élus; FN: 6,54 %; 1 élu; Verts: 1,32 %; div. d.: 1,22 %.

déficit du solde naturel et du solde migratoire. En France, seuls le Limousin et la Lorraine font plus. Dans le Cantal, on se demande même si le point de non-retour n'est pas déjà atteint. « L'identité auvergnate, je la cherche dans les cimetières », grince M. Maurice Pouchon, qui préside le conseil régional de 1977 à 1986.

Le maire socialiste de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, en a d'ailleurs tiré les enseignements. Les de batailler inlassablement contre un Etat soupçonné de négligence et des fodalités locales de l'agglomération hostile, selon lui, à ses projets de regroupement intercommunal, l'ancien ministre du logement a décidé de rendre son tablier. Grand émoi dans la capitale auvergnate.

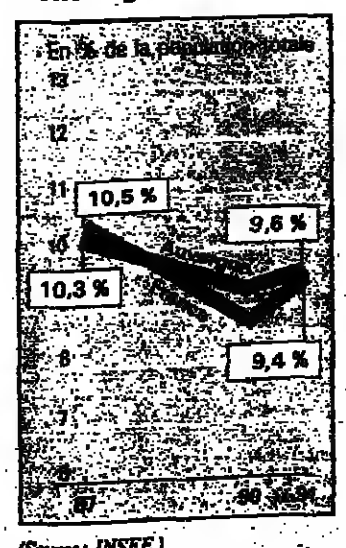
Au terme de cette énumération, on en arriverait presque à croire Alexandre Vialatte, qui fut en son temps un écrivain chroniqueur du Montagne, et qui résumait les handicaps de la région par la formule selon laquelle « il y a en Auvergne plus de côtes que de descentes ».

Le taux de chômage cache quelques disparités départementales. Comparée à l'Allier, le « mauvais

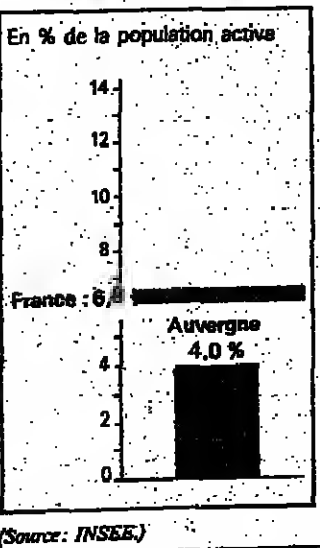
de PME et de PMI est inférieur à la moyenne nationale. Les petites et moyennes entreprises sont de qualité, mais elles sont trop peu nombreuses et trop petites », juge le préfet André Horel, chargé par la DATAR, au lendemain du quatrième plan social de Michelin, d'une mission de développement de l'agglomération clermontoise. Trouver la clef d'un redémarrage industriel en Auvergne, c'est en somme résoudre la quadrature du cercle, nu, comme dans les Caplins de Jules Roussel, se donner rendez-vous au coin de la toute ronde mairie d'Amboise.

Mise à part l'autoroute, dont tout le monde se dispute la paternité, les collectivités et les pouvoirs publics se rejettent la responsabilité du déclin. Les chefs d'entreprise comptent les points et jugent plutôt sévèrement le bilan des chambres consulaires. « Il y a neuf chambres de commerce et d'industrie sur toute la région, vous pensez si c'est simple, et à part celles, très actives, de Brioude et d'Issoire, on ne peut pas dire que les autres font des étincelles », assure M. Daniel Auliac, qui dirige une usine de confection de bottes de sécurité. « Quand je pense qu'à des réunions de la cham-

Chômage



Population étrangère



Vous recherchez...

un tissu industriel dynamique,
un savoir-faire,
un espace ouvert et préservé.

Découvrez...

la Haute-Loire,
votre partenaire,
qui s'engage.



Comité d'Expansion Economique - LE PUY-EN-VELAY
Tél.: 71 05 41 41 - Fax: 71 05 97 98
Antenne de LYON - Tél.: 72 34 32 00 - Fax: 72 36 04 13

AGEFOS PME AUVERGNE

NOTRE METIER :
FACILITER LA FORMATION.

12, rue Gabriel Péri 63 000 Clermont-Ferrand
Tél.: 73 35 12 02 Fax: 73 34 88 89



Une ville qui bouge, n'hésitez pas à vous y implanter
• à 28 km de St-Etienne N 89,
130 km de Lyon et de Clermont-Ferrand,
une agglomération de 80 000 habitants, pour une zone
de chalandises de 140 000 habitants,
• Un tissu de PME avec des entreprises de niveau international
• Un site et un environnement exceptionnels
Etude personnalisée, possibilité d'astreinte totale
Contactez M. Achou, secrétaire général Tél: 71 09 01 34
Hôtels Ville - 43011 Le Puy-en-Velay

HEURES LOCALES

REPERES

MIDI-PYRÉNÉES

Une région
un magazine

LES périodiques régionaux ont, en général, bien du mal à vivre, coincez qu'ils sont entre de puissants quotidiens locaux et des hebdomadaires nationaux très concurrents. Il faut donc saluer la réussite de *Pyrénées magazine*, créé en janvier 1989 sous l'égide de la revue *Midi-Méditerranée* et des éditions Milan, toutes deux de Toulouse, et dont les six numéros annuels — auxquels il faut ajouter deux « hors séries » — sont vendus aujourd'hui à 60 000 exemplaires, dont 20 000 par abonnement.

Réussite qui s'explique sans doute par la qualité de la maquette et des photographies, mais aussi, surtout, par le parti pris de sa rédaction, dirigée par M. Alain Zambeaux. Celui-ci veut, dit-il, « faire partager [son] envie de comprendre le pays et ses hommes », qu'il s'agisse de l'économie ou de la culture entendue au sens large : les sites, la flore et la faune des Pyrénées, l'histoire et la vie quotidienne des Pyrénéens.

Un an après *Pyrénées magazine* la même équipe a lancé, suivant la même formule, à partir de Lyon, *Alpes magazine* avec un bon succès (52 000 exemplaires) mais moins éclatant et moins facile. On pouvait s'en douter : les Pyrénées, bien que cloisonnées en de multiples vallées, réparties en plusieurs pays, présentent une unité, une personnalité beaucoup plus affirmée que les Alpes ; elles suscitent, si l'on peut dire, une passion beaucoup plus affirmée et plus exclusive.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Alliance franco-belge
pour créer
une eurométropole

SIX chambres de commerce et d'industrie françaises et belges — celles de Lille-Roubaix-Tourcoing, d'Armentières-Hazebrouck, de Valenciennes, de Courtrai, de Mons-Borinage et de Tournai — ont décidé de signer un accord pour se constituer au sein d'Euro 6 en un « groupement d'intérêts économiques européens ». L'objectif est de parler d'une même voix au niveau régional et surtout international.

Il s'agit de créer une eurométropole au cœur de l'Europe du Nord-Ouest. Celle-ci, d'un poids considérable — 2 millions d'habitants, 43 000 entreprises employant 634 000 travailleurs — reste encore à construire. Il faut vaincre les obstacles liés à la frontière « artificielle » franco-belge, mais aussi la frontière linguistique entre Flamands et Wallons.

Après le dossier de la voie rapide ceinturant cette future grande agglomération, le groupe Euro 6 aura à définir une position commune sur le rôle des grandes infrastructures, comme l'aéroport de Lille-Lesquin, la gare TGV de Lille (ce qui posera le problème des dessertes et éventuellement de la prolongation des lignes de métro en Belgique), de l'Euroligne de Roubaix (le câble franchira-t-il la frontière ?).

BASSE-NORMANDIE

Difficultés financières
pour le stade Malherbe

UN audit financier du club de football de Caen vient d'appor-ter au sénateur maire, M. Jean-Marie Girault, et au conseil d'administration du stade Malherbe d'intéressants et inquiétants éléments de réflexion. Si le club, joutant en première division pour la quatrième saison, affiche de bons résultats sportifs, sa situation financière se révèle très fragile. La clôture de l'exercice 1990-1991 se solda par un déficit de 16 millions de francs sur un budget de 42 millions de francs. Le budget de la saison en cours entraînerait au 31 décembre 1991 une perte complémentaire de l'ordre de 7,5 millions de francs !

« Il nous faut trouver rapidement 25 millions de francs », commente le maire. De nouvelles entreprises sont sollicitées pour s'engager dans la voie du partenariat et un appel est lancé en direction des collectivités pour qu'elles s'engagent financièrement. L'épineuse question d'une subvention exceptionnelle doit être examinée par le conseil municipal du lundi 21 octobre.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Jacques-François Simon et de ses correspondants : Jean-Jacques Leroisier (Caen) et Jean-René Lore (Lille).

Un projet de statut pour les 550 000 élus

L'objectif est de faciliter l'accès de tous aux mandats communaux, départementaux et régionaux mais aussi d'assurer la transparence de leur nécessaire indemnisation

Le gouvernement s'est donc, enfin, décidé à sauter le pas. Au cours du conseil des ministres du mercredi 9 octobre, il a adopté deux projets sur les conditions d'exercice des mandats locaux. Deux, parce que cette réforme oblige à modifier l'ordonnance du 13 décembre 1958 sur l'indemnité des membres du Parlement, et que cela ne peut se faire que par une loi organique, alors que le reste du projet relève d'une loi simple.

Si la rédaction de ce texte implique qu'il soit définitivement approuvé avant le fin de l'actuelle session parlementaire, la charge de travail du Parlement à l'automne rend cela pratiquement impossible. D'autant que le gouvernement a décidé que la première chambre saisie serait l'Assemblée nationale, et que celle-ci est occupée par le budget jusqu'à la mi-novembre. Ce projet d'ailleurs va très probablement compliquer la discussion de ces projets au Sénat qui, en tant que « grand conseil des communes de France », ne supporte pas que le débat parlementaire sur les textes concernant les collectivités locales ne s'ouvre pas devant lui. Pourtant depuis 1982 et le premier rapport de M. Marcel Debarge, sénateur socialiste, obscur est bien convaincu de la nécessité d'un statut des élus locaux, et depuis le deuxième rapport du même Marcel Debarge, en 1990, les représentants des principales forces politiques sont d'accord sur les grands axes de la réforme que proposent aujourd'hui M. Philippe Marcbad, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Un salaire
pour le dévouement

Le plus spectaculaire dans ce projet est bien entendu la stricte réglementation des indemnités qu'il prévoit. Celle-ci existait déjà pour les maires, mais les conseillers généraux et régionaux se les voyaient sans contrainte, ce qui entraînait bien des abus. Il est proposé qu'elles soient d'ores et déjà toutes calculées par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ; c'est-à-dire qu'elles équivalraient à un pourcentage du salaire d'un administrateur civil (en général un ancien élève de l'ENA) ayant de dix à douze ans d'ancienneté, qui est, en octobre 1991, de 19 300 francs brut par mois ; ainsi elles évolueraient exactement comme les traitements des fonctionnaires, ce qui était déjà le cas pour les maires. Les collectivités locales garderaient toutefois une marge de liberté puisque les indemnités fixées dans le projet ne sont que des plafonds ; il leur serait donc possible d'accorder davantage à leurs élus.

Autre changement sensible, ces indemnités seraient dorénavant fiscales, ce qui n'est pas le cas jusqu'à maintenant, puisqu'elles sont considérées comme un simple remboursement de frais. Mais elles ne le seraient pas en totalité, puisque il est prévu qu'un décret en Conseil d'Etat fixerait la fraction de cette indemnité qui sera considérée comme « représentative de frais d'emploi », et qui ne sera donc pas soumise à l'impôt. L'impact de l'entente du ministre de l'Intérieur, le gouvernement a l'intention de limiter les effets de la fiscalisation pour les maires et adjoints des petites communes, voire d'exonérer totalement d'impôt les élus des villages de moins de 1 000 habitants. C'est dire que les chiffres qui vont être donnés, et donc que leur effet sur les revenus des élus dépendra de la tranche d'imposition dans laquelle ils se trouvent, et de la part de l'indemnité qui sera finalement considérée comme frais. C'est dire, aussi, que les comparaisons avec la situation antérieure ne sont pas rigoureuses.

Mais
aux cumuls

Une nouvelle règle, elle rigoureuse, va mettre à mal les revenus des élus qui cumulent les mandats, et surtout les fonctions dans les différents syndicats, sociétés d'économie mixte et établissements publics dépendant de leur commune. Il est proposé qu'aucun d'entre eux ne puisse percevoir au titre de ces différentes fonctions, plus d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base, soit plus de 42 952,5 francs brut par mois. Curieusement, dans l'état actuel du projet cette règle ne s'applique pas aux parlementaires eux-mêmes, qui pourraient donc cumuler diverses indemnités d'élus locaux.

En revanche, la règle ancienne qui voulait qu'un député, ou un

sénateur, ne touche que la moitié de son indemnité de maire ou d'adjoint est étendue aux membres du Parlement européen et concerne les sommes reçues en tant que membre, ou président, des conseils généraux ou régionaux ; c'est l'objet du projet de loi organique.

Les indemnités des maires et de leurs adjoints continueront donc à varier avec le nombre d'habitants de la commune, mais selon un barème de 10 strates et non plus de 16, comme c'est le cas aujourd'hui. Surtout, l'indemnité brute serait sensiblement revalorisée. Ainsi le maire d'une commune de moins de 500 habitants, qui touchait 1 506 francs par mois, recevrait 12 % de l'indice de référence, soit 2 364 francs. Celui d'une ville de 5 000 à 9 000 habitants passerait de 5 542 à 8 472 francs (43 % de l'indice), alors que celui d'une ville de 30 000 à 80 000 toucherait 12 806 francs (65 % de l'indice) ou lieu de 10 333 francs. Au sommet de la grille se trouvent les maires de Paris (celui-ci recevrait en plus l'indemnité de président de conseil général), de Lyon et de Marseille, qui bénéficieraient de l'indice de

référence plus 15 %, soit 22 657 francs. Les adjoints recevraient 40 % de l'indemnité de leurs maires. Et, nouveauté, les conseillers municipaux des villes de plus de 100 000 habitants seraient aussi indemnisés, mais dans la limite de 50 % de ce que recevrait le maire d'une commune de moins de 500 habitants. Ceux de Paris, Lyon et Marseille auraient une indemnité équivalant à 30 % de celle de leur maire.

Les conseillers généraux
et régionaux remis au pas

Le principal changement concerne les conseillers généraux et régionaux, puisqu'il est proposé qu'ils soient dorénavant indemnisés selon le nombre d'habitants de leur collectivité. Ainsi le conseiller général d'un département de moins de 250 000 habitants recevrait 7 800 francs brut par mois (40 % de l'indice de référence), alors qu'actuellement, dans les 21 départements concernés, il reçoit entre 2 658 et 12 459 francs net, selon la décision de l'assemblée départementale. De même celui d'un des 31 départements de

500 000 à 1 million d'habitants toucherait 11 700 francs (60 % de l'indice), alors qu'actuellement son indemnité varie de 3 100 à 15 293 francs. Dans les 7 départements les plus peuplés, l'indemnité serait de 13 650 francs (70 % de l'indice), mais les conseillers de Paris pourraient cumuler cette indemnité avec celle reçue au titre de conseiller municipal. Ainsi l'indemnité s'accroîtrait dans 78 départements, mais baisserait dans 22.

Même principe pour les conseillers régionaux. Ceux des 10 régions de 1 à 2 millions d'habitants recevraient 9 750 francs (50 % de l'indice), alors qu'actuellement ils reçoivent entre 6 043 et 11 877 francs selon les cas. De même ceux des 4 régions de plus de 3 millions d'habitants, qui touchent entre 6 945 et 22 673 francs, recevraient 13 650 francs (70 % de l'indice). C'est dire que, si l'indemnité augmentait dans 17 régions, elle diminuerait dans 5. Mais les conseillers régionaux, comme les conseillers généraux, pourraient recevoir aussi une indemnité de déplacement.

Les présidents des assemblées

départementales et régionales recevraient une indemnité égale à l'indice de référence plus 30 %, c'est-à-dire 25 350 francs, soit moins que l'indemnité parlementaire de base (28 635 francs). Les membres du bureau ne pourraient recevoir que 10 % de plus que les conseillers généraux ou régionaux de base.

Des salaires
protégés

Indemniser, certes, c'est bien. Faut-il encore que les salaires ne soient pas rebuts par les difficultés faites à ceux d'entre eux qui détiennent un mandat local. C'est l'objet de la première partie du projet de loi. Ainsi leurs employeurs seraient contraints de les autoriser à s'absenter pour participer aux réunions de leurs assemblées. Ceux qui ne touchent pas d'indemnités de fonction pourraient être indemnisés de leur perte de salaire, dans la limite de vingt-quatre heures par an et d'une fois et demie la valeur horaire du SMIC.

De même certains d'entre eux bénéficieraient d'un crédit d'heures pour leur travail hors séances officielles. Il serait de l'équivalent, par mois, d'une semaine de travail pour les maires des villes de plus de 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents et vice-présidents de conseils généraux et régionaux ; d'une demi-semaine pour les maires de communes de moins de 10 000 habitants, les adjoints de celles de moins de 30 000, et les conseillers généraux et régionaux ; d'un cinquième de semaine pour les adjoints des communes de moins de 10 000 habitants, les adjoints d'arrondissement de Paris, de Lyon et de Marseille, les conseillers municipaux de villes de plus de 100 000 habitants.

Dans ces deux cas, l'entreprise pourrait retenir le salaire correspondant, mais les droits sociaux seraient maintenus pendant ces absences, et cela ne pourrait être la cause ni d'un licenciement, ni d'un déassement professionnel, ni d'une sanction. Les maires des villes de plus de 10 000 habitants, les adjoints de celles de plus de 30 000, les présidents de conseils généraux et régionaux, pourraient décider d'abandonner leurs activités professionnelles pour se consacrer totalement à leur mandat. Dans ce cas ils seraient affiliés au régime général de la Sécurité sociale, et bénéficieraient, comme les parlementaires, d'une possibilité de retrouver leur emploi à la fin de leur mandat.

Une maigre
retraite

Tous les élus auraient aussi droit à une formation permanente. Elle pourrait être, au maximum, de six jours pour la durée d'un mandat. Les frais de déplacement, de séjour, d'enseignement seraient pris en charge par la collectivité locale, qui pourrait aussi indemniser la perte de revenu dans la limite de une fois et demie la valeur horaire du SMIC. Mais les voyages d'étude, dont sont si friands les conseils généraux, ne pourraient être organisés au titre de cette formation ; de plus ceux-ci devraient avoir un lien direct avec l'intérêt de la collectivité, et leur coût prévisionnel devrait être publié.

L'amélioration des retraites des élus locaux paraît bien modique à tous ceux qui espèrent que la collectivité saurait se montrer reconnaissante envers ceux qui ont consacré une partie de leur vie à se dévouer pour elle. Mais le ministre des finances a estimé que le coût d'une reconnaissance de pension pour les maires des petites communes serait trop élevé. Chacun continuerait donc à ne percevoir qu'une retraite calculée en fonction de ses cotisations passées, ce qui est bien peu, sauf pour les élus d'un conseil général ayant mis en place une caisse particulière. Dans le projet il est prévu que tous les élus, et non plus simplement les maires comme actuellement, pourraient cotiser à une caisse de retraite complémentaire, l'IRCANTEC. Ceux qui profiteraient de la possibilité d'arrêter toute activité professionnelle seraient affiliés au régime général de la Sécurité sociale. Les autres pourraient se constituer une retraite par rente (capitalisation), leur collectivité participant pour moitié à la constitution de celle-ci.

Le projet prévoit que cette réforme entrerait en application à l'occasion des élections cantonales de mars prochain. Mais cela implique qu'il soit définitivement voté avant. Ce n'est certainement pas le seul point qui risque d'être modifié, voire amélioré, au cours des débats parlementaires.

Th. B.

La double vie d'un cadre-maire

BEAUMONT-SUR-OISE
de notre envoyé spécial

Il faut une belle santé pour mener la double vie de Fabrice Millereau, salarié d'une entreprise agroalimentaire la moitié de la semaine et premier magistrat de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) le reste du temps. Heureusement, ce père de famille d'une quarantaine d'années, portant moustache brune à la gauloise et sourcil en broussaille, est une force de la nature. Du haut de son mètre quatre-vingt-dix, solide comme le roc, il ne craint nullement les semaines de soixante-cinq heures.

Levé à six heures et demie, il commence sa journée d'élu par une tournée en ville en compagnie du chef des services techniques. Inspection des berges de l'Oise, halte sur le chemin du gymnase intercommunal, visite de la zone artisanale, retour par le centre-ville. M. le maire examine la pose des pavés de la future rue piétonne, rassure les commerçants.

Ensuite, les rendez-vous s'enchaînent sans interruption. Dix heures : conseil d'administration à l'hôtel. Dix-sept heures : entrevue avec le capitaine des pompiers. Dix-huit heures : réunion du conseil municipal. Dix-neuf heures : réunion de la commission des finances municipales. Jeudi soir : séance de travail avec les adjoints. Pas de repos le samedi et le dimanche, car M. le maire entretient, maire, homme, citoyen, « de presse plus de quarante heures en mairie, mais ce n'est pas suffisant, pour une ville de 9 000 habitants », estime M. Millereau.

« Pourtant, la vie de famille

s'en ressent », proteste légèrement son épouse, institutrice, qui aimerait bien le voir plus souvent. Elle se dispenserait aussi, parfois, d'assister aux remises de médailles, aux concours de jardins fleuris, aux bals de la police ou aux repas des anciens que le maire se doit d'honorer.

Le mandat d'élu local n'a évidemment pas que de bons côtés. « J'ai dû sacrifier ma carrière pour m'occuper de Beaumont. J'ai fait une croix sur les augmentations de salaire et les primes de fin d'année », explique Fabrice Millereau. Il s'estime heureux d'avoir pu obtenir un poste à mi-temps. « La Socopa, importante société spécialisée dans le marché de la viande, où il travaillait depuis treize ans en qualité de statisticien. « On ne m'a jamais reproché de ne pas faire d'heures supplémentaires. Toutefois, le risque de ne pas récupérer mon poste à plein temps si je perds le maire. »

Un Beaumontois
pure souche

Son demi-salaire s'élève à 7 000 francs net mensuels, auxquels s'ajoute une indemnité de maire de 8 000 francs. Il reverse 500 francs à l'association Beaumont 2 000 (diverses guiches), qui lui a permis d'être élu, en prévision des prochaines échéances municipales. « Je gagne donc 14 500 francs net par mois. Mais il conviendrait de déduire les frais liés à ma fonction : représentation, essence, automobile. De plus, j'ai perdu le droit à une retraite complémentaire depuis que je travaille à mi-temps. Mon pouvoir d'achat a diminué depuis que je suis maire. » Fabrice Millereau ne cache pas sa déception devant le projet de statut de l'élu. « Si j'en

crois mes calculs, je recevrai 2 000 francs de moins après fiscalisation. J'aimerais encore mieux que l'on ne change rien. »

Pourtant, ce Beaumontois pur-souche, militant associatif de toujours, exclu du Parti socialiste en 1989 pour s'être maintenu contre le candidat officiel, n'a aucune envie de renoncer à l'écharpe tricolore, au moment où les ambitions qu'il nourrit pour sa municipalité commencent à prendre forme. « Depuis que notre équipe est au pouvoir, la ville a cessé de rattrapper. Nous avons fait venir une dizaine d'entreprises, nous avons obtenu une brique d'autoroute à l'entrée de la zone d'activités. nous avons modernisé le centre-ville. » Fabrice Millereau n'est pas fier, entre autres, d'avoir sauvé le Beaumont-Palace, un vieux cinéma des années 50, remis à l'honneur par Eddy Mitchell dans l'émission de télévision « La dernière séance ».

Bien que la moitié des actifs travaillent à Paris ou dans la commune voisine de Persan, le maire se refuse à concéder Beaumont comme une « cité-dortoir » de la capitale. Il se plect à énumérer les avantages de ce qu'il considère comme une « petite ville de province » : huit banques, un hôpital, une piscine, un lycée, un bureau de poste, une trésorerie principale, un centre d'examen du permis de conduire.

Pour mieux défendre les couleurs de Beaumont-sur-Oise, il a l'intention de se présenter aux élections cantonales, sur une liste écologiste. S'il gagne, il prendra le risque de démissionner de son deuxième mandat.

R. R.

BLOC-NOTES

dans une politique globale de gestion des ressources humaines dans les collectivités locales. Les intervenants feront le point sur les systèmes d'indemnisation et sur les perspectives du nouveau régime indemnitaire tel qu'il est défini par la loi du 28 novembre. Fondation pour la gestion des villes, 68, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70. Informations et collectivités locales. — Quelque 140 exposants doivent présenter, du mardi 22 au jeudi 24 octobre au CNIT Paris-La Défense, un large éventail de l'offre appliquée aux collectivités territoriales, lors des VII^{es} Journées d'Informations et de Collectivités. Des conférences et des ateliers auront aussi au programme de ces journées, qui se termineront par la remise de puces de soutien aux maires qui utilisent au mieux l'information pour améliorer le travail de leurs agents et le service rendu à la population.

Journées d'Informations et de Collectivités locales, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 40-41-05-50.

AGENDA

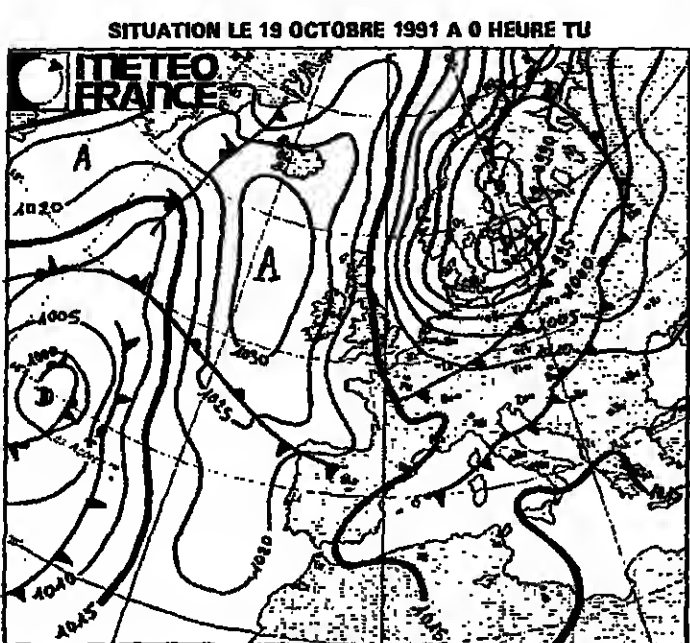
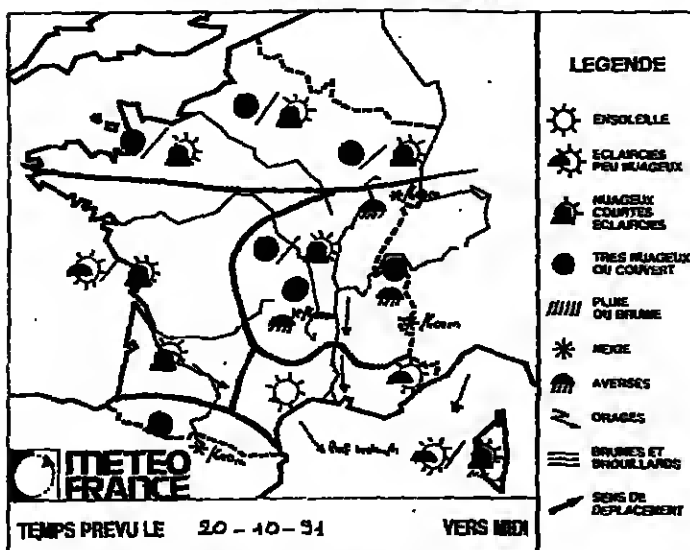
Développement local. — Le Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL) organise les Rencontres des acteurs du développement local, lundi 28 et mardi 29 octobre, à Angers. Il devrait présenter les résultats d'un recensement lancé auprès des villes de plus de 5 000 habitants, des conseillers généraux et régionaux et des compagnies consulaires. Ce recensement a pour but de dresser une carte des lieux les plus actifs et de remettre neuf prix du développement local. — Recensements. — L'intérêt de la presse. — C'est un dossier brûlant qui sera à l'ordre du jour de la journée d'études du mercredi 30 octobre organisée à Paris par la Fondation pour la gestion des villes. L'instauration d'un régime de primes ou d'indemnisation individuel doit en effet s'intégrer

PUBLICATIONS

Guide des innovations sociales. — L'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des départements (ANDASS) vient de publier un Guide des innovations sociales des départements, plus spécialement destiné aux responsables locaux à la recherche d'une solution adaptée à leurs besoins. L'ouvrage se présente sous forme de fiches qui donnent une description précise de l'action considérée comme innovante par le département concerné, des bénéficiaires et des modes de financement. Le classement thématique facilite l'accès et permet d'appréhender la philosophie des approches par départements. — Guide des innovations sociales des départements, 343 pages, 100 F. Éditeur : Direction de la vie sociale, 2-16, bd Soufflot, 92015 Nanterre Cedex.

MÉTÉOROLOGIE

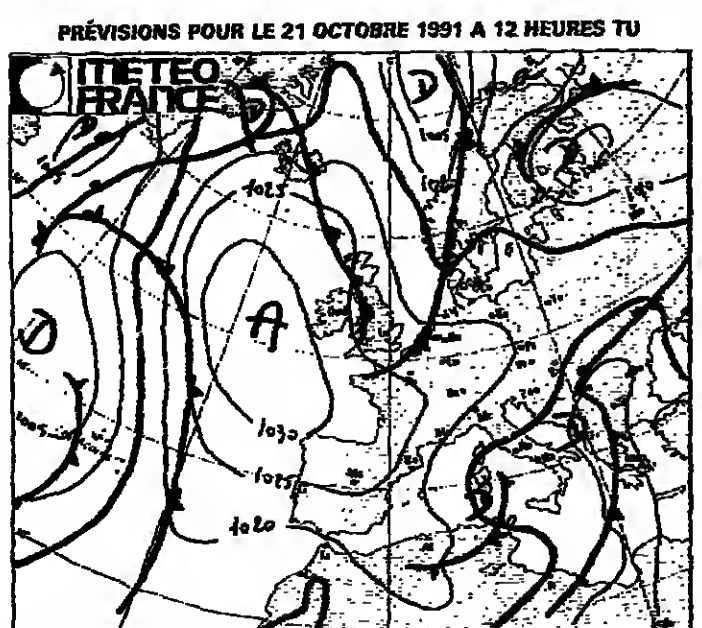
Prévisions pour le dimanche 20 octobre 1991
Froid et souvent gris
Fort mistral et tramontane



Lundi 21 octobre : averses dans le Sud-Est. Sur les régions alpines, le temps sera médiocre une grande partie de la journée. Des averses parfois fortes de pluie ou de neige au-dessus de 500 mètres seront fréquentes le matin, plus éparpillées l'après-midi où elles s'élanceront avec quelques éclaircies.

Sur le littoral méditerranéen, passages nuageux mais belles éclaircies.

Sur le reste du pays, les brouillards ou la brume seront de règle le matin, mais l'après-midi, un début d'amélioration se fera sentir. Le soleil fera de timides percées, hormis sur le Nord-Ouest où il sera très voilé.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
le 18-10-1991 à 18 heures TU et le 19-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	12	10	C	LOS ANGELES	24	15	D
ALGER	12	10	10	10	LUXEMBOURG	18	10	P
BARCELONE	12	10	10	10	MADRID	18	10	P
BELGRADE	12	10	10	10	MARRAKECH	24	10	P
BOMBAY	12	10	10	10	MEXICO	24	10	P
BURNO	12	10	10	10	MILAN	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	MONTREAL	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	MOSCOW	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	NAGASAKI	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	NEW-YORK	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	OSLO	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	PALMA-DE-MAJORCA	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	PARIS	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	PRAGUE	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	ROME	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	SINGAPOUR	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	STOCKHOLM	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	SYDNEY	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	TOKYO	24	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	TORONTO	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	VIENNE	18	10	P
CHENNAI	12	10	10	10	YOKOHAMA	24	10	P

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans le Monde radio-télévision ; < film à éviter ; < On peut voir : < < Ne pas manquer ; < < Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 19 octobre

TF 1	Sex et parastrophes
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !	0.35 Cinéma : Blaze.
22.35 Magazine : Ushuaïa.	
23.35 Magazine : Formula sport.	
0.30 Journal et Météo.	
A 2	LA 5
20.45 Magazine : La nuit des héros.	20.50 Série : Maxime et Wanda.
22.30 Sport : Basket-ball.	22.30 Feuilletton : Shogun.
0.50 Journal et Météo.	23.25 Journal de la nuit.
FR 3	M 6
0.00 Magazine : L'Heure du golf.	20.40 Téléfilm : Cinq qui coûtent.
0.30 Sport : Tennis.	22.20 Danger... Séducteur.
CANAL PLUS	0.00 Six minutes d'informations.
20.30 Téléfilm : Le Combat de Jane Roe.	0.05 Musique : Raptine.
22.00 Les Nuls... l'émission.	
22.50 Flash d'informations.	
23.00 Le Journal du cinéma.	
23.04 Cinéma : Le Soulier de satin.	

Dimanche 20 octobre

TF 1	19.50 Ce carton.
13.20 Série : Hooker.	20.20 Dis Jérôme... ?
14.45 Spécial sports : Rugby.	20.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
16.35 Disney parade.	20.30 Cinéma : Contre-espionnage.
18.00 Magazine : Téléfoot.	22.35 Flash d'informations.
A 19.00 Loto sport.	22.45 L'équipe du dimanche.
Magazine : 7 sur 7.	1.25 Téléfilm : Le Gang des tractions.
19.05 Magazine : L'Animal.	
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.	
20.40 Cinéma : L'Animal.	
22.30 Magazine : Cinq dimanche.	
22.35 Cinéma : Les Jours Années d'une reine.	
0.25 Journal et Météo.	
A 2	LA 5
13.25 Dimanche Martin.	13.20 Série : Inspecteur Morse.
(et à 15.50).	15.05 C'est quoi ça ?
14.55 Série : M. G. G.	15.15 Théo à Longchamp.
17.40 Documentaire : L'équipe Courtois à la redécouverte du monde.	15.50 Série : Un privé nommé Styler.
18.25 Magazine : Stade 2.	17.25 Divergence : Dimanche et la Belle.
19.25 Série : Maguy.	19.00 Magazine : Dimanche 19 h.
19.50 1, 2, 3, Théâtre.	Elle-même.
20.00 Journal et Météo.	Invité : Michèle Barach et Pierre-Gilles de Gennes.
20.45 Série : Meurtre avec préméditation.	20.00 Journal et Météo.
22.30 Magazine : Bouillon de culture.	20.40 Journal des courses.
23.55 Documentaire : Mathusalem.	20.50 Cinéma : Neuf semaines et demi.
0.40 Journal et Météo.	22.55 Magazine : Reporters.
FR 3	23.55 Magazine : Top chrono.
13.50 Magazine : Faut pas rêver.	0.45 Le Club du télé-achat.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.	
17.15 Magazine : Montagne.	
18.15 Magazine : A vos amours.	
19.00 La 19-20 de l'information. Grand témoin : François Gaudier. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	
20.05 Série : Benny Hill.	
20.40 Cinéma : Festival international des jeunes écoles de cirque à Vézère.	
22.00 Magazine : La Diva. Invité : Daniel Gelin, comédien.	
22.25 Journal et Météo.	
22.40 Histoire de voir.	
22.45 La Fête des géants.	
0.30 Musique : Carnet de notes.	
CANAL PLUS	LA SEPT
12.35 Sport : Rugby.	15.50 Documentaire : Tambours battants.
14.30 Téléfilm : Nick Mancuso, le prétendant.	16.45 Documentaire : Joseph Brodsky, poète russe.
16.35 Documentaire : Rendez-vous avec le mort.	17.45 Téléfilm : Oranges are not the only fruit (2e partie).
17.05 Les Nuls... l'émission.	19.05 Documentaire : L'anthropographe.
17.55 Le Journal du cinéma.	20.00 Documentaire : L'héritage de la chouette.
18.00 Cinéma : Le Plus Escroc des deux.	20.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
19.45 Flash d'informations.	20.30 Cinéma : Loyauté.

CHAMPS ÉCONOMIQUES

CARNET DU Monde

Décès

On annonce avec tristesse le décès, à quatre-vingt ans, de **Alma BÉRES**, maître de conférences à l'université Paris-IV-Sorbonne, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

De la part de Marine, sa fille, Pierre Bérés, son père, Hugues Bérés, sa mère, ses frères et sœurs, ses collègues et amis.

L'inhumation a eu lieu le 17 octobre, dans la stricte intimité, dans le caveau familial du cimetière de Passy.

Une messe sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 18 heures, à l'église du couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8.

Le président de l'université Paris-Sorbonne, Le président du CELSA, Le directeur du CELSA, Le conseil de département de journalisme, Ses collègues et ses étudiants, annoncent avec tristesse le décès, à quatre-vingt ans, de **Alma BÉRES**, maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques.

L'inhumation a eu lieu le 17 octobre, dans la stricte intimité, dans le caveau familial du cimetière de Passy.

Une messe sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 18 heures, à l'église du couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8.

Ses familles de Michel, Thérèse, Daniel, Agnès et Didier Bernu, Les parents, Alliés et amis, ont le chagrin de faire part du décès de **M. Martial BÉRES**, né Suzanne Denis, survenu à Bistings-Publie, le 17 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Publie, le lundi 21 octobre, à 15 heures, suivie des obsèques en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat, le samedi 22 octobre, à 16 heures.

Prise pour elle : La famille ne reçoit pas.

Le président de la Chambre syndicale des théâtres de France, Le conseil d'administration, Et les membres de la chambre syndicale, ont la douleur de faire part du décès de leur ami **Suzanne LAFAYE-QUENTIN**, secrétaire générale du CFPL.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 21 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15.

Remerciements

M. et M. Jean-Denis Morat, Et toute la famille, ont touchés par les marques de sympathie qui leur ont été manifestées à l'occasion du décès de **M. Jean MORAT**, exprimant à tous leur sincère reconnaissance.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Pas faciles à démonter. - II. Il en faut pour faire la guerre. Nouvelle, pour les chrétiens. - III. C'est dur quand elle n'est pas petite. C'est souvent quand ils sont classés qu'on demande à les voir. - IV. Pas brillant. Changent avec le temps. On se réjouit quand on en voit le bout. - V. Dubile. Très léger. - VI. Une nappe dans l'Hérault. Au plus haut niveau. Provoqué par un micro-organisme. - VII. Mangé rapidement. Note. Une danse pas très vive. - VIII. Un langage confus. Il y en a cinq sans compter le bon. - IX. Parfait plus douce quand elle est peignée. Peut être exposée au salon quand elle est morte. - X. Quand elle éclate, on descend dans la rue. Il faut évidemment éviter de lui casser la tête. Dieu. - XI. Une place très sombre. Un point de repère. XII. Elle très mal mariée. Un homme qui se moque méchamment. - XIII. Lisère. Plat. Un jazz coloré. Pronom. - XIV. Bonne, n'en rien à envier à une duchesse. Court en Australie. Visible dans un laboratoire. - XV. Outragement une reine. Pas uni. Les uns et les autres.

VERTICALEMENT

1. Qui peut donc aller sans inquiétude à la chasse. Mis quand on va trop loin. - 2. Pronom. Est parfois appelé compaignon quand il est petit. Peut satisfaire un appétit d'oiseau. - 3. Entre dans le décor. Ville d'Espagne. - 4. Quand on en fait, on en jette. Fournit des noix. Circule en Roumanie. - 5. Puce qu'on peut trouver dans un lit. Un agrément étranger. - 6. Un sport qui exige du ressort. Repousser du pied. - 7. Une victime de la jalousie. Présenté sur un plateau. - 8. Comme certaines terres. Des jours pas ordinaires. - 9. A tout son « temps » devant lui. Louis, pour un Suisse. Tranche de melon. - 10. Symbole. Est bouclée naturellement. Qui a donc bien dégusté. - 11. Réclamer un autre morceau. Participer. Dernier délai pour un paiement. - 12. Poème. Susceptible d'anéantir du poids. - 13. Mettre à cran. Pronom. Peut se dire quand on commence à se connaître. - 14. Quand elle est de ménage, il y a des éclats. Pas gracieuses. - 15. Préposition. Peut apporter un complément d'informations. Attitude de chien.

Solution du problème n° 5631

Horizontalement

I. Parachute. - II. Huitre. As. - III. le. Epris. - IV. Lucie. Ino. - V. Agrasse. - VI. T. ANPE. - VII. Oort. As. - VIII. Libraire. - IX. lo. Die. - X. ENA. Etols. - XI. Sasseas.

Verticalement

1. Philatélie. - 2. Aurige. Ions. - 3. Rieur. Ob. Ae. - 4. At. Record. - 5. Créées. Rales. - 6. Hep. Satiété. - 7. Rien. Or. - 8. Tain. Paella. - 9. Essordes. Es.

GUY BROUÏT

مكتبة المصطفى

CULTURE

THÉÂTRE

Yannis Kokkos entre Troie et Mycène

Le scénographe d'Antoine Vitez et de Jacques Lassalle présente à la Comédie-Française « Iphigénie » de Racine

Antoine Vitez avait choisi de monter Iphigénie dans la scénographie de Yannis Kokkos, en coproduction avec le Théâtre national de Strasbourg - Jacques Lassalle en était alors directeur, - où le spectacle a été créé. Yannis Kokkos a repris le projet. Il prépare à l'Opéra Bastille son Boris Godounov déjà mis en scène à Bologne. Et pour Cardiff, Tristan et Isolde. Comme il nous l'a expliqué, il ne sera plus scénographe que de lui-même.

« Par le dessin, dit Yannis Kokkos, j'ai toujours voulu capter l'espace de la scène. Un espace que j'imagine habité par les acteurs mythiques de ce temps, grecs et étranges. C'est-à-dire, je le sais, surtout des auteurs anglo-saxons, ou bien d'Europe centrale. Plus que sa clarté, l'obscurité de la Grèce m'a marqué. L'auteur le plus proche de nous est Kafka. C'est vrai. Nous nous retrouvons dans sa sensibilité, dans les rapports qu'il instaure entre l'individu et l'État, dans son univers labyrinthique... »

« Mon travail est nourri de cette obscurité, de cette lumière violente qui ne révèle pas les choses, mais les modifie, les rend plus mystérieuses. Et moi, je voudrais élucider ce mystère. Autre chose : la Grèce que j'aime fait la jonction entre l'Orient et l'Occident. Entre Mycène et Troie, elle est le carrefour où naît la civilisation. Si on parle théâtre, on voit qu'Eschyle, le premier tragique, a exprimé dans les Perses, ce que nous ne disons pas l'admiration bête envers l'ennemi et son égoïsme, mais un appel à la compréhension, comme l'a fait Gœtze avec les Parvains. C'est ça, la civilisation : le contraire de la haine. »

« Si je cherche mes influences, je les trouve au cinéma : chez Paradjanov, qui regarde sa Géorgie en poète enfantin et anonyme, ou Pasolini, qui a révélé le Quattrocento à partir d'une vision magnétique de l'Orient. Dans ces regards, il y a la réalité et l'illus-

toire. Il y a une histoire personnelle et un rêve collectif, une démarche qui rappelle la culture byzantine, où se sont unis la Grèce et l'Orient, et c'est ça qui m'intéresse. Mon travail va dans deux directions : Vers l'ascétisme avec Jacques Lassalle, vers le baroque avec l'Opéra, avec Vitez aussi, qui m'a apporté son extrême rigueur réaliste et le goût du langage. »

« J'aimais imaginer des acteurs dans un espace, j'ai appris à aimer les mots : j'en suis arrivé logiquement à la mise en scène. L'expérience de l'école de Chaillet a été déterminante. Vitez m'avait confié une classe, j'ai travaillé avec les élèves sur la façon dont, à partir d'un tableau, on peut raconter des échos purement théâtraux. Nous avons pris la Déposition du Christ de Tintoret, la Ronde de nuit et nous sommes arrivés à prolonger l'image sur une situation cinématographique. Un peu sur le modèle d'Asia Djebar, romancière tunisienne qui, dans son livre Les Femmes d'Alger entre elles, est partie du tableau de Delacroix, se l'est approprié pour redonner quelque chose de très intime sur sa propre culture. »

Relier le contemporain à une mémoire très ancienne

« Le travail à l'école a été comme une illumination. Il a provoqué en moi le désir d'aller plus loin. Le théâtre, pour moi, est une façon de relier le contemporain et une mémoire très ancienne. Une façon de passer par les acteurs pour exprimer des émotions très secrètes. Des acteurs précis. Quand j'ai fait les décors du Soulier de fer, j'ai pensé à la Grèce, à l'Antiquité. J'ai imaginé Didier Sandre au milieu de la mer, Robin Remond devant Mogador... J'ai besoin de penser à une présence particulière, à la dégradation d'un corps dans l'espace, d'une voix. »

« Ma première mise en scène a été la Princesse blanche, œuvre vaine de jeunesse, que j'ai mis dix ans à réaliser. Le texte m'avait brûlé.

quand j'étais en grec. J'étais obsédé par l'image de deux visages ensemble, celui d'Edith Scob et celui de Mireille Perier. Je ne pensais pas continuer, mais Franco Quadri qui dirigeait le Festival de Gênes - la ville démolie par un tremblement de terre - m'a demandé l'Orésile de Xenakis. Je suis arrivé en fin d'après-midi, j'ai reçu un choc. Les gens portaient les vêtements de leurs parents morts, ils avaient retrouvé des attitudes antiques, une façon de marcher, de laisser pendre leur veste sur l'épaule... Sur les ruines du village, il y avait mille personnes, qui allaient interpréter la terrible famille des Atrides sur les débris de leur propre maison. Ils n'étaient pas acteurs, Agamemnon, c'était le gref-

« A Bologne, j'ai fait les décors de Don Carlos pour André Serban. Et là, j'ai reçu un extraordinaire cadeau : Boris Godounov. Je suis plus bête brûlée qu'on ne le pense puisque j'ai accepté. Les conditions de travail sont semblables aux mêmes qu'un théâtre, si l'on excepte la rapidité du travail, mais ça ne me gêne pas beaucoup. Je prépare très longtemps, et la première fois qu'on entend l'orchestre, le spectacle prend une telle dimension fantastique. »

« J'ai accepté Iphigénie pour des raisons très précises. Je devais faire les décors avec Antoine. Nous devions commencer à travailler le jour même de la mort. Nous n'avons jamais parlé, sinon je ne l'aurais pas fait, j'en aurais pas été capable. J'ai senti une sorte de petite troupe à l'intérieur de la grande troupe. Nous avons travaillé à partir de Poussin, parce qu'il se situe à la frontière de l'imagination et de la réalité. Le jeu doit se situer à cette même frontière entre une gestuelle très travaillée et l'émotion la plus directe. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Comédie-Française, à 20 h 30, depuis le 17 octobre, en alternance.

LECTURE

Un entretien avec M^{me} Evelyn Pisier

« La fureur de lire » est un travail de longue haleine nous déclare le directeur du livre au ministère de la culture

La troisième « Fureur de lire » battait son plein en France ce week-end. Ses deux premières éditions avaient rencontré un incontestable succès. Atomisée en une multitude d'initiatives, des plus modestes aux plus ambitieuses, la fête du livre tenta de promouvoir une « pratique » culturelle menacée. Ce caractère festif, spectaculaire et public, lié à une activité essentiellement privée, ne pouvait que croiser les critiques virulentes à l'égard de ce que Marc Fumaroli a appelé « l'État culturel » (voir le Monde des 6 et 26 septembre). M^{me} Evelyn Pisier, directrice du livre au ministère de la culture, nous a donné son sentiment sur cette fête.

« La fureur de lire » a-t-elle été une troisième année. Quels enseignements tirez-vous des deux premières éditions ?

« Avant de parler de bilan, je parlerais volontiers de sens. On est dans une atmosphère polémique. Dans le débat sur l'action du ministère de la culture et de la direction du livre, on peut se poser certaines questions, et bien entendu elles se posent aussi à propos de « La fureur de lire ». Il faut d'abord prévenir les confusions. Certains considèrent que c'est une fête sans lendemain ou bien, plus grave, qu'elle n'est destinée qu'à faire oublier ce que l'État ne fait pas. En fait, c'est exactement le contraire : « La fureur » est un travail de longue haleine, sur toute l'année, avec les porteurs de projets, qui sont liés d'une manière ou d'une autre avec les ministères du livre. Il s'agit de faire la promotion du livre et de la lecture et de mettre en valeur les métiers du livre. »

« Cet aspect promotionnel et un peu spectaculaire lié à la

lecture ne vous dérange-t-il pas ?

« Non seulement cela ne me gêne pas, mais je considère que l'État est dans son rôle en faisant la promotion d'une activité dont on a dit précisément qu'elle est en péril. Grâce à cette fête, l'État donne à voir ce qui est fait souterrainement, or on sait bien à notre époque que ce qui n'est pas vu a forcément moins d'existence. Le sens du service public, c'est d'apporter un soutien là où l'initiative privée serait impuissante. Je ne crois pas à l'État culturel mais je crois vraiment au service public. Donc, accorder un soutien promotionnel, pas seulement au produit livre, mais aussi à l'activité de lecture et aux métiers qui les accompagnent, me paraît aller complètement dans le sens de la mission de l'État. »

« Cela dit, je suis heureuse qu'il y ait débat. La critique peut être constructive, ne serait-ce que pour corriger ici ou là. Mais il est triste de constater que le livre et la lecture servent d'alibi à des règlements de comptes politiques. S'il y a une cause qui ne devrait pas être politisée, c'est bien celle-là. Ce dérapage conduirait à oublier la distinction entre l'administratif et le politique. »

« La distinction est-elle si claire ? La ministre de la culture n'a-t-elle pas fatalement une ligne, une option politique à défendre et à promouvoir à travers son administration ?

« C'est exact. N'empêche qu'en France on a des mots pures, et dans ce débat sur la politique on ne sait pas toujours ce qu'on dit. Quand on parle de politique publique, on entend très souvent « publicitarie », politisation, et il y a quelque chose de malsain à perdre le sens et le contenu de cette notion. »

« Par ailleurs, quand les adversaires de « La fureur de lire » expriment, ils donnent l'impression

que c'est une fête massive, homogénéisante. En fait, elle est dirigée vers des publics très différenciés, et il y a là une source de pluralisme. En aucun cas ces manifestations ne sont là pour entraîner l'illusion que la lecture est donnée sans effort. »

« N'entraînent-elles pas cependant cette illusion, que le mot « fureur » renforce ?

« Non, je ne crois pas. Si l'on veut bien se renseigner et regarder de plus près, on se rend compte que, cette année, les initiatives de « La fureur » n'ont jamais été autant tournées vers l'idée de qualité, d'effort. Encore une fois, les publics sont différents, et il y a toute une série de manifestations qui ne se situent pas à la même hauteur. »

« Je veux bien qu'il y ait un débat sur le label. A vrai dire le mot « fureur » ne me plaît pas spécialement. Mais j'assume en revanche la notion de fête. La fête me semble relever des principes démocratiques les plus sains. Elle apparaît depuis la III^e République à l'espace public, qui est celui du citoyen. »

« Peut-on mesurer les effets de ces manifestations ? Doit-on en attendre une modification en profondeur de l'attitude face à la lecture ?

« Le livre et la lecture ne se prêtent pas bien à l'évaluation. On s'est aperçu cependant que les libraires vendent davantage et que les inscriptions augmentent notablement dans les bibliothèques qui organisent des animations. Si on ne parlait pas sur une modification de la place de la lecture dans les pratiques culturelles, on ne ferait rien. Mais il est d'autant plus difficile de mesurer cette modification que l'on est sur une attitude défensive. »

Propos recueillis par PATRICK KÉCHICHIAN

Les mots, l'amour, la chair

Cohen, dit par François Chattot et Clotilde Mollet
Joyce, dit par Hélène Vincent
Quand la littérature réchauffe les planches

DES BABOUINS ET DES HOMMES
de Bobigny
MOLLY BLOOM
d'Angers

On se méfie souvent des spectacles de théâtre « volés » à la littérature, manie trop systématique et souvent décevante que ne justifie pas toujours la rareté des textes contemporains. Mais Des babouins et des hommes, lu par Jean-Louis Houddin, qui s'était déjà taillé un beau succès avec Le Monde d'Albert Cohen, c'est miraculeux. Il en est arrivé à une telle complicité avec l'écriture qu'il donne à tous l'envie de le lire et le relire. Il en exprime, en grande intelligence, toute la fantaisie et le goût quelquefois provocant de la caricature. La verve joyeuse, parfaitement originale avec laquelle sont racontées les relations tumultueuses des hommes et des femmes. Au travers de la voix de l'homme, on entend le plus étonnant et amoureux dialogue de la femme.

Des Babouins et des hommes ont un nom à l'un des dix musées de la éducation consacrés dans Belle du Seigneur, où Cohen s'en prend sans ménagement aux hommes dont l'inconduite sentimentale rappelle parfois celle du primate aux fesses rouges. Le spectacle est réalisé avec une grande économie de moyens. Pas de décor, pas de lumières - c'est peut-être dommage car on pourra constater un léger déficit poétique, et deux acteurs seulement. Mais c'est François Chattot et Clotilde Mollet, jeune femme au visage incroyablement expressif, égale-

ment premier prix du violon. Elle s'accompagne pendant tout le spectacle.

Lui est bien ce « Don Juan de la société des nations », comme on l'a dit de Cohen et de son héros, Sotol. Grand, séduisant, mutin, Chattot est tout cela.

De son côté, à Angers, on rend un superbe hommage à Joyce, l'irlandais le plus fou. Dramaturge, Yves Premier. Mise en scène, Jean-Michel Dupuis. Interprète, Hélène Vincent, qui a trouvé là l'un de ses plus grands rôles.

Hélène Vincent est Molly Bloom, l'épouse modale, l'une des plus fortes voix de femme, parce qu'elle est directe, impudique, provocante. Après qu'en mille pages Joyce a montré le parcours imprévisible d'un parfait et imparfait Dublinois, Molly, sa femme, donne sa propre version d'une vie tout entière consacrée à l'observation des hommes.

Économique de moyens ici aussi. Pas de décor, mais des lumières très soignées de Gaille de Malglaive qui créent par petites touches une ambiance tantôt légère tantôt sombre, à l'unisson d'une mise en scène rigoureuse, au plus près de l'efficacité du texte, opposant une grande simplicité à la grande difficulté de rendre vivant le monologue.

Hommes et femmes, là comme chez Cohen, sont montrés avec une irrépressible drôlerie et une précision chirurgicale, une présence, une chair franchement appétissantes. De ces deux extraits d'auteurs incomparables surgissent deux spectacles cousins, très différents et pourtant si semblables dans leur accomplissement.

« Des Babouins et des hommes ». M. C. 93. Bobigny. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 21 heures. Dimanche 18 heures. Jusqu'au 17 novembre. Tél. : 48-31-11-45. « Molly Bloom ». Nouveau Théâtre d'Angers. Centre culturel Jean Vilar. Jusqu'au 28 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures (seul le 27). Centre d'animation Jean-Vilar. Tél. : 41-88-90-08.

MODE

Jean-Paul Gaultier : au bonheur des dames

C'est aux Tuileries que, cette saison, Jean-Paul Gaultier a planté son chapiteau. Deux mille cartons d'invitation en forme de jupettes ; un podium couvert de gazons ; des arceaux de toile à rayures trépassant ; et le défilé a commencé comme un concours d'élégance. Corsés, pousés, chapeautés, les mannequins fust des mices : revêtus les célestes. Oui, ce sont les Parisiennes de Gaultier. Une veste noire, un pantalon blanc, des capadrilles à semelles compensées, des gants noirs pour la touche de couleur. On reconnaît immédiatement l'allure, mélange de gouaille et de chic, guill-guill à l'histoire de la mode, aux pinifs fin de siècle ennuie aux silhouettes des années 50, taille d'abbé, pantalon cintré et mules en abricot.

Comme il fleurissait une boutonnière, Jean-Paul Gaultier s'amusait, ajoute encore et toujours de la fantaisie à la plus grande excentricité.

John Galliano : le plaisir

John Galliano n'a pas manqué à la tradition de se faire désirer pendant plus d'une heure, d'attiser l'excitation en faisant jouer la lumière et en envoyant la musique sur un podium vide, comme si l'on assistait à un défilé d'invisibles fantômes venus d'un château écossais. Et c'était presque des fantômes qui se sont enfin matérialisés, venus de quelque maison close. Plutôt les survivantes d'un séisme, surprises en pleine nuit, tirées de leur voluptés, égarées, languides, la démarche mal assurée, traînant la grâce de leurs boucles défilées, d'une lame de rimel sur leur joue pâle. A la hâte, sur les impalpables voiles transparents, déchirés, elles ont enfilé des redingotes d'incroyables à haut col, qui semblent faites de papier craquant mollicole, de suie raide, brochée, bariolée, on gris souris laissant deviner la doublure écossaise, ou d'un austère prince-de-gaules, le même que pour les pantalons collants à taille basse, les mini-jupes. Certaines ont pourtant pris le temps de se coiffer

d'introuvables chapeaux Marie-Antoinette, immenses, ornés de fleurs et de bouillonnés. Des bouillonnés, il y en a partout, sur les longues chemises en lambeaux, les fourreaux rapés, les crinolines à longue traîne de dentelle blanche. Ils entourent les seins, le rebondi des fesses, se posent sur les caracos, les poignoirs alanguis, les gaines, les bas grillés, les corsets blancs lacs d'oo fin cordon noir.

John Galliano habille d'un ébouriffant spectacle des lingeries comme toute sobres, échevelées de soie marron glacé, beige rosé, des fourreaux noirs les montants, qui dessinent des corps de rêve. Comme des gosses comblés, les spectateurs ont tout de suite nubié l'atmosphère. Ils ont fait on trompe aux mannequins, belles comme des poupées perverses, au garçon blond apparu le temps d'un éclair dans l'obscurité de la cabine.

C. G.



Le Paris qui ose de Thierry Mugler.

Thierry Mugler : rodéo-parade

Il était une fois la salle Wagram : un public secoué par chacune des apparitions sur le podium. Défilé, échevelé, peintu comme ses talons clous, violent comme ses crânes saupiqués dans des jeans en vinyle peu de vache. Et ça claqué, et ça brûle dans un tourbillon d'images empruntées au Far West, à Las Vegas, aux années 40 : lèvres rouges, jungle des Women de Cukor, cheveux roulottés à la Maria Montez, ses cow-boys en chaps de paillettes ou en jupe scelle de cheval de tout l'arsenal sudo-maso, dignes de l'act et boots à franges de fouet, harnachement clouté d'or.

Avec un extraordinaire sens de l'image, Thierry Mugler multiplie les défis visuels et techniques : les crinolines de fer forgé, les rutilants bostiers Harley Davidson, pur ebrome, sont les monuments forts d'une mode retranchée dans ses extravagances de cabaret de fin de monde comme dans un refuge, ou abri. L'artifice contre la misère, un volcan souterrain, un voyage dans les entrailles de nos villes. Et ces sœurs de mort pailletées aux yeux de

L. B.

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

سكس انا لاني

ÉCONOMIE

La réunion des ministres de l'agriculture de la CEE

La France ne s'oppose plus à la réforme de la politique agricole commune

BILLET

La « bonne action » du CNPF

La boucle est bouclée. M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a formulé vendredi 18 octobre devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) une proposition qui s'inscrit parfaitement dans la logique patronale : baisser les charges patronales pour les salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. « Cela nous inciterait à conserver ce personnel », a expliqué le numéro deux de l'organisation patronale. En attendant des décisions gouvernementales, M. Giral a l'intention de faire des suggestions lors des négociations sur le financement de l'UNEDIC, qui gère l'assurance-chômage. Le CNPF propose donc que les recettes utilisées pour l'embauche de jeunes soient étendues aux plus âgés, si ce n'est - et la différence est de taille - qu'il ne s'agit pas seulement de créer des emplois mais d'en conserver. La suggestion est doublement inquiétante.

D'abord parce qu'elle encouragerait un phénomène de substitution. Les baisses de charges comportent toujours le risque de déplacer de l'emploi. Entre deux personnes de compétence comparable, une entreprise aura naturellement tendance à choisir celle qui lui coûte le moins cher. Après avoir subi ces dernières années les conséquences des dispositions favorables aux jeunes, les plus de cinquante-cinq ans vont-ils concurrencer à leur tour les salariés d'âge moyen ? En outre, des incitations, telles que les contrats de retour à l'emploi (CRE), existent déjà pour le recrutement de chômeurs âgés. Au passage, quel serait l'intérêt - et la signification - d'une réduction de cotisations patronales pour les cadres dirigeants en fin de carrière ? Ensuite parce que la proposition de M. Giral sous-entend que conserver un salarié âgé est une « bonne action ». Les plus de cinquante-cinq ans seraient scindés en deux groupes. D'un côté ceux qu'on accepte de conserver, mais à condition que leur maintien fasse l'objet d'une aide. De l'autre côté, ceux qui sont « excédentaires » et qu'il faudra placer en préretraite, car, dans l'esprit de M. Giral, il n'est pas question d'échanger un allègement de charges contre une réduction du nombre de FNE ou des mesures d'attente. Le maintien des salariés proches de la retraite pose de réels problèmes. Pour autant, la réflexion systématique de baisses des charges du CNPF est synonyme de facilité. Avant de s'engager dans cette voie, mieux vaudrait d'abord songer à agir sur l'organisation du travail ou la retraite progressive, par exemple.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lors de la réunion que les ministres de l'agriculture de la CEE tiendront lundi 21 et mardi 22 octobre à Luxembourg, M. Louis Mermaz devrait exposer ses idées sur les voies et moyens d'une réforme de la politique agricole commune (PAC). La Commission européenne, quant à elle, présentera au Conseil la version élaborée du projet dont elle avait soumis les lignes directrices aux gouvernements membres avant l'été (le Monde du 3 juillet). Malgré la colère paysanne, la France semble désormais accepter de s'engager sur le voie de la réforme communautaire, plutôt que d'attendre que les difficultés négociations du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui butent sur l'obstacle agricole, aient abouti.

BRUXELLES
(Communiqué européen)

de notre correspondant

La France, abandonnant un immobilisme qui à la longue devenait intenable, semble avoir arrêté une stratégie quant à la manière de faire évoluer la politique agricole commune et de l'insérer dans le système international de production et d'échanges.

Personne ne le conteste : après avoir rendu de grands services, l'Europe verte, telle qu'elle a été conçue voici trente ans, est en crise. Les aménagements importants apportés au cours des dernières années à son fonctionnement (contingentement de la production laitière, mise en place d'un système de « stabilisateurs » impliquant des baisses de prix en

cas de hausse rapide de la production) n'ont pas suffi pour l'assainir. La situation actuelle est caractérisée, pour les principales productions (céréales, lait, oléagineux, viandes), par un déséquilibre de l'offre par rapport à la demande, qui entraîne des charges de plus en plus insupportables pour le budget européen sans améliorer, loin s'en faut, le revenu des agriculteurs.

En outre, la Communauté est en butte aux critiques des pays tiers. Ceux-ci, ignorant souvent leurs propres turpitudes, lui reprochent de déstabiliser les marchés mondiaux en y vendant ses excédents à coup de subventions; et en outre de fermer ses propres frontières aux exportations agricoles de pays qui, tels ceux de l'Europe de l'Est, n'ont guère d'autres moyens de se procurer les devises nécessaires à leur redressement économique.

Des aspects
traumatisants

La France, principal producteur de la CEE, gros exportateur de produits agricoles, est particulièrement touchée du doigt, y compris par certains des Douze, qui lui font grief de faire obstacle, par son refus de tout compromis, à la conclusion de l'Uruguay Round, et donc à une relance des échanges internationaux. De fait, ces négociations commerciales multilatérales, engagées en 1986, butent sur l'obstacle agricole.

Leur échec pourrait entraîner au plus mauvais moment - alors que l'Occident doit mobiliser ses efforts pour faciliter la transition des anciens pays communistes, et en particulier de l'URSS, vers l'économie de marché - un regain de comportement protectionniste.

Confronté à la colère des paysans, le gouvernement a pu être tenté, un

moment, de différer l'examen du projet de réforme de la Commission, dont certains aspects (comme les fortes baisses de prix) risquent d'être traumatisants. Tout en répétant que la réforme ne devait en rien être subordonnée à la négociation du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), on faisait comprendre qu'il était plus sage d'attendre que celle-ci soit passée avant de réfléchir à l'avenir de l'Europe verte. L'anathème lancé par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) contre le projet bruxellois, repris par l'opposition, n'aidait évidemment pas le gouvernement à quitter cette attitude pusillanime. Au moment de faire des choix stratégiques, il s'est retrouvé bien seul, sans pouvoir compter sur des professionnels qui prétendent pourtant cogérer l'agriculture. Il ne lui restait plus alors, à-on pu penser un instant à Paris, qu'à manœuvrer pour essayer de conclure l'Uruguay Round sans trop de casse.

C'était là un comportement qui convenait parfaitement à ceux des Douze qui n'appréciaient pas le projet de la Commission, tels les Pays-Bas, actuellement à la présidence des travaux de la CEE. Bruxelles préconise des baisses sensibles des prix agricoles largement compensées par des versements directs aux agriculteurs. La maîtrise de la production serait en outre assurée par des programmes quasi obligatoires de gel des terres, modulés chaque année en fonction de l'évolution de la demande.

Le projet de la Commission prévoit encore des mesures d'accompagnement en faveur de la production extensive ainsi que de la défense de l'environnement. Une telle réforme ne peut être complètement indolore. En supporteraient le coût, d'une part, s'agissant des grandes cultures,

les fermes de plus de cinquante hectares, d'autre part, les exploitations d'élevage intensif. Les agricultures « productivistes » du nord de l'Europe pourraient figurer parmi les plus touchées, ce qui ne plaît ni aux Néerlandais, ni aux Danois, ni aux Anglais.

Les principales
victimes

Pour ceux-ci, l'option GATT est préférable. Que veulent les Américains et les autres grands pays producteurs ? Essentiellement obtenir de la Communauté une limitation sensible de ses exportations de céréales. Les Français en seraient les principales victimes. L'Uruguay Round ainsi achevé à la satisfaction générale (sauf de Paris), on rebatrait les cartes de la réforme de la PAC, en mettant probablement l'accent sur une limitation quantitative généralisée de la production. Lors de la réunion informelle des ministres du commerce extérieur des Douze, le week-end dernier à La Haye, la présidente néerlandaise a peut-être voulu faciliter une telle évolution : selon elle, tout le monde (y compris donc la France) serait prêt à faire preuve d'une certaine souplesse pour surmonter les divergences agricoles au GATT, et, dans cet esprit, à reconnaître une marge de manœuvre à la Commission. On sait que M. Dominique Strauss-Kahn a contesté cette interprétation des débats, et en tout cas de sa position.

Les Français ont apparemment compris qu'il valait mieux une réforme négociée à l'intérieur de la CEE qu'une réforme imposée de l'extérieur. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que les suggestions de M. Mermaz s'inscrivent dans la ligne des propositions de la Commission, quitte à demander des

amendements importants. On peut, par exemple, s'attendre qu'il insiste pour qu'un nombre plus important d'exploitations que ne le prévoit la Commission bénéficie d'une compensation intégrale des baisses des prix.

Même si les deux opérations ne sont pas liées, un engagement déterminé des Douze en vue de réformer la PAC ne peut que faciliter leur tâche au GATT. Encore faut-il que cet engagement soit crédible, ce qui jusqu'ici n'était pas le cas. L'aménagement des mécanismes de soutien de la PAC proposé par la Commission ne peut que gêner les Américains : il rapproche le système communautaire de celui en vigueur aux Etats-Unis, et les prive de leurs arguments contre les prix trop élevés dans la CEE. Entreprendre la réforme de la PAC ne signifie pas que les Douze pourront conclure l'Uruguay Round sans consentir des concessions agricoles, y compris en ce qui concerne le niveau de leurs exportations, mais ils sont en droit d'espérer qu'elles seront alors plus limitées et assorties plus facilement d'engagements réciproques de la part des autres pays producteurs.

Sur le plan politique, il restera à M. Mermaz à convaincre que la réforme, telle qu'elle s'annonce, est probablement la meilleure des solutions pour l'agriculture française. Les réactions, encore discrètes mais positives, recueillies par la Commission au-delà des états-majors professionnels parisiens, et cela malgré l'ambiance de révolte régnant dans les campagnes, laissent penser que ce n'est pas un exercice hors de portée.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Léger signe de reprise

La production industrielle française a progressé durant l'été

La production industrielle en France a progressé durant l'été, ce qui est une bonne surprise. L'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 a atteint, après correction des variations saisonnières - 114,1 en juillet-août après 113,2 en juin, soit une hausse de 0,8 % en un mois.

L'évolution sur un an est peu significative dans la mesure où la production industrielle avait beaucoup progressé en juillet-août 1990 par rapport à juin. Plus significatif est le renouveau du mouvement de reprise de la production nationale décrit par les comptes trimestriels de l'INSEE : après avoir reculé au quatrième trimestre 1990, puis avoir stagné au premier trimestre 1991, le PIB (produit intérieur brut) a recommencé à progresser au deuxième trimestre (+0,8 %), soit à un rythme annuel de plus de 3 %. Ce redémarrage du PIB en France - plus précoce qu'on ne le pensait jusqu'ici - ne peut s'expliquer que par une reprise de la production industrielle qui s'est produite dès le deuxième trimestre et s'est poursuivie depuis.

On peut donc penser que l'ensemble de l'économie française a

continué de croître durant l'été à un rythme que l'on ne connaît qu'en fin d'année, puisqu'il dépend également des services et de l'agriculture. Une chose est à peu près certaine maintenant : le ralentissement de l'activité en France, amorcé durant l'été 1990, n'aura pas duré très longtemps (six mois environ du quatrième trimestre 1990 au premier trimestre 1991) et aura été relativement modeste. De plus, les enquêtes mensuelles effectuées par l'INSEE auprès des industriels montrent qu'une reprise est en train de se dessiner, lentement mais à peu près certaine, depuis le printemps, les réponses qui sont faites à l'institut confirment un léger mais continu regain d'optimisme, regain qui s'est d'abord traduit dans les perspectives personnelles, puis s'est étendu aux perspectives générales qui dépeignent le climat ambiant.

La reprise, qui devrait se confirmer progressivement, est le fait de la production automobile et des biens d'équipement ménager, qui ont fortement progressé en juillet-août (+3,2 % par rapport à juin), de même que les industries de consommation (+3,5 %).

REPÈRES

trés en Grande-Bretagne et en Suède.

Renault est le constructeur français qui tire le mieux son épingle du jeu avec une part de 9,8 % du marché européen en neuf mois, contre 9,6 % l'an dernier. Avec 11,7 %, PSA, en revanche, perd 1 point de pénétration et est devancé par les groupes VAG (15,9 %), Ford (12,7 %) et General Motors (12 %).

CHOMAGE

Augmentation en août dans la CEE

Le chômage dans la CEE s'est inscrit à 8,9 % de la population active en août, augmentant de 0,1 point par rapport à juillet (8,8 %). Ces chiffres, publiés par Eurostat - office des statistiques de la CEE - sont corrigés des variations saisonnières : ils montrent une augmentation de 0,5 point du taux de chômage en un an chez les

Druze (8,4 % de la population active en août 1990).

La dégradation de l'emploi a été particulièrement forte au Royaume-Uni (+2,7 points en un an), en Irlande (2,2 points) et en France (0,8 point).

INFLATION

Net ralentissement au Canada

Les prix de détail au Canada ont baissé en septembre, du fait notamment des produits alimentaires. L'indice du coût de la vie calculé sur la base 100 en 1986 s'est inscrit le mois dernier à 126,7 contre 126,9 en août, soit un recul de 0,2 % en un mois. En un an (septembre 1990 comparé à septembre 1989), le taux d'inflation revient à 5,4 % contre 5,8 % en juillet et août. La hausse annuelle enregistrée en septembre repasse ainsi la barre des 5,5 % pour la première fois depuis le début de 1991.

TRANSPORTS

Les « boîtes noires » confirmeraient l'hypothèse d'une erreur humaine dans la catastrophe de Melun

Le décapage des « boîtes noires », les bandes enregistreuses des deux trains entrés en collision, le 17 octobre, en gare de Melun, semble confirmer l'hypothèse d'une erreur commise par le mécanicien du train de marchandises.

La bande de ce train fait apparaître que le mécanicien a bien vu le signal orange lui indiquant que le feu suivant qu'il rencontrait à 1 500 mètres serait rouge. Il a actionné le frein et fait tomber la vitesse de 86 km/h à 65 km/h. Il n'a plus touché au frein jusqu'à la hauteur du feu rouge où il a déclenché le freinage d'urgence, qui a eu pour effet de réduire la vitesse à 50 km/h au moment de l'impact.

150 mètres plus loin. Le comportement du conducteur confirme que les feux fonctionnaient normalement et que les freins répondaient aux sollicitations. En l'absence de principal témoin, qui figure parmi les seize victimes de la catastrophe, il sera particulièrement difficile d'aller plus avant dans l'explication de l'accident et d'établir pourquoi le conducteur a obtenu en partie seulement le signal orange.

L'enquêteur du train de voyageurs ne fait apparaître aucune anomalie. Alors qu'il était autorisé à rouler à 60 km/h, son conducteur se contentait d'une vitesse de 38 km/h.

Al. F.

EN BREF

o Perturbations en vue dans les semaines jusqu'à 24 octobre - Le trafic de la RATP et de la SNCF risque d'être perturbé, jeudi 24 octobre, par la journée nationale d'action à laquelle FO et la CGT appellent dans tous secteurs d'activité : la majorité des syndicats de la RATP appelle ce jour-là à « une grande journée de grève et d'action ». Il s'agit de la CGT, de FO-encadrement et du SAT (autonomes traction) qui affirment avoir reçu le renfort de la CFDT, de plusieurs indépendants et autonomes, soit la grande majorité du personnel et la quasi-totalité des conducteurs. A la SNCF, la CFDT, la CGT et FO ont déposé un préavis de grève des contrôleurs (agents commerciaux des trains-ACT), du mercredi 23 octobre 20 heures au vendredi 25 à 8 heures.

o Fonction publique : M. Pêcheur chargé d'une « mission de la dernière chance ». - M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a en effet vendredi 18 octobre une « mission de la dernière chance » à M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique, afin de tenter de parvenir à un accord salarial avec les syndicats de fonctionnaires. M. Pêcheur doit prendre contact avec les syndicats afin de parvenir à une reprise des négociations, suspendues le 17 octobre, en vue d'un accord qui écarte « tout retour à l'indexation sur les prix ».

o Démission du président de l'ANPE. - M. Jean Boursat a annoncé, vendredi 18 octobre, qu'il se démettait de la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) qu'il occupait depuis le mois de janvier. Par cette décision, l'ancien président de la CFDT entend protester contre les conditions du remplacement de M. Jean Marimbert, directeur général de l'ANPE, annoncé, la veille au soir, par M. Martine Aubry, ministre du travail (le Monde du 19 octobre).

o La Trésorerie désigne un délégué en France. - La Trésorerie, l'office de privatisation des entreprises de l'ex-RDA, a désigné un délégué en France, M. Henri Monod, dont le rôle sera d'encourager les contacts avec les milieux industriels et financiers français. Un quart des investissements étrangers en Allemagne sont français. Ils ont pour origine les grandes entreprises et les gouvernements allemand et français voudraient encourager les PME à investir dans l'est de l'Allemagne.

(Né le 7 février 1924, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Henri Monod est président du conseil de surveillance de la filiale française du groupe allemand Hoechst et vice-président du conseil d'administration de l'Union patronale de la région Ile-de-France).

Incidents entre paysans et forces de l'ordre dans plusieurs départements

Plusieurs incidents dus à la grange paysanne ont marqué la journée du vendredi 18 octobre. A Moissac, en Tarn-et-Garonne, près de trois cents agriculteurs ont obligé les organisateurs à annuler un dîner organisé dans le cloître de l'abbaye par l'Association du patrimoine culinaire et des arts de la table et auquel devait participer le ministre du Tourisme, M. Jean-Michel Baylet.

A Trivac, dans l'Ardèche, il a fallu que les forces de l'ordre interviennent pour déloger une cinquantaine d'agriculteurs qui occupaient les locaux de la direction départementale de l'agriculture. Enfin à Nevers, la ville d'ant M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, est maître des lieux. Alors qu'il était autorisé à rouler à 60 km/h, son conducteur se contentait d'une vitesse de 38 km/h.

Menaces sur l'emploi à Mondévill (Calvados)

Des sidérurgistes saccagent des bureaux de la SMN

Plusieurs centaines d'ouvriers de la Société métallurgique de Normandie (SMN) ont saccagé, vendredi 18 octobre à Mondévill, les bureaux de la direction de cette filiale d'Unimetal-Normandie, elle-même filiale d'Unison-Sacli. La colère des sidérurgistes a éclaté à la suite du compte-rendu fait par les délégués CGT et CFDT de leur rencontre, la veille à Paris, avec M. Francis Mer, PDG d'Unison-Sacli. Ce dernier a, selon les syndicalistes, pratiquement confirmé la fermeture du site de Mondévill, qui emploie 1 300 salariés. Inquiets de ces menaces de fermeture, les sidérurgistes de la SMN avaient déjà, le 7 octobre dernier, saccagé le PDG d'Unimetal-Normandie durant près de vingt-cinq heures (le Monde du 9 octobre).

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

EMPLOI

AUTOMOBILE Léger recul du marché européen en septembre

En recul de 1,5 % avec 902 000 voitures particulières immatriculées, le marché automobile européen a souffert, en septembre, de l'essoufflement de la « locomotive » allemande. Calculé sur dix-sept pays, le marché européen reste cependant globalement positif pour les neuf premiers mois de l'année avec une hausse de 1,8 % des immatriculations par rapport aux trois premiers trimestres de 1990. Les conséquences du ralentissement allemand (les ventes ont augmenté outre-Rhin de 6,1 % « seulement » en septembre) ont été toutefois compensées par le réveil des marchés espagnols (+11 %) et français (+2,7 %), la stabilité du marché italien (depuis le début de l'année) ainsi que les légers réajustements

Une bouffée de hausse

Mais le fait est là : lentement, trop sans doute, le situation s'émouline. Et beaucoup, rue Vivienne, ne perdent pas l'espoir de voir le gouvernement adopter event le prochein échéance électorale une politique industrielle enfin digne de ce nom. Bref, de quel justifier une meilleure vision de l'événier et le bouffée de hausse en anglais, et surtout en franc, du marché. Reste la prudence. Assurément mieux disposés, les investisseurs ne sont pas pour eutant disposés à brûler les étapes. L'événement de la semaine a été l'OPA de 4 milliards de francs lancée par Accor sur les Wagons-Lits pour en prendre le contrôle au prix de B 650 francs belges, soit environ 1 440 francs français.

ANDRÉ DESSOT

De nouveaux records

	Cons. 11 oct.	Cons. 18 oct.
Alcoa	63 1/8	64
Am. Can.	37	36
Bonding	49	50
Chas. M. Man. Bank	18 3/4	18 1/2
De Post de Nemours	43 1/4	46 3/8
Eastman Kodak	42 7/8	45 1/2
General Electric	68 1/8	68
Ford	30	29 1/4
General Electric	66 1/2	71 3/8
General Motors	37 3/4	37 7/8
IBM	93 1/8	93 1/2
ITT	54 7/8	58
Mobil Oil	69 1/2	71 3/8
Rockwell	65 1/2	68 3/4
Schlumberger	67 5/8	69
Tesaco	65	65 7/8
UAL Corp. (ex-Albair)	124 1/4	124 1/2
Union Carbide	19 3/4	20 1/8
West. Tech.	18	18 1/2
Westinghouse	18	16 3/4
Xerox Corp.	59 1/4	62 1/8

Forte progression

	Coups 11 oct.	Coups 18 oct.
Alcan	1 050	1 050
Bridgestone	2 140	1 190
Cusson	1 528	1 540
Fuji Bank	2 690	2 796
Honda Motors	2 570	1 600
Matsushita Electric	1 540	1 530
Mitsubishi Heavy	725	748
Sony Corp.	5 280	5 280
Toyota Motors	1 590	1 600

**Hausse
sur rumeurs d'OPA
+ 1,8 %**

FRANCFORT
Pessimisme
- 0.33 %

Le volume des transactions sur actions sur les huit places boursières allemandes s'est élevé cette semaine à 21,82 milliards de deutschemarks contre 21,88 milliards de deutschemarks la semaine passée.

Indices du 18 octobre : DAX 1 563,25 (a.1 568,42); Commerzbank 1 802,30 (1820).

	18-10-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 100	- 2
Demart	2 020	- 15
DMC	330	+ 3
Gal. Lafayette	1 630	+ 8
Nouv. Galerie	475	- 77
Printemps	845	+ 13
La Redoute	4 854	+ 74
SCDA	33	+ 3

	18-10-91	Diff.
Béghin-Say	615	+ 5
Bongrain	2.500	+ 100
BSN	973	+ 41
Carrefour	2.020	- 30
Casino G. Per.	153,50	+ 5,40
Euromarché	4.206	-
Guyenne-Gasc.	1.320	+ 3
LVMH	4.203	+ 22
Olipar	190	- 6,10
Petitot-Ricard	1.218	- 8
Promodis	2.590	+ 90
Saint-Louis	1.327	- 11
Source Parrier	1.348	+ 20
Nord4	27.800	+ 1.000

	11-10-91	14-10-91	15-10-91	16-10-91	17-10-91
RM Comptant .. R. et obl. .. Actions ...	2 024 407	1 536 272	2 601 239	2 277 671	2 431 82
	11 012 005	7 492 875	12 721 144	11 891 325	9 170 61
	140 380	76 714	147 587	110 866	125 31
Total	13 176 792	9 105 921	15 469 960	14 279 862	11 727 76

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

Françaises	119,5	119,4	120,8	121,1	120,9
Etrangères	114,7	115,4	116,5	115,8	116,1
INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
	14-10-91	15-10-91	16-10-91	17-10-91	18-10-91
	(base 100, 28 décembre 1990)				
Général	487,4	489	492,2	494,7	491,7
	(base 1 000, 31 décembre 1987)				
CAC 40	1 823,38	1 856,20	1 863,20	1 956,47	1 964,20

	Cours 11-10-91	Cours 18-10
Or fin (pâle en barre)	66 500	66 600
" pâle en lingot)	66 000	66 000
Pièce française (20 fr.)	378	383
• Pièce française (10 fr.)	265	-
Pièce suisse (20 fr.)	394	393
Pièce italienne (20 fr.)	378	384

● Dent-ecstasyin	385	408
Pilae de 20 dollars	2 086	2 070
● - 10 dollars	1 027,50	1 032
● - 5 dollars	565	070
● - 50 pesos	2 480	2 496
● - 20 marks	485	485
● - 10 Swiss	395	402
● - 5 roubles	270	271

● Ces pilaees d'or ne sont outee q'u'a m...
hebdomadaire supplémentaire.

Values	Percent	Values	Percent
SCOA	+102	Sectaria Avion	-16
UAP	+75	Majorette	-12
Michelin R.	+74	SCOR SA	-11
ECCO	+71	Boleto	-11
Baleno-Prod. CIP	+63	Southcoast	-10
Pedichini CIP	+56	Roschini (Lg.)	-9
Celmo	+51	Dunlop Rpt.	-9
Borgnini	+46	Milfiori R.S.A.	-9
Biscanini (Cie)	+45	Miltemp	-8
ISN	+45	Imetal	-5
Sofiero	+45	Macrolog Inter	-5
Valley	+43	Dunlop Aviat.	-5
Sampinetti	+44	Nord-Est	-5
ESRO	+42	Nove. Götter	-5

TRAITES AU RM (%)		
	Nbre de titres	Val. en cnp. (%)
ELF Aquitaine	1819.065	741.042.04
LYMEX	107.971	620.654.38
Topas R.	636.659	375.399.23
Alcatel	756.319	452.985.18
Emuromat	9.622.704	432.464.38
Accor	533.974	394.621.41
BSN	337.508	356.403.39
Eaux (Gén.)	140.017	336.746.93
St Générale A Carrefour	638.357	307.057.82
Havas	136.519	279.247.79
UAP	544.430	253.093.93
Michelin B.	488.050	249.391.34
Michelin B.	1.768.053	233.134.93
Paribas	517.065	232.539.03

(*) Du vendredi 11 octobre 1991 au jeudi 17 octobre 1991 inclus.

TRAITES AU RM (%)		
	Nbre de titres	Val. en csp. (%)
ELF Aquitaine	1819/065	741 042/040
LYMEX	107/971	620 654/35
Topas R.	636/059	575 399/23
Alcatel	756/319	452 985/18
Emuromat	9 622/704	432 464/38
Accor	533/974	394 621/41
BSN	337/508	356 403/39
Eaux (Gén.)	140/011	336 745/39
St Générale A Carrefour	638/157	307 057/82
Havas	136/519	279 247/79
UJAF	544/430	253 093/35
Michelin B.	488/050	249 391/34
Michelin B.	1 768/053	233 134/39
Paribas	517/065	232 539/03

(*) Du vendredi 11 octobre 1991 au jeudi 17 octobre 1991 inclus.

	Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
Bonastre	6,85	6,90
BF	3,40	3,52
Cherier	5,32	5,33
Courtnaie	4,84	4,86
De Beers	16	28,25
Gleazo	13,65	14,41
GR/S	18,25	18,50
ICI	13,07	12,87
Rentier	9,38	9,11
Shell	5,13	5,14
U/alliver	7,67	7,91
Victorio	1,67	1,68

	Cours 11 oct.	Cours 18 oct.
AEG	185,50	187,50
BAEF	243,70	233
Byer	328	262,50
Commerzbank	239,50	241,50
Dempsiebank	638	638
Hochst	237	229,50
Karstadt	494	490
Mannesmann	787	766,50
Scania	617	620,50
Volkswagen		

L'Italie, un emprunteur très attendu

Les problèmes de ce genre ne se posent normalement pas sur l'euro-marché où, par définition, aucun impôt anticipé ne vient grever la rémunération des titres. Cela explique pourquoi tant de spécialistes espèrent que l'Italie ne tardera pas trop à émettre de nouvelles euro-obligations. On ne dispose d'aucune confirmation

Elf-Aquitaine est le débiteur de l'autre émission en dollars qui porte sur 300 millions et qui s'est effectuée à New-York, sur le marché national américain. Le taux

Parmi les autres émissions françaises de ces derniers jours, l'attention a notamment été retenue par un euro-emprunt de 30 milliards de yens lancé pour une durée de sept ans pour le compte de la Nippon Yusen Kaisha, la japonaise, Manni Tsuyo Kobe. Les titres, misus de coupons de 6,125 % l'an, ont été pour l'essentiel acquis par des investisseurs européens et leur placement a été facilité par une baisse générale des rendements au Japon. En France aussi, les investisseurs ont pu bénéficier de la baisse des rendements par l'intermédiaire de Paris, un coupon de 7,25 % l'an, pour une durée de cinq ans et son émission s'est déroulée de façon satisfaisante compte tenu des grandes difficultés dont soufre actuellement l'économie française. Toutefois, en raison de la forte inflation, En France, sous la conduite du CCF (Crédit commercial de France), la SNCF a remporté un vif succès à l'étranger en offrant des euro-obligations de sept ans de durée, dont la rémunération est garantie contre l'échéance, au moyen d'un remboursement du capital.

Sans changements

COURS MOYENS DE CLOTURE
(La ligne inférieure donne ce

Dans le système monétaire européen (SME), le franc a commencé par bien résister à la diminution des taux directeurs de la Banque de France — largement anticipée, le cours du mark à Paris se maintenant à 3,4070 francs, peur, trouteffils, frôler les 3,41 francs vendredi soir, sur des rumeurs, fantasmes, de départ prochain de M^{me} Cresson. La Banque de

Enfin, selon M. Boris Eltsine, 350 tonnes d'or auraient été transférées à l'étranger au cours des six derniers mois. A Bangkok, l'expert Grigori Yavlinski avait provoqué une surprise, affirmant que les réserves d'or de l'URSS s'élevaient à 240 tonnes, plus 150 tonnes déposées à l'étranger en gage. F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN:
Amplitude des variations de chaque monnaie
par rapport à la plus forte

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Dmark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York...	1.7760	—	17.3228	67.5139	59.0493	2.0453	32.3834	0.07898
	1.7196	—	17.3430	67.4991	58.1816	2.0894	55.4621	0.07838
Paris	9.9295	5.7738	—	391.804	349.146	16.5415	362.699	4.5568
	9.9117	5.7446	—	395.28	348.78	16.5451	362.639	4.5545
Zurich	15.4743	1.8510	25.6539	—	87.4558	4.9335	17.7798	0.1266
	15.4466	1.8319	25.6391	—	87.5991	4.9318	17.7798	0.1263
Frankfurt	19.128	1.6235	28.1346	114.346	—	4.8384	38.7713	1.5376
	2.9805	1.6920	28.1346	114.2885	—	4.8328	38.7490	1.5364
Bremen	68.826	34.90	6.0453	23.5651	28.6882	—	18.2818	2.7567
	59.9071	34.85	6.0448	23.5724	28.5969	—	18.2795	2.7527
Amsterdam	3.7834	3.9090	33.0077	1.2889	112.7271	5.4699	—	1.8978
	3.7772	3.9065	33.0645	1.2868	112.7755	5.4695	—	1.9059
Milan	1177.52	1266	219.284	854.077	747.564	36.7259	663.744	—
	3176.25	1266	218.562	854.399	748.226	36.3271	664.044	—
Tripoli	221.26	128.20	22.039	87.6034	76.6549	3.7791	67.9937	0.025
	222.884	128.10	22.039	87.5464	76.6549	3.7716	68.0204	—

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La France se donne un peu d'air

Un autre facteur a été pris en compte, celui du ralentissement du rythme de croissance de la masse monétaire M3 en France, qui traduit effectivement le coup de frein à l'expansion de la monnaie. Le trimestre centré sur juillet 1991 fait rapport à la même période de 1990, n'est plus que de 5,6 % en valeur, et même de 4,4 % sur la base des prix constants. La même constatation pour novembre 1990, et au cours de la fin 1990, c'est-à-dire au début de la fourchette fixée pour 1991, soit 5,5 à 7 %; on est loin des 10 à 12 % annoncés par les autorités les années précédentes. Cette fourchette, il est vrai, tenait compte d'une croissance du produit intérieur brut (PIB), estimée à 5,4 % en 1990, la progression des crédits à l'économie, qui était encore de 11 % en 1990, est revenue à 9,5 % au premier trimestre 1991, et s'inscrit à 10,5 % au second. Les craintes de graves des infections significatives; la croissance du crédit aux particuliers tombe à 5,6 %, tandis que celle des crédits aux entreprises bondit à 12,5 %. Les banques ont donc dû se tourner des trésoreries conduisant ces entreprises à tirer davantage sur leurs lignes de crédit auprès des banques. Cette « réduction du taux de croissance du crédit » a été le premier signal en clair dans le communiqué de la Banque de France annonçant l'abaissement de ses taux directeurs.

Cet abaissement n'a guère influencé les marchés financiers où il est « téléphoné » depuis le début de l'année. Les taux des obligations ont baissé à 10 %, sur le MATIF, l'échéance de décembre était montée, près de 107,60 contre 107,18 à la

Diminution du taux de base des banques

Félicitement invitées par M. Pierre Bérégovoy à abaisser leur taux de base (TBB), les banques françaises se sont exécutées, le ramenant de 10,25 % à 10 %, d'autant plus facilement qu'elles étaient restées sourdes aux exhortations ministérielles. Elles ont ainsi permis la diminution du taux d'appui d'offres de la Banque de France. Depuis la dernière diminution du taux de base (de 10,50 % à 10,25 %), en novembre, après la réduction des taux directeurs de la Banque centrale, ces banques ont fait passer le coût de leurs ressources à la Banque de France, qui avait augmenté, notamment en raison de la tension sur le franc. La baisse du TBB aura un impact positif sur l'économie française. La part des crédits indexés sur le TBB, soit 300 milliards, se représente plus de 17 % à 18 % de moins par an, s'appliquant aux PME, au profit des crédits indexés sur le taux interbancaire. De toute façon, il faudrait une baisse des taux de 2 à 3 points pour agir véritablement sur l'économie. Mais, en cette période, un tel quart de point est toujours à prendre.

et de la Caisse des dépôts, sur une durée de trois ans à taux nominal fixe (9,5 %), ou plus long, selon les commissions de placement). Le milliard de francs de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) est parti un peu moins vite, à 9 % nominal, et 8,90 % réel (toujours plus les ristournes), malgré la garantie institutionnelle de l'Etat, sans doute à cause d'une rémunération un peu plus liée : après tout, avec ou sans garantie de l'Etat, deniers qui ne sont pas plus, plus rare, la signature du Crédit national est considérée comme excellente, et son papier bon à prendre, même s'il n'est pas noté AAA par l'agence Moody's. AA2 est bien suffisant.

Fait à remarquer, Alfi Gestion, maison de titres de l'établissement, lance une Sicav court terme libellée en allemandes, Fibor plus, destinée aux entreprises et investisseurs institutionnels, avec capitalisation des revenus, conforme aux normes de la CEE.

Le rythme de la progression des Sicav court terme, des fonds de trésorerie, s'est ralenti en septembre, traditionnellement un mois de faible collecte. Les souscriptions nettes de Sicav monétaires sont revenues de 1.300 milliards de francs en août, à un montant moins traditionnellement fort, à 2,5 milliards de francs, selon les statistiques d'Europerformance. Leur encours atteint tout de même 933,3 milliards de francs, en route vers 1.000 milliards de francs. Les Sicav à moyen terme ont enregistré 1.000 milliards qu'au transfert, vers les Sicav obligataires ou court terme «régulières», c'est-à-dire un peu plus d'un long terme, ne se produise. Globalement, les fonds de Sicav ont enregistré en septembre de 11.154 milliards de francs en septembre, soit une augmentation de 13,7 milliards de francs par rapport aux 9.809 milliards de francs le mois précédent.

Les Sicav obligataires a été négative en septembre (-0,3 milliard de francs), ce qui -consigne un retournement de plus, après un mois dernier, de plus positives. Les fonds de capitalisation ou à revenu annuel, le plus intéressé à voir, toutefois, si ce retournement va durer, la reprise de la baisse des taux à court terme à la fin du mois, a entraîné une baisse des plus fortes, qui fait monter les obligations en portefeuille, étant susceptibles d'inciter les gestionnaires de Sicav à court terme à panacher leurs portefeuilles, traditionnellement investis en produits à court terme, ajoutant une pincée de long terme, peut-être même davantage. Quant aux Sicav actions, la tendance à la baisse de la collecte s'accroît: en septembre, 2,1 milliards de francs en septembre ont été collectés, contre 2,5 milliards de francs en août, pour un encours de 20,9 milliards de francs, en recul de 0,8 milliard de francs.

FRANÇOIS RENARD

Le réveil de l'aluminium

Cette position avait contribué à déprimer les cotations, la faiblesse de la reprise mondiale pénalisant ce métal de la croissance. La décision d'Alcan (qui porte sur cinq usines) a donc soulagé les opérateurs, d'autant qu'elle s'inscrit maintenant dans un mouvement assez général de baisse

D'autres nouvelles sont venues soutenir le marché. Une grève illimitée a démarré le 17 octobre à la fonderie australienne de Boyne Island (groupe Comalco), dans le Queensland, une unité qui produit annuellement entre 230 000 et 240 000 tonnes de métal. La compagnie argentine Ahur s'est de son côté engagée à diminuer de 9 % sa production, qui atteint chaque année quelque 171 000 tonnes.

qui représentent le mois dernier quelque 20 000 tonnes par semaine. Ils attendent retards de 10 à 100 tonnes hebdomadaires. Le déprime du marché était, dans ce contexte, logique, les grands producteurs ayant fonctionné jusqu'en juillet au moins à 99 % de leurs capacités. L'assainissement se profile, mais les consommateurs continuent de s'apaiser. Les ventes de l'été ont été bonnes. C'est seulement quand les annonces de réduction de production auront porté leurs fruits que les utilisateurs reviendront peut-être à l'aabst. L'heure reste à l'attribution. Au siège de la Fédération, à Baise à Paris, le conseil d'administration est pris par le vice-président. Mais le marché est réveillé.

ERIC FOTTERING

CREDIT

ses taux d'intérêt

COPENHAGUE

de notre correspondante

Vendredi 18 octobre, juste après la fermeture des marchés boursiers, la Banque nationale du Danemark a annoncé qu'elle abaisserait, à partir de lundi prochain son taux d'intérêt de prêt aux banques, qui passera de 10 % à 9,5 %, et son taux d'escompte, qui sera réduit de 9,5 % à 9 %. On s'attend que les banques privées suivent le même chemin.

La direction de la Banque nationale a expliqué que ces mesures avaient été prises à la suite d'une forte augmentation des ventes de valeurs, notamment des obligations à l'étranger. Elles ont été bien accueillies par les milieux d'affaires et surtout par les syndicats. Ceux-ci espèrent que — si les ventes continuent — les aides gouvernementales aux affaires, notamment de la construction, qui continuent à stagner de façon inquiétante, et qu'elles permettront de freiner l'augmentation du chômage, qui demeure le souci constant du gouvernement et s'approfondit, cet automne, de 600 000 sans emploi.

CAMILLE OLSEN

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le douzième sommet franco-italien de Viterbe

Paris et Rome ont la même volonté de réussir le conseil européen de Maastricht

Le douzième sommet franco-italien qui s'est tenu les 17 et 18 octobre à Viterbe, au nord de Rome, a consacré sinon une parfaite identité de vues entre les deux pays, du moins la volonté politique commune, dûment affichée, de faire du conseil européen qui se tiendra les 9 et 10 décembre à Maastricht un succès complet, c'est-à-dire notamment d'y transformer la Communauté en une union politique.

VITERBE

de notre envoyée spéciale

Des « divergences » à propos des politiques étrangères et de sécurité communes étaient apparues ces

dernières semaines : le 4 octobre, l'Italie et la Grande-Bretagne s'étaient mises d'accord sur un texte portant certes d'une « défense européenne », mais fortement accrédité à l'OTAN. Dix jours plus tard, la France et l'Allemagne relançaient l'idée que l'UEO (Union de l'Europe occidentale) doit être l'organe de la Communauté pour la mise en œuvre d'une politique de défense européenne et proposaient la création à terme d'un corps d'armée européenne. Initiative, précisait Paris et Bonn, parfaitement « complémentaire » de l'OTAN.

A Viterbe, cité papale où, exaspérés par les atermoiements des cardinaux lors du conclave de 1271, les habitants de la ville les enfermèrent pour les décider à se choisir un chef, le « malentendu » franco-italien a été, en revanche, rapidement expédié, chaque partie affectant de ne retenir que les côtés positifs de l'initiative de l'autre. La France n'a donc voulu voir dans l'initiative italo-britannique que le premier pas attaché à Londres dans la bonne direction.

Au cours d'une conférence de presse particulièrement délicate à la ville Lante, chef-d'œuvre de la Renaissance, le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, déclarait qu'il estimait « politiquement très utile tout ce qui peut renforcer les relations de l'Allemagne avec les autres pays, notamment lorsqu'il s'agit de la France ». Rattachant que « personne ne songe à remettre en question l'alliance atlantique », il ajoutait : « Il n'est pas absolument impossible de trouver des formules communes ».

De son côté, M. Mitterrand renchérit en notant que « l'Italie se trouve en situation de rapprocher les points de vue », « il est inévitable, poursuivait-il, que la politique italienne oit toujours été favorable à une union politique forte, mais aussi à la notion d'une défense commune (...). La défense européenne et l'OTAN doivent être articulées. Les discussions porteront sur où sera mis l'accent. Il y a la thèse maximaliste et la thèse minimaliste ; le débat est ouvert ».

La liaison Lyon-Turin

A l'évidence, le message de Viterbe - « l'Europe n'a pas d'autre issue que de réunir Maastricht » s'adressait, par-delà le sommet franco-italien, à tous les autres partenaires européens : le président français, tout en disant son « optimisme », l'a affirmé avec force : « L'Europe ne peut s'arrêter en chemin », en raison du « travail accompli », de la « conscience qu'ont prise les Douze de leur propre existence », mais surtout de la

« responsabilité qu'ils doivent assumer auprès des pays de l'Est, libérés politiquement mais entravés par une crise économique grave », et dont les Douze représenteront l'espérance ».

Sur les autres dossiers communautaires, notamment celui des conditions du passage à la troisième phase de l'union monétaire et celui, plus litigieux encore, de la compétence des pouvoirs du Parlement européen - que l'Italie, à l'instar de l'Allemagne, aimerait voir renforcée - rien n'a été vraiment réglé. M. Andreotti a simplement noté, avec un a priori favorable, la proposition française de réunir deux fois par an en « congrès informel » du Parlement européen et des Parlements nationaux, sur le modèle de la réunion qui s'est tenue à Rome en décembre dernier.

Enfin, seul dossier bilatéral en cours de règlement évoqué à Viterbe : celui du projet de liaison ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin, entré dans une deuxième phase d'étude. Le projet, a annoncé le ministre français des transports, M. Paul Quilès, présent à Viterbe, pourrait être réalisé à l'horizon 2000. Son coût se chiffre, pour l'instant, à 16 milliards de francs, dont 11 à 13 pour le percement d'un tunnel de 34 kilomètres sous le Mont-Cenis.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

« Pour des raisons humanitaires »

Le Djihad islamique accepte qu'un des otages américains détenus au Liban rencontre son épouse

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP), de tendance pro-irakienne, a accepté, vendredi 18 octobre, qu'une rencontre ait lieu, sous le patronage de l'ONU, entre l'un des deux Américains qu'il détient depuis le mois de janvier 1987, M. Jesse Turner, et son épouse. Le JILP a rendu publique la photocopie d'une lettre manuscrite en anglais de M. Turner ainsi qu'un bref communiqué dactylographié en arabe.

Le JILP affirme que sa décision répond « aux demandes répétées et à l'insistance » de son otage et a été prise « pour des raisons humanitaires ». M. Turner, quarante-quatre ans, professeur de mathématiques, précise dans sa lettre que la rencontre avec sa femme durera une heure seulement, mais insiste sur la nécessité de sa venue « le plus tôt possible » à Beyrouth. « Après cela, tout ira bien », conclut-il.

L'initiative du JILP intervient au moment même où l'assistant du secrétaire général de l'ONU chargé du règlement de l'affaire des otages, M. Giandomenico Pico, se trouve à Damas. Selon des sources sûres, celui-ci aurait rencontré mardi, dans la vallée de la Bekaa sous contrôle syrien, des représentants des préocers d'otages. - (AFP)

Pour des stages en unité

Soviétiques et Français échangeront de jeunes officiers

A l'issue d'une visite de cinq jours en France, qui lui a notamment permis de se rendre à l'intérieur d'un poste de tir des missiles nucléaires entrés dans le plateau d'Albion, le chef d'état-major général des forces armées soviétiques, le général Vladimir Lobov, est convenu avec son homologue français, l'amiral Jacques Lanxade, d'instaurer des échanges de jeunes officiers entre les deux pays. Le principe en a été acquis. Des discussions à venir détermineront les modalités.

A la différence de ce qui se passe pour d'autres pays, où ces échanges se font au niveau des écoles militaires, il devrait s'agir, selon l'amiral Lanxade, de « l'immersion dans des unités opérationnelles », pendant une période de deux à trois mois, d'officiers du grade de capitaine. C'est une « première » qui permettra à de jeunes cadres de se familiariser avec les régiments, sur des bases aériennes

ou à bord de bâtiments. Interrogé par la presse, vendredi 18 octobre à Nancy, où il a assisté à une présentation de la « division aéromobile » qui dépend de la Force d'action rapide (FAR), le général Lobov s'est refusé à préciser quel serait le nombre de charges nucléaires, stratégiques et tactiques nécessaires pour créer en Union soviétique une force de dissuasion dite « suffisante ».

En revanche, le chef d'état-major soviétique s'est montré réservé à propos de la perspective d'instaurer des « gardes républicaines » au sein de chacune des Républiques de la future Union. Il a affirmé que les Républiques, soumises dans l'avenir au jeu éventuel de l'alternance politique, étaient de plus en plus conscientes de la création de telles gardes et il a estimé que toutes les Républiques, en réalité, se considéraient comme membres de l'Union pour la défense de leur territoire.

Après les incidents de la manifestation du 17 octobre

M. Bruno Durieux reprend les négociations avec les infirmières

Alors que le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, reprenait, samedi 19 octobre, les négociations avec les représentants des infirmières, la Coordination nationale infirmière a annoncé son intention de porter plainte après les « violences policières » du jeudi 17 octobre, qui ont provoqué de vives réactions, y compris dans les milieux politiques.

L'intervention des gendarmes mobiles, jeudi 17 octobre, contre les infirmières (le Monde du 19 octobre) a duré le mouvement. Des actions de protestation ont eu lieu, vendredi 18 octobre, dans plusieurs hôpitaux d'Ile-de-France avec des arrêts de travail de l'ensemble des personnels, et les établissements se préparent à une manifestation, le 22 octobre.

La Coordination nationale infirmière (CNI) a annoncé son intention de porter plainte contre la police. « Une élève infirmière de Bichat a eu le tympan perforé par un canon à eau et un infirmier a eu un traumatisme crânien avec perte de connaissance », a affirmé M. Eric Rabette, porte-parole de la CNI, en ajoutant que cinq autres personnes au moins avaient été blessées légèrement et que trois d'entre elles avaient dû être hospitalisées quelques heures à l'hôpital Laennec.

Après ces incidents, touchant une profession qui bénéficie d'un large soutien de la population, les réactions ont été vives et multiples. M. Philippe Marchand a précisé sa version des faits devant une délégation d'infirmières reçue, vendredi, à la préfecture d'Alsace. Les infirmières ont voulu se rendre à l'hôpital, sans autorisation, a déclaré en substance, le ministre de l'Intérieur.

Devant leur insistance, a souligné M. Marchand, « il a été fait usage d'un moyen lanceur d'eau. Aucune charge des forces de l'ordre n'a eu lieu et seize grenades lacrymogènes ont été tirées ».

Samedi 15 heures, M. Bruno Durieux devait ouvrir de nouvelles négociations avec les différentes organisations syndicales et professionnelles. La Coordination devait

être présente. M. Cresson avait demandé au ministre de la santé de « reprendre immédiatement » les négociations en annonçant qu'elle recevrait également, de son côté, les représentants des infirmières.

Le ministre de la santé s'est déclaré, pour sa part, en mesure de « proposer un premier train de dispositions destinées à améliorer les conditions de travail » des infirmières, portant principalement sur le travail de nuit, des dimanches et jours fériés. Alors que la Coordination réclamait avant tout une augmentation des effectifs et des salaires, ces propositions suffiraient-elles à relancer le dialogue ?

M. La.

Polémique entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Santé

En réponse à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, qui lui avait demandé jeudi 17 octobre, de faire « toute la lumière sur les circonstances exactes » des incidents survenus lors de la manifestation du 17 octobre, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a répondu, vendredi 18 octobre : « Ce ne sont pas les infirmières qui ont déclenché une enquête. L'enquête pour les infirmières est que les négociations se poursuivent et que M. Durieux, car c'est son rôle, les fasse aboutir ».

Dans un communiqué, le Parti socialiste s'est étonné, vendredi 18 octobre, « du comportement des forces de police envers les manifestants » et a jugé « particulièrement regrettable » les incidents survenus au cours de cette manifestation. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a également déploré l'utilisation de grenades lacrymogènes et de canons à eau, et l'absence de dialogue dans ce conflit. M. Yvette Roudy, ancienne ministre socialiste des droits de la femme, s'est déclarée « inquiète » pour le premier ministre, « car son ministre de la santé contribue à lui faire une mauvaise réputation qu'elle ne mérite pas ».

La durée de prescription de l'Halcion sera limitée à quinze jours

Sur proposition des commissions nationales de pharmacovigilance et d'autorisation de mise sur le marché, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, a décidé, vendredi 18 octobre, de limiter à deux semaines la durée de prescription de l'Halcion, un somnifère hypnotique fabriqué par les laboratoires Upjohn.

Cette mesure, qui prend en compte la position exprimée le 16 octobre par le comité des spécialités pharmaceutiques de la CEE (le Monde du 19 octobre), s'accompagne également d'une réduction du contenu du condi-

tionnement. Le libellé de l'information du corps médical et du public sera revu et adapté. L'indication thérapeutique sera limitée aux troubles sévères du sommeil et il sera en particulier recommandé aux patients de ne prendre le médicament qu'immédiatement avant le coucher.

Ces mesures font suite à la décision prise le 4 octobre par les autorités sanitaires britanniques d'interdire la commercialisation de ce somnifère en raison de ses nombreux effets secondaires (pertes de mémoire et syndrome dépressif).

Le Sénat péruvien a levé l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia

Le Sénat péruvien a levé, samedi 19 octobre, l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia, ouvrant la voie au procès de celui-ci pour corruption. Le vote du Sénat, par 38 voix contre 17, fait suite à un an d'enquête et deux heures de débats très houleux. En sa qualité d'ancien chef de l'Etat (1985-1990), M. Garcia est sénateur à vie. Accusé d'avoir détourné 500 000 dollars de fonds gouvernementaux, il ne pouvait être traduit en justice qu'après la levée de son immunité par ses pairs. - (AP)

Nouveau à La Villette
LE PALAIS D'ASIE
Le plus grand restaurant chinois de Paris (500 places).
7 jours sur 7 jusqu'à 2 h du matin.
Banquets, réceptions, repas d'affaires.
131, rue de Flandre (métro Crimée).
Tél. : 40-35-25-15 - 40-35-35-36.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde
Voyage avec Colomb
NUMERO HORS SERIE
Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a trente ans, la répression de la manifestation algérienne à Paris..... 2

ETRANGER

L'accord sur la conférence de paix au Proche-Orient et la normalisation des relations entre Israël et l'URSS..... 3-4
La guerre civile en Yougoslavie..... 5

POLITIQUE

L'évolution de la Nouvelle-Calédonie
M. Cresson prend l'engagement solennel de poursuivre la politique de M. Rocard..... 7
Un entretien avec M. Guy Konopnicki
Du communisme à l'écologie..... 8
La préparation des élections régionales
M. Carignon sera candidat à la présidence de la région Rhône-Alpes..... 8
Livres politiques
La rubrique d'André Laurens..... 8

HEURES LOCALES

Les départements soumettent aux Japonais « Nouvelles missions pour l'Association des maires de France » et le projet de statut pour les 550 000 élus 9 à 12

SOCIÉTÉ

Prisons
Une journée nationale pour rompre les « effets destructeurs »..... 13

CULTURE

Yannis Kokkos, metteur en scène
Le scénographe, qui antard désormais sa consécration à la mise en scène, présente l'opéra de la Comédie-Française..... 15

ÉCONOMIE

La catastrophe de Melun
Les renseignements donnés par la « boîte noire »..... 17
Progression de la production industrielle
Une hausse de 0,8 % en août..... 17

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 14
Marchés financiers..... 18-19
Météorologie..... 14
Mots croisés..... 14
Radio-Télévision..... 14
Spectacles..... 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 octobre 1991 a été tiré à 496 013 exemplaires.

هنا من الناحية